

France Forum

- *Le livre et la lecture en France*
- *Comment sortir l'Europe de l'ornière ?*
- *Où va l'agriculture française ?*
- *Progrès ou régression ?*
- *Companero Orwell*
- *Actualités économiques et sociales*
- *Tocqueville et la sociologie*
- *La République au passé*

FRANCE FORUM

COMITÉ DE DIRECTION

Etienne Borne, Henri Bourbon

6, rue Paul-Louis Courier - 75007 Paris

C.C.P. Paris 14.788-84 - Tél. 544.75.50

Abonnement annuel 100 F

Abonnement de soutien 120 F

Sommaire **209 - 210**

Janvier - Mars 1984
25 F

DOSSIERS ET ÉTUDES

- LE LIVRE ET LA LECTURE EN FRANCE AUJOURD'HUI**
PAR NICOLE FONTAINE p. 2
- COMMENT SORTIR L'EUROPE DE L'ORNIÈRE ?**
PAR JACQUES MALLET p. 8
- OU VA L'AGRICULTURE FRANÇAISE ?**
PAR HENRI DE FARCY p. 13
- PROGRÈS OU RÉGRESSION ?**
PAR DOMINIQUE-ANDRÉ KERGALE p. 17
- COMPANERO ORWELL,
OU LE LIVRE IMPOSSIBLE D'ÉRIC BLAIR**
PAR FRANCK LESSAY p. 26
- LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT** p. 35
- TOCQUEVILLE ET LA SOCIOLOGIE**
PAR JACQUES NANTET p. 40
- INTERVIEW :**
LES FEMMES ET LE P.C.F. DE RENÉE ROUSSEAU
PAR ERIC VATRÉ p. 42

ARTS ET LETTRES

- LA VIE LITTÉRAIRE**
PAR PHILIPPE SÉNART p. 43
- POUR L'ORDRE GOTHIQUE**
PAR YVAN CHRIST p. 48
- E LA NAVE VA**
PAR HENRI BOURBON p. 50

NOTES DE LECTURE

- L'HOMME FUTUR DE JEAN ONIMUS**
PAR BERNARD VOYENNE p. 52
- DE MARX ET DU MARXISME DE KOSTAS PAPAIOANNOU**
PAR BENOIT VERMANDER p. 53
- LE PROJET PAYSAN DE MICHEL DEBATISSE**
PAR JEAN OUACHÉE p. 55
- L'ÉGLISE ET LES DROITS DE L'HOMME DE RENÉ COSTE**
PAR JEAN-CLAUDE LAMBERTI p. 56
- L'ÉGLISE SOUS PIE XII DE JEAN CHELINI**
PAR JEAN TEITGEN p. 58
- RETOUR SUR LES ANNÉES DE GUERRE 1939-1945**
PAR JEAN CHELINI p. 60
- LYAUTEY : UNE PRÉDESTINATION POUR LA GLOIRE
D'ANDRÉ LE RÉVÉREND**
PAR ALBERT KALAYDJIAN p. 62

PROPOS AU TEMPS

- LA RÉPUBLIQUE AU PASSÉ**
PAR ETIENNE BORNE p. 66

LE LIVRE ET LA LECTURE EN FRANCE AUJOURD'HUI

par Nicole FONTAINE

“Si le livre disparaissait, les hommes deviendraient des choses”. Cette réflexion d'un dissident roumain interpelle profondément notre société moderne agitée, souvent dispersée par le goût de l'événementiel et le superficiel.

Alors que le livre est un témoin irremplaçable et permanent du développement culturel d'une nation, qu'il conditionne l'accès aux expressions les plus élaborées de la pensée, avons-nous su lui conserver la place essentielle qui lui revient de droit ?

Quelles perspectives pourraient être envisagées aujourd'hui en vue d'une véritable politique du livre et de la lecture ?

LA VITALITE DE L'EDITION EST TEMPEREE PAR LES DIFFICULTES ECONOMIQUES

La France produit chaque année 380 millions de livres dont 12.000 nouveautés. L'édition regroupe environ 650 entreprises qui ont une activité régulière. Au total, plus de 150.000 agents participent à la vie du livre. Son chiffre d'affaires (hors taxes) a été en 1981 de 6.738 millions de francs.

Le haut degré de motivation de la profession est un

facteur important de la vitalité de l'édition française. Elle considère à juste titre qu'elle accomplit une mission culturelle et que le livre est un produit différent des autres. Toutefois, sur le plan économique, celle-ci reste fragile et surmonte difficilement les lois du marché auxquelles elle est inéluctablement soumise.

Ainsi par comparaison avec les pays les plus développés, la vitalité de l'édition française reste relative : elle occupe seulement le sixième rang mondial, derrière l'U.R.S.S., les Etats-Unis, la République d'Allemagne fédérale, le Japon et la Grande Bretagne ; par ailleurs après une croissance rapide au cours des années 1970, son chiffre d'affaires connaît depuis 1980, un certain tassement.

Certes l'évolution incertaine du chiffre d'affaires de l'édition depuis 1980 ne peut être dissociée de la crise économique générale qui atteint la France, et par comparaison à d'autres, ce secteur économique se défend plutôt bien. Toutefois, pour lui permettre de réagir avec dynamisme aux difficultés de la situation économique actuelle la profession souhaiterait que l'Etat prenne plus fortement en considération le fait qu'elle est une industrie d'innovation à risque permanent.

LE MARCHE DU LIVRE DANS QUATRE GRANDS PAYS ETRANGERS EN 1979

PAYS	Population	Chiffres d'affaires de l'édition	Production en titres de Nouveautés
		(En dollars)	
Etats-Unis	215 000 000	6 500 000 000	36 112
Grande-Bretagne	056 000 000	2 000 000 000	32 854
Japon	113 000 000	3 000 000 000	27 132
République fédérale d'Allemagne	061 500 000	3 750 000 000	50 306
A titre de comparaison :			
France	053 000 000	1 500 000 000	12 215

Nota : U.R.S.S. 80 560 titres en 1979.

Sources : Edition informations U.I.E. 1981 (Union internationale des Editeurs, Genève)

Editer un livre nouveau, plus encore que dans les autres secteurs de production, est un acte de création dont le résultat financier est toujours incertain, quelles que soient les études de marché ou l'intuition de l'éditeur. Or, près de la moitié des ouvrages publiés chaque année sont des nouveautés et l'édition ne bénéficie pas de facilités fiscales ou bancaires qui sont consenties à d'autres industries de recherche et d'innovation.

Cette situation est particulièrement cruciale lorsque l'éditeur s'engage dans la publication d'une œuvre qui nécessite de longs et coûteux investissements préalables : un livre non encore produit ne peut constituer une garantie opposable aux banques dont le concours est sollicité. C'est le problème-clé de l'édition, qui appelle des mesures pour lui permettre à la fois de se moderniser et de résister à la crise.

De même, les exportations, qui ont connu forte croissance jusqu'au milieu des années 1975, connaissent depuis cette époque une évolution plus irrégulière. Trop peu d'ouvrages français sont vendus ou traduits dans les pays anglophones et la concurrence étrangère y est de plus en plus difficile pour les éditeurs français.

D'autres observations sectorielles ont pu être faites au cours des dernières années qui appellent des mesures de réforme et d'incitation.

Ainsi par exemple, en matière de manuel scolaire, les moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour parvenir à la gratuité n'ont pas été à la mesure de l'intention initiale généreuse et des objectifs poursuivis par leurs auteurs ; on constate souvent que la réduction des crédits a entraîné un appauvrissement de la qualité des livres scolaires, que la détérioration des livres prêtés a nuit au goût de la lecture chez les jeunes.

Dans le domaine universitaire et depuis la réforme de l'enseignement supérieur de 1968, les conditions de rédaction des thèses universitaires qui conduisent aux différents doctorats ont évolué et leur nombre s'est accru grâce notamment au développement du doctorat de troisième cycle qui constitue un banc d'essai au travail de recherche. Mais la diffusion de ces thèses et recherches reste encore tout à fait insuffisante.

L'accès des aveugles ou mal voyants à la culture littéraire reste faible puisque sur une population de 50.000 aveugles reconnus, dont 30.000 sont des adultes, 10.000 seulement pratiquent le braille, malgré les efforts réels accomplis au cours de ces dernières années par de nombreuses associations.

DES AUTEURS MAL-AIMÉS

La situation des auteurs souvent mal connue du grand public, pose aussi problème à bien des égards. Si les Français lisent peu, ils écrivent beaucoup. Les grandes maisons d'édition reçoivent entre quatre et 5.000 manuscrits par an mais : 10 à 15% seulement retiennent leur intérêt. Moins de 5% sont effectivement publiés.

Un millier d'auteurs seulement perçoivent plus de 100.000 F de droits annuels et en tout état de cause les

revenus d'un auteur sont aléatoires, irréguliers et différés par rapport au temps ou le travail intellectuel est effectué.

Irrégularité de création, faiblesse des revenus, l'activité littéraire est alors le plus souvent un dérivatif. Pour plus des deux tiers des auteurs aujourd'hui, une autre activité, un emploi normalement rémunéré doivent leur fournir des ressources suffisantes et assurées. Le paradoxe est néanmoins que les plus grands écrivains ont consacré leur vie entière à leur œuvre, et le plus souvent dans des conditions financières très difficiles. Autrefois, le mécénat royal ou princier assurait à quelques écrivains privilégiés cette "garantie de ressources".

Depuis le XIX^e siècle, c'est le journalisme qui constitue le plus souvent cette indispensable seconde activité. Aujourd'hui, près de la moitié des seconds métiers des auteurs sont d'ordre artistiques (c'est-à-dire qu'ils sont également assez aléatoires).

Cette situation est propre à la situation d'écrivain. Il ne saurait être question cependant ni d'instaurer un système par trop dérogatoire ni de banaliser la situation de l'auteur en lui appliquant par exemple les normes du salariat ordinaire mais de rechercher des régimes adaptés.

Le rôle des pouvoirs publics sera donc plutôt d'élaborer une législation qui reconnaisse la fonction sociale de l'écrivain, qui permette d'améliorer les relations entre les auteurs et les éditeurs, notamment dans le cadre de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire (un nouveau Code des Usages a été élaboré en Juin 1981 par le Conseil Permanent des Ecrivains et le Syndicat National des Editeurs) et clarifie la situation fiscale et sociale des auteurs ; enfin les aides apportées par le Centre National des Lettres devraient être rendues plus efficaces.

LES PROBLEMES DE LA DIFFUSION ET DE LA DISTRIBUTION

Les conditions dans lesquelles s'effectuent la diffusion et la distribution du livre français ne sont pas non plus pleinement satisfaisantes.

Le rôle des librairies traditionnelles s'est affaibli. On estime que le nombre total des points de vente du livre et des périodiques est d'environ 25.000 (y compris les boutiques polyvalentes, les bibliothèques de gares, les maisons de la presse, les kiosques, etc...) mais sur cet ensemble le nombre des librairies-papeteries n'est que de 4.000 et celui des "librairies-pures", qui ne vendent que des livres, est évalué à un millier (dont 300 établissements importants assurant un service effectif d'assistance aux clients).

Le Ministère de la culture évalue la part du marché autour de 50% pour la librairie et de 33% pour les grandes surfaces. Les clubs, le courtage, la vente par correspondance, détiennent 10% du marché environ, les ventes directes des éditeurs aux collectivités se partageant le reste.

Les libraires estiment à juste titre n'être pas seulement des commerçants du livre, mais remplir un rôle de promotion culturelle de la lecture par l'action de conseil

qu'ils exercent auprès de leurs clients, mais il semble que ce rôle ne soit pas suffisamment encouragé. Il faut dire aussi que la dégradation des relations entre les éditeurs et les libraires nuit à l'efficacité de leur action commune pour la promotion du livre.

Mais il est surtout urgent de réformer la distribution du livre. C'est le problème-clef, le "talon d'Achille" de l'édition française en raison de la faiblesse relative des tirages de la plupart des ouvrages et du fait que l'éditeur est rarement capable d'assurer lui-même la distribution de ses livres.

Plus encore que l'édition, la distribution française est très concentrée : la S.O.D.I.S. (Gallimard) à Lagny, la C.D.L. (Hachette) à Maurepas, les Messageries du livre (Presses de la cité), Inter Forum (Laffont) se répartissent la plupart des éditeurs. Les livres sont stockés dans des dépôts géants à partir desquels s'effectuent les expéditions groupées et auxquels aboutissent les retours, également groupés. Leur fonctionnement est fortement informatisé. Ainsi 500.000 volumes sortent chaque jour du Centre de Maurepas, 30% des 380 millions de livres vendus en France passent ainsi par les ordinateurs et les transtockeurs de la C.D.L.

Ce système industrialisé a des avantages, mais son gigantisme est considéré comme coûteux (20% du prix de vente d'un livre). Il est lourd, alors que la durée moyenne des nouveautés devient de plus en plus brève (3 mois en moyenne). Il interdit la totalité du réseau.

Il est à noter que les éditeurs régionaux et d'une façon générale les petits éditeurs, subissent plus lourdement encore les difficultés du système de distribution actuel. Beaucoup d'entre eux mettent leurs espoirs dans les effets d'une politique effective de décentralisation.

UN PRIX UNIQUE POUR LE LIVRE ?

Le problème du prix unique du livre instauré par la loi du 10 août 1981 a suscité des débats contradictoires, voire passionnés. Il apparaît aujourd'hui possible d'effectuer à froid un bilan partiel de cette nouvelle législation sans pour autant pouvoir porter un jugement définitif.

Parmi les éléments positifs, on constate que la loi sur le prix unique du livre a constitué une mesure de sauvegarde des librairies traditionnelles en évitant que la pratique excessive du discount (ou a fortiori du prix d'appel) qui était développée par les grandes surfaces n'aboutisse à détourner le public de ces librairies, à mettre en péril leur existence et le rôle social qu'elles remplissent, à rabaisser le livre au niveau d'un produit commercial semblable à tous les autres, à peser sur l'édition et la création au risque de privilégier les livres de très grand public et de lecture "facile".

Toutes les enquêtes observent que les librairies et les maisons de la presse, ont récupéré 5,6% de l'augmentation du marché. La baisse des ventes en volume enregistrée par la FNAC et les magasins populaires ne représente que 0,9% du marché en 1981. La progression des

ventes par les clubs est inférieure à l'augmentation globale du marché. Les hyper et supermarchés ont connu une très forte progression de leurs ventes de "poche".

La loi du 10 août 1981 a ainsi contribué à réduire la crise de confiance en l'avenir que ressentaient de nombreux libraires, en même temps qu'elle a facilité l'action commerciale des éditeurs.

Il résulte que dans leur grande majorité, les éditeurs et les libraires estiment que le système de prix établi en 1981 est préférable aux dispositions antérieures et surtout, qu'après une aussi courte période de mise en œuvre, il ne doit pas faire l'objet de nouveaux bouleversements.

Toutefois, ce constat des résultats immédiats de la loi doit être nuancé et ne doit pas occulter une réflexion sur les conséquences à plus long terme que pourrait avoir le dispositif en vigueur depuis un an :

- la loi reste contestée par certaines associations de consommateurs et des dirigeants de grandes surfaces dont quelques uns l'estiment contraire aux conventions internationales ;

- malgré les sanctions dont elle est assortie, elle est imparfaitement appliquée, voire contournée.

- la loi peut entraîner à terme des effets négatifs qui, pour ne pas être encore très fortement perçus par l'opinion ou les professionnels, risquent de reporter à plus tard, sinon aggraver les difficultés structurelles des éditeurs et des libraires.

Le principal de ces risques - et il est important - est le renchérissement des livres et principalement des nouveautés. Mais les résultats ne permettent pas encore de se prononcer de façon rigoureuse sur l'analyse des risques inflationnistes de la loi.

Certains dirigeants des grandes surfaces se sont inquiétés enfin des conséquences de la loi sur le marché du livre ; ils estiment que ce marché s'est développé - le taux de lecture des français a augmenté dans les dix dernières années - parce que les hypermarchés et les FNAC ont favorisé l'accès au livre d'un nouveau type de lecteurs, ceux qui n'entrent pas dans les librairies.

LA LECTURE EN FRANCE

La situation de la lecture en France appelle des constats divers :

- Selon certains sondages, il apparaîtrait que près d'un français sur quatre ne lirait aucun livre et près d'un français sur cinq n'en posséderait aucun, tandis que 30% seulement des Français possèderaient la capacité à lire vite (15 000 mots à l'heure) qui seule donne le goût de la lecture. Ces chiffres attestent à eux seuls la gravité du problème culturel qu'ils révèlent, bien que la tendance des enquêtes aille dans le sens d'un progrès de la lecture.

Ainsi selon les conclusions d'un sondage effectué par le service d'études et recherches du Ministère de la culture, avec le concours des instituts Arc mc et Lavalie (sur un échantillon de 4.000 personnes de plus de quinze

ans), en décembre 1981-janvier 1982, et en reprenant les questions d'une consultation similaire réalisée en 1973, il apparaît que près de trois français sur quatre lirait au moins un livre par an. Ils étaient 29% à n'en avoir lu aucun en 1973, ils ne sont plus que 26% en 1981. Ce gain est dû à l'augmentation du nombre des petits lecteurs (un à quatre livres lus dans l'année) (1).

- L'organisation actuelle de l'école et la pédagogie scolaire sont mal adaptées à donner le goût de la lecture spontanée, et cette inadaptation est encore plus sensible auprès de la population immigrée de première ou de seconde génération, ainsi qu'auprès des quelques 350.000 familles françaises qui vivent en marge de la vie sociale et que l'on appelle le quart monde.

- Les budgets d'acquisition et de fonctionnement des grandes bibliothèques publiques ou universitaires sont très inférieurs à ceux des bibliothèques étrangères comparables et la France prend un retard certain qui risque d'être irréparable en ce domaine.

La situation des bibliothèques municipales ainsi que des bibliothèques spécialisées (bibliothèques d'entreprises, d'hôpitaux, d'établissements pénitentiaires) pourrait être sensiblement améliorée bien que la situation présente à certains égards des éléments encourageants.

Ainsi, au cours des dix dernières années, le nombre des livres prêtés dans les bibliothèques municipales, a été presque multiplié par trois (914.000 emprunteurs en 1969, 2.460.000 en 1980) et la demande s'accroît sans cesse. Cette "démocratisation" de la lecture doit s'accroître même au moyen de supports culturels différents.

En avril 1983, le Conseil Economique et Social adoptait à une très large majorité un rapport et un projet d'avis sur la diffusion de la culture par le livre et les revues. Cet avis contient 60 mesures concrètes en faveur de la promotion du livre et de la lecture en France.

Quelques mois après - en juin 1983 - M. Jack Lang, Ministre de la Culture adressait aux membres du Parlement un rapport sur l'application de la loi du 10 août 1981 relative aux prix du livre et traçait les grandes lignes de sa politique en la matière.

La convergence des propositions du Conseil Economique et Social et de celles du Ministère de la Culture est frappante. On peut dès lors penser que le consensus est désormais établi pour avancer hardiment dans la voie d'un meilleur avenir pour le livre et la lecture (2).

PERSPECTIVES D'AVENIR

Au-delà du caractère technique des mesures proposées par les uns et les autres, l'important est surtout l'esprit qui les inspire.

L'accès plus large à la culture, la promotion du livre dans notre pays et de la culture française dans le monde, la réhabilitation de la langue française appellent aujourd'hui une prise de conscience plus vive de la Nation et des Pouvoirs Publics, une ambition plus volontariste encore.

Il faut en effet susciter une grande ambition collective

"Le livre, c'est la meilleure munition que j'ai trouvée à notre voyage humain" Montaigne.

de la France pour stopper, et inverser, grâce au livre qui demeure le médiateur principal des cultures, cette évolution réputée fatale qui depuis deux siècles tend à réduire dans le monde l'usage de la langue française et à faire regresser l'influence culturelle de la France.

Au cours des derniers exercices budgétaires, les moyens financiers en faveur du livre et de la lecture ont été sensiblement accrus. Des réalisations intéressantes ont vu le jour, pour encourager l'exportation.

Mais des mesures nouvelles, complémentaires de l'action ainsi amorcée sont aujourd'hui nécessaires. Leur charge financière serait très largement compensée non seulement par l'importance de l'enjeu qui est en cause mais aussi par les effets multiplicateurs qui résulteraient

à moyen terme de leur mise en œuvre pour le commerce extérieur, pour l'emploi, pour le progrès de la culture et de la science, pour le rayonnement pacifique de la France.

Si l'on considère que le livre n'est pas un produit comme les autres, il faut en tirer toutes les conséquences. Cette idée sous-tendait déjà la loi du 10 août 1981 qui a voulu par l'instauration du prix unique éviter que le jeu naturel de mécanismes purement économiques finisse par altérer la création littéraire et par sacrifier la qualité, voire même l'existence de la diffusion traditionnelle du livre dans notre pays.

Ainsi, on ne mesure pas toujours, combien la promotion du livre français est handicapé dès le départ par la relative étroitesse du marché constitué par la population francophone par comparaison notamment aux pays anglophones.

Ce handicap ne pourrait que s'aggraver, si l'édition française n'était pas en mesure d'effectuer les investissements d'avenir qui seront nécessaires notamment dans le domaine de l'informatisation tout au long de la chaîne de fabrication et de vie du livre.

Étendre l'audience du livre français dans le monde est une nécessité pour protéger en France même son devenir et sa vitalité ; car, en dépit d'un dynamisme certain, l'édition française demeure vulnérable.

C'est la raison pour laquelle l'édition française devrait pouvoir bénéficier des mêmes facilités de financement et d'investissement que celles qui sont accordées aux secteurs d'innovation ou de recherches technologique et industrielle.

Dans le même esprit, et sans méconnaître la réalité des contraintes économiques, hors du respect desquelles il ne peut exister de politique à long terme, une attention spéciale devrait être portée par le jeu de mesures spécifiques, à certains secteurs, qui remplissent une fonction culturelle importante de promotion du livre, mais ne disposent pas d'une assise commerciale suffisamment étendue, et la logique économique seule ne doit pas les condamner : revues culturelles ou scientifiques, dont la plupart sont enfermées dans le réseau précaire de leurs abonnés naturels (+ de 60 % des revues scientifiques dans le monde sont en anglais et 2 % en français), travaux universitaires de recherche photocopiés à quelques dizaines d'exemplaires, petits éditeurs ou éditeurs régionaux qui contribuent à une plus juste répartition de la création littéraire sur l'ensemble du territoire mais qui se heurtent au système actuel de distribution, petits libraires qui assurent à travers le pays la présence très disséminée du livre... ce ne sont là que quelques exemples pour illustrer les aspects divers de cette logique.

En ce qui concerne l'incitation à la création littéraire, là encore il faudrait corriger par des dispositions appropriées cette tendance séculaire que nous avons en France qui consiste à ne reconnaître nos génies qu'après leur mort. Pauvre en matières premières, la France est reconstruite à travers le monde comme ayant un capital immense : celui de l'intelligence ; or ce capital est à l'heure

actuelle sous-employé.

Les mesures nécessaires en ce domaine devraient donc s'inscrire dans un souci de justice sociale et d'équité mais aussi avoir pour but d'encourager la création : en effet bien que les Français écrivent beaucoup, les éditeurs sont souvent à la recherche d'auteurs de talent.

En ce qui concerne les modalités d'intervention de l'Etat dans le secteur du livre, ce sont les formes d'aide qui contribuent à l'autodynamisme de la profession qui devraient être encouragées prioritairement, plutôt que les subventions ponctuelles, reconduites souvent de façon aléatoire et qui ne constituent que des ballons d'oxygène destinés à remédier à des situations particulières. Ainsi pour améliorer le domaine de la distribution le développement de coopératives de libraires volontaires, pourrait être efficacement encouragé.

L'étape essentielle que constitue l'école pour susciter chez le jeune le goût du livre et de la lecture doit naturellement faire l'objet d'une attention toute particulière.

La politique suivie en matière de gratuité des *manuels scolaires* doit être revue. En francs constants en effet, les crédits inscrits à cet effort ont régressé de 25 % depuis 1977, contraignant parfois les éditeurs à sacrifier la qualité.

Le système de prêt aux élèves de livres usagés dont la durée de vie - pour des raisons budgétaires - est anormalement étendu, n'est pas le meilleur moyen de donner aux jeunes, et plus particulièrement à ceux qui appartiennent aux classes sociales les moins favorisées, le goût du livre.

Les méthodes actuelles d'enseignement négligent trop souvent l'apprentissage du français. Elles conduisent vers l'âge adulte, des jeunes, qui, au sortir de l'école, ont appris à déchiffrer mais n'ont pas acquis cette capacité de lecture rapide sans laquelle la lecture reste un exercice et n'est pas un plaisir. Là encore le mouvement doit être inversé.

Mais le goût de lire ne doit pas seulement être suscité à partir des manuels scolaires et à cet égard une procédure originale de conventions entre les éditeurs et les établissements d'enseignement pourrait permettre de promouvoir à l'école des nouveautés non scolaires.

Il est des lieux sur lesquels il conviendrait de faire porter un effort particulier parce qu'ils atteignent des publics nouveaux et souvent défavorisés dans l'accès au livre.

Ce sont les établissements hospitaliers, les établissements militaires où les jeunes accomplissent leur service national, les bibliothèques d'entreprise de plus en plus fréquentées par les travailleurs des catégories sociales les moins favorisées, les lieux destinés aux retraités et qui appellent un effort spécial du fait de l'anticipation à 60 ans de l'âge possible de la retraite.

Une action identique devrait être entreprise dans les établissements pénitentiaires, qui contribuerait à la réinsertion sociale et professionnelle des détenus.

L'accès du livre à la population immigrée de 1^e et 2^e génération a été trop négligé.

Des initiatives spécifiques, ouvrant aux immigrés l'accès au livre français et aux livres qui valorisent leur culture d'origine serait aussi une contribution à la solution des problèmes qui se posent en ce domaine et à la réduction de certains comportements xénophobes, voir racistes.

Enfin, cette action doit aussi s'orienter en direction de la fraction encore plus marginalisée de la population qu'on appelle le quart monde et dont on aurait tort de penser qu'elle est hostile aux formes de culture exprimées par le livre par le fait qu'elle refuse l'organisation sociale ou s'en trouve écartée de fait.

En dépit de la concurrence des techniques modernes de communication, la lecture demeure aujourd'hui le moyen principal d'accès aux formes les plus élaborées de la science et de la culture. Avec le développement des loisirs pendant la vie professionnelle active et l'allongement du temps de la retraite, elle constitue un élément important de la qualité de la vie des français.

On ne peut donc que se réjouir de constater aujourd'hui en ce domaine une prise de conscience collective à la mesure de l'enjeu culturel.

Nicole FONTAINE
Membre du Conseil Economique et Social

(2) Deux rapports élaborés à la demande du Ministre de la Culture, celui de MM. Pingaud-Barreau et celui de M. Racine, allaient également dans le sens d'un certain nombre de ces propositions.

(1) RÉPARTITION SOCIO-PROFESSIONNELLE DES POSSESSEURS DE LIVRES

	AUCUN LIVRE	de 10 à 19	de 20 à 49	de 50 à 99	de 99 à 199	PLUS de 200
		(en pourcentage)				
Agriculteurs, exploitants et salariés	36	7	20	9	13	13
Patrons, industriels, commerçants	17	8	18	15	16	26
Cadres supérieurs, professions libérales ...	3	8	5	11	22	59
Cadres moyens	3	3	10	12	28	44
Employés	9	5	18	22	23	22
O.Q., contremaitres	16	5	19	20	20	18
O.S., manœuvres, personnel de service ...	21	9	24	17	18	9
Elèves et étudiants	6	9	11	16	27	38
Autres et inactifs	28	6	14	14	16	20

APRES L'ECHEC D'ATHENES COMMENT SORTIR L'EUROPE DE L'ORNIERE ?

par Jacques MALLET

Par un de ces paradoxes dont la politique n'est pas avare, la préparation des deuxièmes élections du Parlement Européen au suffrage universel direct coïncide avec la plus grave crise qu'ait dû affronter la Communauté Européenne depuis trente ans. L'échec du Conseil d'Athènes - il s'est terminé sans aucun accord sur aucun point, sans même la publication d'un communiqué final - a rendu l'opinion publique consciente des dangers qui pèsent sur l'Europe.

De difficiles négociations sont en cours, sous la Présidence française, pour tenter de l'arracher à l'ornière où elle s'est enlisée. La proximité des élections, dominées dans la plupart des pays par des préoccupations de politique intérieure, ne facilite pas la recherche des compromis nécessaires. Il est plus facile, et apparemment plus "rentable", pour les partis politiques de se faire les champions d'une défense intransigeante des égoïsmes nationaux, et des intérêts à courte vue, que de se battre pour faire prévaloir les impératifs de l'intérêt commun dans une vision à long terme.

On a souvent parlé de "tournant décisif", et de "croisée des chemins". Ce sont pourtant ces expressions, usées par l'habitude, qui définissent très exactement la situation de l'Europe. Grave, répétons-le, elle peut demain devenir dramatique. Car, en cas d'échec des négociations, l'avenir, l'existence même de la Communauté seraient menacés. Un processus d'éclatement pourrait se déclencher, entraînant pour tous ses membres des dom-

mages irréparables. On assisterait alors à une véritable régression de l'histoire, à laquelle cette Communauté avait imprimé un cours nouveau. Il n'est pas exagéré de dire que 1984 sera pour l'Europe l'année du choix entre la relance et le recul, entre la renaissance et la décadence. Le destin de notre continent va se jouer au cours des prochains mois.

RETOUR A L'ESSENTIEL

Aux heures de crise il faut revenir à l'essentiel. Dans les années 50 les objectifs de l'union européenne, qu'on a quelque peu oubliés en cours de route, étaient clairement perçus. Il ne nous paraît pas inutile de les rappeler.

C'était d'abord la réconciliation franco-allemande et l'ancrage à l'Ouest de cette nation divisée, dont l'évolution est la clé de l'équilibre européen. Cinq ans à peine après la capitulation du III^e Reich, des hommes se sont levés, à l'appel de Robert Schuman et de Jean Monnet, issus pour la plupart des rangs de la résistance, pour dire : "plus jamais, plus jamais de guerres civiles européennes !" Rompant avec les erreurs du passé, ils ont proposé une politique nouvelle à l'égard de l'Allemagne, véritablement révolutionnaire, qui visait à l'intégrer dans une Communauté démocratique et pacifique. Konrad Adenauer a résolument engagé son peuple dans cette voie, reconnaissant dans l'Europe Unie non seulement la porte de l'égalité des droits, mais aussi l'espoir d'une patrie commune, qui assurerait à l'Allemagne, en même

temps qu'à ses partenaires, au sein de l'Alliance Atlantique, la sécurité et la liberté.

Car l'Europe se sentait menacée par Staline. Face au totalitarisme et à l'impérialisme soviétiques, les pays, demeurés libres, de notre "petit cap de l'Asie" ressentaient tous le besoin de s'unir pour résister. La peur a été, il faut le dire, l'un des ciments de la communauté naissante. S'y ajoutait la foi, profonde, forte des combats contre le fascisme et le nazisme, en des valeurs communes qui s'identifiaient à la défense de la démocratie.

Troisième raison de s'unir : la mise en commun des ressources et des efforts pour reconstruire l'économie européenne. Le démarrage fut assuré par le plan Marshall. Les Etats-Unis eurent la sagesse de comprendre que leur intérêt était d'aider l'Europe à se relever, et de faire valoir que cette aide devait s'appuyer sur une coopération européenne. C'est de nous que vint ensuite l'initiative de créer d'abord pour le charbon et l'acier, puis pour l'ensemble de l'économie, un "Marché Commun", de dimensions comparables au Marché Américain.

L'Europe s'est donc bâtie d'abord, par des solidarités concrètes, sur le terrain économique. Mais les fondateurs de la Communauté poursuivaient, par ce biais, des objectifs politiques : une "union sans cesse plus étroite des peuples européens" fondée sur la conscience d'un "destin partagé", la restauration de leur influence et de leur rayonnement dans le monde. Sur la base de l'intégration économique et sociale ils se proposaient de réaliser leur unité politique. Car ils avaient pour l'Europe une grande ambition : qu'elle devienne une puissante force d'équilibre et de paix, qu'elle pèse sur les événements au lieu de les subir, qu'elle reconquière la maîtrise de son destin et retrouve la splendeur de sa civilisation. L'échec, en 1954, du projet de Communauté Européenne de défense, lié à celui d'une Communauté politique, a retardé le processus. Mais les négociateurs du Traité de Rome n'ont jamais perdu de vue les finalités de la Communauté Economique Européenne.

Pragmatiques, joignant la patience à l'audace, ils demeuraient fidèles à l'esprit qui animait à l'origine cette grande entreprise : le dépassement des nationalismes, l'établissement d'institutions communes, auxquelles les Etats déléguaient des compétences et des pouvoirs, pour les mettre en mesure de décider et d'agir dans l'intérêt commun. Ce ne devait être, croyaient-ils, qu'une première étape vers une transformation des rapports internationaux, substituant l'organisation des solidarités et la mise en œuvre de règles communes aux traditionnels rapports de force, aux luttes pour l'hégémonie, à l'affrontement des Etats jaloux de leurs prérogatives. Ils étaient convaincus que, pour recouvrer une souveraineté réelle, qu'ils avaient perdue ou étaient entrain de perdre dans beaucoup de domaines, pour résoudre leurs problèmes communs, les nations européennes devaient renoncer à une part de leur souveraineté apparente et que leur indépendance, et, au-delà de leurs frontières, les chances d'une organisation pacifique du monde, étaient à ce prix.

L'évocation de ces quelques idées simples et fortes permet de ramener à leur juste mesure les difficultés actuelles, les marchandages et les querelles subalternes autour d'un budget, qui représente moins de 3% de la somme des budgets nationaux. L'échec d'Athènes est-il celui de la Communauté ? N'est-il pas bien plutôt celui de la "non-Europe" ? Aujourd'hui la volonté politique a des ratés. L'idéal européen a beaucoup perdu de sa vigueur. L'esprit communautaire fait cruellement défaut. L'élan initial paraît brisé.

LE CHEMIN PARCOURU

Et pourtant, depuis trente ans, que de chemin parcouru ! Beaucoup plus qu'on ne le pense généralement. Si l'on jette un regard d'historien sur l'œuvre accomplie on peut dire que le bilan est à la fois positif et décevant.

Positif, sans nul doute : la réconciliation franco-allemande est un fait acquis. La République Fédérale est devenue l'un des piliers du "monde libre" : résultat d'importance historique. La prospérité exceptionnelle de l'Europe occidentale, jusqu'aux années 70, doit beaucoup aux réalisations de la Communauté : La création d'un grand marché intérieur organisé de 270 millions de consommateurs ; la politique agricole commune ; une politique commerciale qui confère un grand poids à l'Europe - première puissance commerciale du monde - lorsqu'elle parle d'une seule voix ; la convention de Lomé, associant à son développement 300 millions d'hommes et une soixantaine de Pays d'Afrique et des Caraïbes ; le Système Monétaire Européen, qui stabilise les rapports de change entre nos pays ; l'élection du Parlement Européen au suffrage universel direct ; le Conseil Européen des chefs d'Etat et de gouvernement ; les progrès de la coopération politique, concrétisés par certaines positions communes et des votes uniformes aux Nations-Unies : autant d'exemples qui démontrent notre capacité à agir ensemble.

Mais les limites de cette action apparaissent aussi clairement. La Communauté reste fragile. Elle n'est pas irréversible. La crise fait renaître les tentations protectionnistes. La politique agricole commune est remise en cause et doit être réformée. Les autres politiques communes (transports, énergie, etc...) n'ont pas vu le jour. L'union économique et monétaire, grand dessein des années 70, semble plus éloignée que jamais. L'Europe des entreprises reste à faire : la mondialisation de l'économie est allée plus vite que l'intégration européenne, en sorte que les accords industriels se concluent le plus souvent avec des sociétés américaines ou japonaises, et non entre des sociétés européennes.

Force est d'ajouter que l'élargissement - au Royaume Uni, à l'Irlande et au Danemark - ne s'est pas accompagné d'un approfondissement et s'est même traduit jusqu'ici par un affaiblissement. Et surtout les finalités politiques de l'union économique restent à l'état embryonnaire. L'Europe demeure un potentiel plus qu'une puissance, un enjeu plus qu'un acteur. Son

absence est un malheur pour le monde, qui attend d'elle qu'elle affirme son identité propre et exerce pleinement ses responsabilités internationales. La tragédie du Liban, ce petit morceau d'Europe en terre arabe, devenu la proie de forces hostiles à l'Occident, illustre bien notre impuissance.

La crise de l'Europe n'est-elle pas en profondeur une crise d'identité, une crise morale ? Les européens doutent d'eux-mêmes. Ils ne savent plus ce qu'ils sont ni ce qu'ils veulent. Ils n'ont plus conscience de leur rôle, j'allais dire de leur mission, dans le monde. Ils ont perdu confiance en leur avenir. "Amérique is back", "l'Amérique est de retour", proclame le Président Reagan. Faut-il dire : "Europe is out" ? Des signes encourageants commencent toutefois à se manifester chez les européens. Il semble qu'une renaissance culturelle soit en gestation dans les esprits - là où, précisément, résident les fondements de l'unité de l'Europe. La conscience européenne retrouve aujourd'hui, face au totalitarisme soviétique, et au-delà du matérialisme de la société de consommation, le sens de ses valeurs, renoue avec son patrimoine, reprend possession de son héritage.

La rupture éclatante de l'intelligentsia, notre avant-garde, avec le marxisme, sa volonté de résistance, son engagement dans le combat pour les droits de l'homme, sa solidarité avec les peuples opprimés de l'Est, son ouverture aux problèmes du Tiers-Monde, ainsi qu'aux aspirations de la société, témoignent d'une évolution ou plutôt d'une mutation riche de promesses pour l'avenir. Comme le dit Jean-Marie Domenach "l'Europe est sortie du Nihilisme". (1) Ainsi pourra-t-elle, d'un seul et même mouvement, revenir à ses sources et se projeter vers le futur. Ce qui a fait hier, ce qui fera demain sa force et sa grandeur, n'est ce point une certaine idée de l'Homme, réunissant l'esprit scientifique et l'esprit religieux, la tradition et le modernisme, la spiritualité et l'efficacité, le respect vigilant des libertés et la recherche de nouvelles solidarités ?

Oui, c'est d'un mouvement de l'esprit que surgira la relance de l'Europe : une prise de conscience des périls et des défis auxquels elle doit faire face, ainsi que de l'urgente nécessité de son union pour garantir sa survie, et celle de son humanisme démocratique. Une alliance originale peut se nouer entre les intellectuels et les industriels, conscients plus que d'autres des risques du déclin.

PLUS NECESSAIRE QUE JAMAIS...

L'union européenne est plus nécessaire que jamais, qui pourrait en douter ? Reprenons un à un les objectifs initiaux de l'entreprise. Ils n'ont rien perdu de leur actualité, bien au contraire.

L'Allemagne reste au cœur du problème européen. La victoire de la C. D. U., aux dernières élections législatives, a permis de gagner la première manche de "la bataille des Euromissiles". Mais la guerre psychologique pour la conquête de l'âme allemande n'est pas encore définitivement gagnée. Le pacifisme, le plus souvent à sens unique,

a montré sa force et son attrait, notamment dans la jeunesse. Le S.P.D. a pris le train en marche. A la peur de la guerre nucléaire, à l'idéalisme des églises, s'ajoute un nouveau nationalisme de gauche, qui pourrait dans l'avenir se laisser séduire par la tentation du neutralisme, avec l'espoir - fallacieux - qu'il ouvrirait la voie à la réunification.

Il est donc urgent de renforcer les liens de solidarité qui unissent la R.F.A. à l'Europe Occidentale, et en particulier à la France. Si des progrès décisifs ne sont pas accomplis, dans les quelques années qui viennent, vers l'union politique de l'Europe, nul ne peut dire où ira l'Allemagne.

Dans son livre, si pénétrant, sur *l'Allemagne du changement* (2) Joseph Rovin lance un avertissement et un appel : "ce que nous pouvons dire et redire avec conviction c'est la nécessité pour les pays et peuples de la démocratie de traduire leur conviction et leur résolution dans des gestes spectaculaires et rassurants, pour sauver une Allemagne dont la perte entraînerait dans le désastre et dans l'abandon les autres peuples de l'Europe et laisserait l'Amérique dans l'isolement. Aux Etats-Unis, à la France, et aux autres peuples d'Europe il faudrait aujourd'hui une action comme celle que Jean Monnet conduisit, fulgurante, en 1950, pour imposer aux gouvernements, incertains de la voie à choisir, l'idée de la Communauté Charbon-Acier, une action rapide, convaincante, sûre d'elle-même, entraînant. La République Fédérale change : son changement peut signifier pour l'Allemagne et pour nous, selon notre choix et notre diligence, la débacle ou le renouveau".

Car, pour tous ceux qui observent et qui se souviennent, il est clair que la domination de l'Europe Occidentale demeure l'objectif prioritaire de la stratégie soviétique - non par la guerre, qui la détruirait, mais sans guerre, par le développement d'une évolution qui détacherait l'Allemagne de l'Europe et l'Europe des Etats-Unis. C'est le but permanent de l'U.R.S.S., poursuivi avec une rare obstination depuis près de 40 ans. Elle a failli récemment l'atteindre : la non-application par les pays européens des décisions de l'OTAN de 1979, relatives au déploiement des Pershings II et des missiles de croisière, aurait brisé le "couplage" entre la défense de l'Europe et la défense des Etats-Unis. Ce grave péril a pu être évité grâce à la détermination du Chancelier Kohl et de Mrs Thatcher, et au soutien du Président de la République française. Le chantage soviétique a échoué. L'ouest a tenu bon dans l'affrontement des volontés. L'Alliance Atlantique, qui est, aujourd'hui comme hier, vitale pour notre sécurité, sort renforcée de l'épreuve.

Mais l'équilibre des forces sur le théâtre européen est loin d'être rétabli et la pression de l'Union Soviétique visant à séparer l'Europe de l'Amérique ne se relâchera pas. La terrible menace qui continue à peser sur eux exige que les européens prennent une plus grande part à la défense de leur continent, et consentent à celle-ci un effort accru et coordonné. Ainsi attaqueraient-ils à sa

racine l'une des causes du pacifisme - notamment en R.F.A. - dans la mesure où ils se sentiraient plus responsables et moins dépendants, ce qui est déjà le cas pour notre pays où, de ce fait, les sirènes du pacifisme attirent peu de monde. Et l'Alliance, aujourd'hui minée par des malentendus, des conflits d'intérêts, une crise de confiance (3), se trouverait renforcée parce que les Américains seraient mieux assurés de la solidarité et de la volonté de défense de leurs partenaires européens, dont ils critiquent actuellement le "nombrilisme" et le "neutralisme déguisé".

Il y a plus. L'Europe doit relever un autre défi, non moins redoutable : celui du déclin technologique et industriel - pour ne point parler de son déclin démographique -, cause profonde du chômage qui ronge, comme un cancer, le tissu de nos sociétés (il y a aujourd'hui près de 13 millions de chômeurs dans la C.E.E.). On s'est aperçu tardivement que "la crise", qui est en réalité une mutation du monde, frappait surtout l'Europe, ainsi que les pays les plus pauvres en voie de sous-développement. La crise pétrolière n'a été que le révélateur d'une gigantesque redistribution de la puissance économique et financière. Nos pays ont fort mal réagi, en sacrifiant l'avenir au présent, l'investissement à la consommation, en préférant le "chacun pour soi" à l'effort commun, à la solidarité. Le résultat est consternant : pour la première fois, l'Europe a raté le départ d'une révolution industrielle, la révolution de l'électronique, déterminante pour l'avenir. Ses activités traditionnelles subissent de plein fouet la concurrence des nouveaux pays industrialisés. Son retard s'aggrave d'année en année, sur les Etats-Unis et le Japon, dans les industries de pointe.

Avec son talent pédagogique et son style percutant, Michel Albert a analysé le mal et proposé des remèdes. Ce n'est pas ici le lieu de résumer cet ouvrage qu'il faut lire (4). Rappelons simplement que notre production industrielle s'est accrue de 8 % de 1973 à 1981, celle des Etats-Unis de 16 %, celle du Japon de 26 %. Les dépenses de recherche des Dix sont le double de celles du Japon et cependant l'industrie européenne des microprocesseurs ne représente que 10 % du marché mondial et ne fournit que 40 % de son propre marché. Chiffres plus significatifs encore : de 1973 à 1981, l'emploi a diminué de 3 millions dans la Communauté ; il a augmenté de 15 millions aux Etats-Unis qui, en 1983, en une seule année, ont créé 4 millions d'emplois. Voilà le coût de la "non-Europe" !

A quoi il faut ajouter que les européens sont pour une part responsables de la hausse du dollar et des taux d'intérêt. S'ils avaient créé une véritable zone monétaire européenne, inspirant la confiance et attirant les capitaux, s'ils pesaient ensemble de tout leur poids en faveur d'une remise en ordre du système monétaire international - fondée sur la coopération entre le dollar, le yen et l'Ecu (5) -, cette évolution "erratique" aurait sans doute pu être évitée ou maîtrisée. Mais comment nos pays pourraient-ils s'orienter vers une monnaie commune alors que les politiques économiques et sociales conti-

nent à diverger, malgré l'effort de redressement accompli en France après deux années de divagations ?

Et comment, dans ces conditions, s'étonner que l'Europe ne pèse pas lourd aujourd'hui dans la politique internationale ? Elle se tait, ou bien elle tient un langage incohérent, ou bien elle exprime des états d'âme et publie des déclarations que les actes ne suivent pas. Les grandes puissances s'accommodent, au fond, assez bien de sa faiblesse, de son inexistence. On s'en réjouit à Moscou, on le regrette à Washington, avec une nuance de mépris de plus en plus sensible. Car les Américains souhaiteraient être plus fermement soutenus, mais aussi partager avec un partenaire crédible certaines de leurs responsabilités mondiales. Et les pays du Tiers ou du Quart-Monde, qui plaçaient beaucoup d'espoir en elle, se montrent de plus en plus déçus.

Bref, il serait grand temps que l'Europe se resaisisse et se décide enfin à exister.

LES VOIES DE LA RELANCE

Sur le diagnostic, il existe aujourd'hui un large degré d'accord. La nécessité de l'union européenne est généralement reconnue. Tous les partis - à l'exception des communistes français et de quelques socialistes anglais ou scandinaves - la proclament. Tous les gouvernements s'en déclarent convaincus. Les difficultés commencent lorsqu'il faut répondre, de manière précise, à ces deux questions : Quelle Europe ? et comment la faire ?

Ce qu'il y a de plus inquiétant dans la crise actuelle, c'est qu'au-delà des divergences d'intérêts agricoles et financiers - déjà difficiles à réduire - on a le sentiment que se creuse un désaccord sur la nature même et sur les finalités de la Communauté. Et, si un accord pouvait être réalisé sur ce point, il resterait à prendre les moyens de le traduire en décisions et en actes. La Communauté, telle qu'elle fonctionne aujourd'hui, se caractérise par une remarquable incapacité à décider. Elle devra choisir : aligner ses ambitions sur ces moyens, ou ses moyens sur ses ambitions.

Quels sont les Etats-membres qui demeurent fidèles à la conception initiale des signataires du Traité de Rome ? Quels sont ceux qui ne se contentent pas d'une zone de libre-échange améliorée et d'une simple coopération inter-gouvernementale ? Quels sont ceux qui veulent bâtir une véritable communauté économique et une union politique, étendant ses compétences aux problèmes de politique extérieure et de défense ? En un mot, quels sont ceux qui se donnent pour but final, à l'horizon du prochain siècle, la création des Etats-Unis d'Europe ? On hésite à répondre. L'Allemagne peut-être, pour combien de temps ? L'Italie sans doute, et les pays du Bénélux. La France, gravement affaiblie, et empêtrée dans ses contradictions, ne peut plus jouer le rôle moteur qui était traditionnellement le sien. Et l'Angleterre, qui n'entend pas rester à l'écart du processus européen, le conçoit à sa manière, qui est fort éloignée des principes de l'Europe communautaire. Quant au Danemark, son engagement

se limite à l'Europe des marchands. Mieux vaut ne pas parler de la Grèce...

Dans l'état de déliquescence où se trouve la Communauté, les risques de dilution - si, comme nous l'espérons, des compromis permettent d'éviter le pire, c'est-à-dire une explosion - ne manqueraient pas d'être aggravés par un nouvel élargissement. Or, l'adhésion de l'Espagne et du Portugal est généralement tenue pour inéluctable. Elle a été promise à ces deux pays, qui y voient un moyen de consolider leur démocratie naissante.

Dès lors, la tentation est forte de se résigner à un réexamen fondamental des règles communautaires pour s'orienter vers une Europe à plusieurs vitesses ou à plusieurs étages, une Europe à la carte ou à géométrie variable. Les héritiers de Robert Schuman et de Jean Monnet pensent que de telles méthodes - utilisables pour des actions ponctuelles sur le modèle de l'Airbus - ne peuvent se substituer à la Communauté, fondée sur une compensation globale, à long terme, entre les avantages et les contraintes de la solidarité. Ils ne voient d'autre issue qu'un retour à l'esprit, aux principes et aux méthodes qui ont inspiré l'action de ses fondateurs : usage normal du vote à la majorité qualifiée au sein du Conseil des Ministres, sauf cas exceptionnels ; restauration du rôle d'initiative et de gestion de la Commission européenne, et de son indépendance à l'égard des gouvernements ; renforcement du Parlement Européen ; accroissement des ressources financières de la Communauté.

Proche collaborateur et ami du "père de l'Europe", pendant trois décennies, François Fontaine raconte dans son excellent livre *Aller plus loin avec Jean Monnet* (6) que celui-ci "ne pensait pas grand bien des projets de réforme du mécanisme institutionnel, de vitesses et de géométries variables, parce qu'ils ne s'attaquaient pas à la cause du mal qui était l'absence d'esprit de décision des gouvernants. Il ne manquait rien au système lui-même qui comportait, si on eût voulu les utiliser, tous les instruments propres à décider... *Le changement, pensait-il, doit venir de l'extérieur des pouvoirs installés, à son moment*". Et il ajoutait : "la Communauté est un ensemble de règles librement consenties. Ceux qui ne veulent ou ne peuvent souscrire à ces règles s'exclueront d'eux-mêmes". Il disait aussi : "l'Europe se fera dans les crises. Et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises".

Comment donner à la Communauté un nouvel élan, faute duquel elle ne pourra ni résoudre ses problèmes actuels, ni engager de nouvelles actions ? Le Parlement Européen vient de proposer une réponse, en votant un projet de nouveau *traité d'Union Européenne*, qui rassemblerait progressivement, avec pragmatisme, dans un ensemble institutionnel cohérent, l'intégration économique et sociale et la coopération politique élargie aux problèmes de sécurité. La pression extérieure vient des représentants des peuples européens. Le moment viendra, pensent-ils, lors de la prochaine campagne pour l'élection du Parlement Européen. Et le projet de Traité

prévoit qu'il devrait être mis en vigueur par les gouvernements lorsqu'il sera ratifié par "une majorité d'Etats-Membres dont la population forme les 2/3 de la population des Communautés". Ainsi l'Union, au moins au début, pourrait, en coexistant avec les Communautés existantes, se limiter à ceux des Etats qui ont une conception politique, et non mercantile, de l'Europe. L'Europe sera politique ou ne sera pas. Notre démocratie sera européenne ou elle périra.

Ce projet nous paraît important, même si ses modalités sont contestables. Il ouvre une perspective d'avenir, nécessaire au développement de la construction européenne. Il propose un "grand dessein" capable de mobiliser les énergies et les imaginations. Il apporte un nouvel espoir aux européens. Il donnerait à l'Europe ce dont elle a le plus besoin : une autorité politique commune (où le pouvoir législatif serait partagé entre le Conseil de l'Union et le Parlement Européen, la Commission européenne devenant le seul Exécutif). Il permettrait de surmonter les blocages actuels - que symbolisent la généralisation du veto et l'exigence du juste retour - en faisant réaffirmer par tous les Etats résolus à avancer ensemble la volonté renouvelée de construire une Union européenne indissoluble. La méthode des "petits pas" ne suffit plus. L'heure est venue de faire un nouveau bond en avant.

LE TEMPS DU SURSAUT

Il n'y a pas d'alternative raisonnable à l'union politique et économique de l'Europe. C'est une nécessité impérieuse, urgente. Pour quiconque s'informe et réfléchit, elle a la force de l'évidence. Nécessaire, cette union n'est pas fatale. Elle est difficile. Elle se fera si les citoyens, si les peuples - et en particulier les jeunes - le veulent. Si donc ils prennent conscience de l'enjeu européen de l'élection de juin 1984. Encore faut-il qu'on s'emploie à leur en faire comprendre la portée, comme veut le faire Simone Veil et d'autres, espérons-le, à son exemple. "La conscience ou la souffrance" : Michel Albert résume ainsi le choix. Les pessimistes craignent que les risques de la discorde et du déclin ne soient pas encore suffisamment perçus, ni les avantages majeurs de la solidarité européenne. Faudra-t-il donc attendre que la souffrance s'aiguise pour que la conscience s'éveille, pour que l'Europe se réveille ?

Il n'est pas trop tard pour la sauver. Son redressement est encore possible. Mais il n'y a plus de temps à perdre. Le temps des périls doit être le temps du sursaut.

Jacques MALLET

(1) *Débat de la Fondation du futur.*

(2) *Editions Calmann Levy*

(3) *Cf. l'article d'André Fontaine : "la dérive des continents" (le Monde, 4 février 1984).*

(4) *"Un pari pour l'Europe" - Ed. du Seuil.*

(5) *Cf. l'étude d'E. Alphandéry et A. Fourçans dans le dernier numéro de la Revue "Banque" : "TECU, stratégie pour une Europe en crise".*

(6) *Edité par le Centre de Recherches Européennes de Lausanne.*

OU VA L'AGRICULTURE FRANÇAISE

par Henri de FARCY

Notre ami et collaborateur le Père Henri de Farcy, qui vient de disparaître, nous avait voici quelques mois adressé le texte d'une communication qu'il avait présentée à l'Académie des Sciences Morales et Politiques à la fin de 1980. Considérant qu'elle conservait son actualité, il nous avait autorisé à la publier, ce que nous faisons en hommage à la mémoire d'un homme dont les travaux et ouvrages sur l'agriculture ont toujours offert des éléments précieux de réflexion et d'orientation.

Où va l'agriculture ? Comment le prévoir, alors qu'il est si difficile de préciser la nature et le poids respectif de tout ce qui conditionne son avenir : innovations technologiques, servitudes économiques, affrontements sociaux, compromis politiques, aspirations humaines ?

Pourtant l'évolution de notre société et de ses besoins comme aussi les mutations récentes de l'agriculture, permettent de tracer des lignes de force : "L'avenir ne se prévoit pas, il se prépare", aimait à dire Maurice Blondel.

L'AGRICULTURE CONTINUE SA MONTÉE EN PUISSANCE

Simplifions. En 1955, il a fallu sensiblement dix milliards d'heures aux agriculteurs français pour nourrir (compte tenu du solde négatif des échanges extérieurs) l'équivalent de quarante millions de Français. En 1979, un peu moins de trois milliards pour alimenter plus de cinquante cinq millions "d'équivalents Français".

Romano Guardinij avait donné comme titre, *La Puissance*, à son bel ouvrage sur le progrès. Quel que soit notre jugement sur la qualité et les conséquences du progrès en agriculture, on ne peut, suivant l'expression de Pierre Méhaignerie nier qu'elle n'ait "monté en puissance". Entre 1960 et 1977, par exemple, sa production s'est accrue de 60%. Il lui a fallu, pour cela, utiliser plus de moyens : ses achats à l'industrie ont triplé, son endettement quadruplé. Mais le temps passé à produire a nettement diminué : indice 40 contre 100.

Nul ne s'étonnera donc de la chute du nombre des

personnes actives en agriculture. Chaque jour, entre 1968 et 1975, le milieu rural a ainsi perdu 400 travailleurs. En se plaçant du simple point de vue de la capacité technique, il aurait pu en perdre davantage. Si nos exploitations avaient l'efficacité économique de la petite ferme des Pays-Bas, notre production pourrait être assurée par la moitié du nombre actuel de nos agriculteurs. Et déjà ce surplus de forces se manifeste, de façon quelque peu cahotique, par la production de certains excédents dans des domaines où la demande reste limitée : vins de consommation courante, certains produits laitiers, etc.

Ce mouvement se prolongera-t-il ? La course à la productivité ne marquera-t-elle pas une pause ? Les technologies induites par la crise actuelle ne seront-elles pas gourmandes de travail humain ? La difficulté de trouver des emplois en dehors de l'agriculture n'obligera-t-elle pas à rester sur l'exploitation ? Ou bien les capacités des agriculteurs trouveront-elles d'autres débouchés ?

Nous avons d'abord à nous demander si la crise actuelle ne remet pas tout en question. La montée en puissance de l'agriculture est due à son industrialisation, c'est-à-dire, finalement, à l'emploi massif d'énergie, en profitant du coût fabuleusement bas de l'énergie fossile. En 1929, on consacrait cinq millions d'hectares, soit le sixième du territoire agricole, à nourrir les animaux de trait. En 1973, avant la crise pétrolière, on pouvait couvrir les dépenses totales de carburant avec la vente du produit de moins de cinq cent mille hectares.

Ces facilités continueront-elles à se présenter ? Tout donne à croire que, tout en devenant moins grandes, elles

resteront substantielles. Le prix du carburant s'est élevé, certes, mais pas assez pour faire substituer l'animal à la machine. En 1980, les frais de carburant équivalent au plus à la production d'un million d'hectares, surface cinq fois plus petite qu'en 1929.

Il sera encore moins question de remplacer la machine par les bras humains. Avec la somme affectée au salaire et aux charges sociales d'un ouvrier agricole, on peut aujourd'hui acheter un volume plus faible de carburant qu'en 1973. Mais on peut s'en procurer deux fois plus qu'en 1960.

Sans doute, le relèvement du coût de l'énergie oblige-t-il à la prudence; il faut éliminer certains gaspillages. Il faut gérer le modèle de façon plus économique. Il n'y a pas de raison de changer de modèle.

Aussi, même si le rythme d'accroissement des forces productives est quelque peu freiné, celles-ci vont sans doute se développer. On pourra faire la même tâche avec des agriculteurs moins nombreux, ou assurer des tâches nouvelles avec le même nombre d'agriculteurs. Nous reviendrons tout à l'heure sur la première hypothèse. Examinons de plus près la seconde.

LA SATURATION DES DÉBOUCHÉS TRADITIONNELS

Accroître la production agricole ? Peut-on par exemple, en cette période de crise énergétique, trouver des débouchés nouveaux en captant l'énergie solaire dans des plantes que l'on utiliserait comme combustible, carburant ou matière première pour l'industrie ? Bois taillis, betterave, topinambour, canne de Provence, maïs, jacinthe d'eau ? Il faut le rappeler, ces plantes que l'on doit sélectionner, planter, cultiver, soigner, regrouper, transformer en utilisant pour ceci combustibles et carburants, sont concurrencées par celles que la mère nature, sous les yeux paisibles des diplodocus, a fait pousser, a abattu, charrié souvent sur de longues distances, transformé directement en combustible ou en carburant et, enfin, stocké ou ensilé. Il faudrait que ce don de la nature devienne nettement plus rare ou plus inaccessible pour que le travail de l'homme y supplée, de façon suffisante pour créer de très nombreux emplois.

Intensifier la production alimentaire ? Mais à quels consommateurs la proposer ? En vingt ans, les Français ont accru de quelque 30% le volume (au départ de la ferme) de leur consommation alimentaire. Croit-on qu'ils l'augmenteront beaucoup ? Certaines personnes (vicillards, familles d'immigrants) pourraient être mieux nourries. Leur nombre est limité. L'aide qu'elles demandent est du ressort de la justice sociale ; elle signifiera peu de choses pour l'expansion agricole.

Modifier nos relations avec l'étranger ? Nous importons maladroitement certains produits que l'on pourrait produire chez nous ; nous pourrions prendre une part un peu plus importante du marché des pays solvables. Nous avons déjà profité du marché européen. En 1958, le solde de notre commerce avec l'Europe n'aurait pas fait vivre

un paysan sur cent. Aujourd'hui, c'est un pour dix à douze. Mais d'autres ont fait mieux que nous : en 1958, l'Europe faisait travailler un paysan néerlandais sur six ; aujourd'hui, un sur quatre. L'expansion de nos produits s'y heurte à une double difficulté : c'est un marché de consommateurs, non de producteurs, et les prix y sont donc tendus. Les débouchés les plus intéressants y sont déjà assurés par certains concurrents ; il ne faut plus compter se placer dans un marché en croissance, il faut débusquer des vendeurs actifs et diligents.

Et ce qu'on pourrait appeler les pays "néo-solvables", récemment enrichis, notamment par le pétrole ? Ceux-ci ont souvent plus de richesses que de bouches, et il est douteux que l'accroissement de leurs besoins soit aussi rapide que celui des forces vives de l'agriculture des pays pleinement développés...

Ne pourrait-on pas faire davantage pour les pays de la faim ? L'Afrique, qui produisait assez pour se nourrir au début des années soixante, importe en 1975 près de 10 % de sa consommation et devrait, en 1985, en importer 20 %. Mais jusqu'où aller ? S'il est nécessaire de suppléer aux disettes provoquées par une sécheresse catastrophique ou une réforme agraire trop dogmatique, n'est-il pas infiniment plus utile d'aider les pays de la faim à obtenir cette pleine indépendance basée sur l'auto-suffisance alimentaire ? Ils ont moins besoin de la production des agriculteurs français que de leur aide et de leur savoir faire, pour mieux se développer eux-mêmes. Certains volontaires du progrès, par exemple, l'ont bien compris en travaillant avec ceux qu'ils aident à se passer d'eux-mêmes. La France a une expérience capitale dans le domaine du développement agricole : elle n'a pas si mal réussi sa réforme agraire. Elle peut aider plus d'un autre pays à ne pas rater la sienne.

En évoquant ainsi des tâches qui demandent plus à l'homme qu'à ses produits, devons-nous conclure qu'on ne peut plus attendre d'expansion dans le secteur agro-alimentaire ? Certes non ! La voie n'est pas aussi large qu'il y a vingt cinq ans, lorsqu'on avait à nourrir une France toujours plus peuplée et dont les besoins en viande, en fruits, s'accroissaient encore, ou lorsqu'on voyait s'ouvrir l'Europe. D'autres possibilités s'ouvrent. Celles-ci sont diversifiées. Elles sont surtout constituées, pour employer le langage commercial, de "créneaux" du marché, de "segments" de clientèle. Pour les atteindre, il faut de l'ingéniosité, de l'imagination, de l'organisation : certains dirigeants agricoles, certaines industries y excellent, et le dynamisme qu'ils manifestent rejaillit sur les autres agriculteurs.

Mais ces nouveaux débouchés suffiront-ils à stopper l'hémorragie des activités agricoles ? Ce tour d'horizon invite à répondre par la négative. Faut-il alors se résigner au spectacle d'une agriculture toujours plus efficace et toujours moins nombreuse ? Non. Déjà, certains agriculteurs ont compris que la nation ne leur demande pas seulement de la nourrir, mais aussi d'assurer sa qualité de vie, ceci dans une perspective nouvelle, celle du développement rural.

Le développement rural ne concerne pas seulement les agriculteurs.

L'AGRICULTEUR NE DOIT PAS SEULEMENT ÊTRE NOURRICIER

Qui aurait cru, il y a vingt ans, à l'attrance du Français moyen pour le monde rural? Et pourtant! Au cours d'une enquête récente, la moitié des citadins interrogés affirmaient qu'ils auraient voulu vivre à la campagne ou dans une petite ville, à condition d'y trouver des emplois, des logements, et des conditions acceptables de vie.

N'est-ce pas la suite logique d'un changement dans les relations entre le gagne-pain et les conditions quotidiennes de l'existence? En 1935, un ouvrier ou un employé ne disposait que de 61 jours de congé par an. Ils en ont maintenant 135 et bientôt 140... Beaucoup souhaitent vivre dans un cadre de nature, aspirent suivant l'expression consacrée, à "vivre au pays, à travailler au pays, et aussi à décider au pays".

Mais quel contraste entre ces aspirations et les réalités économiques! Nous l'avons vu, chaque jour, le milieu rural compte quatre cents agriculteurs de moins. L'accroissement des emplois dans le secteur secondaire et tertiaire n'est que de cent cinquante. Déficit net: deux cent cinquante.

Je ne peux m'empêcher de comparer le chiffre de ces pertes à celui des cent nouvelles résidences secondaires qui, chaque jour aussi, se sont implantées en milieu rural. Résidences secondaires? C'est la terminologie consacrée. Mais pour beaucoup, cette résidence est en fait première dans leurs préoccupations et elle le deviendrait aussi dans la réalité, pour peu qu'ils trouvent en milieu

rural de meilleures conditions de travail et d'existence.

Est-ce un rêve? Non, au moins pour une très grande partie du territoire français. Les technologies nouvelles (communications, télécommunications) invitent à y créer des activités autrefois réservées au milieu urbain. On peut mettre en œuvre des ressources encore mal exploitées et surtout ajouter de la valeur à celles qui existent déjà. D'où de nombreuses possibilités: transformer les produits du terroir, par une meilleure agro-industrie, décentraliser certaines activités secondaires ou tertiaires, accueillir touristes et retraités, assurer les travaux voulus pour le maintien du patrimoine biologique.

La création de ces emplois, le soutien aux entrepreneurs supposent évidemment une courageuse politique de développement rural. D'autres pays nous ont précédé dans cette voie, les Etats-Unis notamment, et leur exemple pourrait nous être fort utile.

Je voudrais seulement rappeler que ces activités peuvent être exercées de deux façons. Certaines par des personnes travaillant à plein temps; les unes sorties du milieu agricole continuent à offrir des travailleurs aux autres secteurs économiques; les autres venues de la ville, désireuses de se créer des racines dans un milieu à taille humaine.

D'autres services - nous y insistons spécialement - peuvent être assurés à temps partiel, notamment par des agriculteurs qui n'emploient pas toutes leurs forces vives sur leurs exploitations et rendent certains services de proximité dans des régions où la population est trop peu dense pour mobiliser dans ce but des personnes à plein

temps.

Ceci n'est pas une vue de l'esprit ! Aujourd'hui, la moitié du revenu des familles agricoles américaines vient de ressources non agricoles. Proportion analogue en Allemagne, ou en Suisse, alors qu'en France, elle ne dépasse pas sans doute 30 %.

Que font ces agriculteurs ? Quelques-uns exercent à plein temps un autre métier, tout en gardant la direction d'une exploitation dont les gros travaux sont effectués par des voisins cultivant, eux, à temps complet. La plupart exercent un métier d'appoint : services publics, transports, conseil agricole, enseignement à mi-temps, travaux publics, etc. Ils reçoivent l'appui des organismes locaux de développement rural pour rechercher ces métiers, s'y préparer et les exercer.

La volonté de développer ainsi les métiers d'appoint vient d'une conviction profonde et d'un solide réalisme. Une conviction : l'équilibre social d'un pays est mieux assuré par la présence d'un nombre important de familles sachant ce qu'est la mise en valeur d'un sol. Une perception réaliste : limiter l'activité de l'exploitation à des travaux facilement mécanisables, aux débouchés restreints, c'est diminuer rapidement le nombre des exploitants : Ugolin dévorant ses enfants pour leur conserver un père.

DE NOUVELLES ATTITUDES

Ne minimisons pas l'effort que cette recherche du plein emploi demandera aux exploitants français. Beaucoup vivent dans la conviction que leur mission est avant tout de nourrir les hommes. Ils l'ont d'ailleurs jusqu'ici remarquablement fait. Et s'ils l'ont bien fait c'est que, consciemment ou non, ils y avaient vu une tâche sacrée ; en fournissant des "vivres" à leurs concitoyens, d'une certaine façon, ils leur assuraient la vie. Ils puisaient dans cette conviction des raisons pour mieux assumer leurs tâches. Et Dieu sait les merveilleux efforts effectués par les agriculteurs dans ce but !

Mais en insistant ainsi sur la *nature* de ce service, beaucoup avaient trop négligé d'en rechercher les *raisons* : une classe sociale ne peut exiger quelque chose des autres classes que si elle rend, en échange, les services qui lui sont demandés, à un moment donné et dans des circonstances données.

S'interroger ainsi sur les exigences des autres et s'y adapter, n'est-ce pas la démarche d'altérité la plus authentique qui soit, car elle ne se borne pas à de bons sentiments mais aboutit à un changement de comportement ?

Certains exploitants l'ont déjà compris, en ouvrant la gamme de leurs services. Les structures actuelles de l'agriculture n'y sont pas opposées. Pour mieux traduire ces objectifs dans les comportements, il faudrait agir à la fois sur le plan de la formation et celui des relations publiques.

Depuis longtemps déjà, certaines personnes sont pré-

parées à s'ajuster aux besoins des autres. Ce sont celles dont la carrière dépend de la façon dont elles se sont adaptées aux exigences de leurs clients ou des usagers de leurs services. Elles ont reçu cette formation dans les cours de commerce, dans la mesure où cet enseignement s'est effectué dans l'optique dite du *marketing*, en partant des besoins, désirs et demandes d'autrui. Démarche qui aurait pu beaucoup nous aider pour exporter nos produits auprès de consommateurs ayant d'autres goûts que les nôtres, et qui aurait pu inspirer utilement plus d'un conseiller agricole ou même plus d'un haut fonctionnaire... Mais qui a si peu droit de cité dans notre haut enseignement agricole ! On n'y compte point de chaire de commercialisation, ce qui, dans la hiérarchie des enseignements, mettrait le souci de rechercher le point de vue d'autrui au même niveau que la zoologie, la botanique, la micro-biologie ou même la sociologie.

Cette démarche d'altérité devrait aussi, à mon avis, se traduire dans un réseau de relations publiques, au moins au sens où l'entendait André Siegfried ; en tentant d'expliquer aux autres la qualité des services qu'on leur rend, on est invité à se questionner soi-même sur l'adaptation de ses services. J'enrage, je l'avoue, en entendant la radio anglaise mettre sur le compte du paysan français des excédents laitiers qui sont surtout le fait de ses collègues néerlandais. Il est temps que les agriculteurs français sachent expliquer.

Où va l'agriculture ? Revenons deux siècles en arrière ; les trois quarts des Français arrachaient eux-mêmes, vaille que vaille, à la nature, leur nourriture, leur habillement, leur chauffage... Les moins bien lotis d'entre eux, les ouvriers agricoles, se félicitaient lorsque leur salaire annuel équivalait au prix d'une tonne de céréales...

Aujourd'hui, les Français sont nourris, beaucoup plus copieusement d'ailleurs, par le travail du dixième de la population ; ils savent d'ailleurs mieux la rétribuer : le montant annuel du salaire (charges sociales comprises) d'un ouvrier agricole équivaut à près de 50 tonnes de céréales.

Mais, où allons-nous ? Vers un cloisonnement presque intégral entre les Français, toujours plus nombreux et plus copieusement alimentés, entassés dans un univers minéral, et d'autres Français, toujours moins nombreux et plus isolés sur des étendues fort peu peuplées ?

Ou bien les agriculteurs, détenteurs du sol, prendront-ils l'initiative d'ouvrir largement les campagnes à ceux qui veulent participer à des solidarités à taille humaine, les aideront-ils à cultiver telles parcelles de terre, ne serait-ce qu'à temps partiel, ou à y jardiner ce qu'ils considéreront comme leur patrimoine ? Bref, les aideront-ils, en devenant de meilleurs partenaires de la nature, à se mettre à l'école de cette grande éducatrice ?

R.P. HENRI DE FARCY

N.B. : Ce texte est une communication du Père de Farcy à l'Académie des Sciences Morales et Politiques et a été publié en 1980 dans la "Revue des Sciences Morales et Politiques", distribuée par Gauthier Villars, Editeur.

PROGRÈS OU RÉGRESSION ?

par Dominique -André KERGAL

Nous publions ci-après les bonnes feuilles d'un ouvrage de notre collaborateur Dominique-André Kergal : "L'avenir se présente bien, ou De la régression en histoire" à paraître aux Editions Ouest-France au printemps prochain.

A l'heure où le siècle s'achève en même temps que le millénaire, est-ce le moment d'oublier l'histoire et de rentrer en soi-même ? Mais en soi-même c'est l'histoire qu'on trouve. L'idole s'est appropriée l'espace intérieur. Elle y tient son tribunal. Elle y rend ses arrêts. L'histoire jugera, dit-on. On le dit spontanément, sans y penser comme si cela allait de soi. Clio dont les siècles classiques avaient fait une muse, est devenue une redoutable déesse, digne des âges archaïques, à qui les humains ont confié la fonction de rendre le jugement dernier.

Il y avait la postérité. Princes, rois, empereurs, conquérants... les grands hommes prenaient grand soin de sculpter l'image qu'ils léguaient aux temps et aux générations à venir. Ils prenaient la pose, disaient des phrases, faisaient des mots. Les écrivains entretenaient des correspondances privées, tenaient des journaux

intimes, sachant, escomptant, que leurs lettres et leurs confidences, un jour, seraient publiées. Les vivants s'enchantaient à l'idée qu'étant morts, leur image resterait gravée dans le miroir de la mémoire. C'était le grand jeu sur la plus grande scène de théâtre qui fût : celle de l'histoire.

Mais on ne confondait pas l'historien avec le souverain juge, l'histoire avec l'absolu. Au XIX^e siècle, la philosophie du progrès, la conviction que demain serait meilleur qu'aujourd'hui, ont fait de l'avenir l'instance de jugement du présent.

L'histoire avec ses traquenards et ses promesses trahies surplombe de sa masse une humanité emportée par un souffle si puissant qu'il communique le vertige. Cependant que les peuples de la connaissance et de l'action, ceux de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord précipitent en avant par la science et par l'écono-

mie le mouvement de l'espèce humaine, des milliards d'hommes sont courbés sur un sol aride, en proie aux nécessités élémentaires, travaillés par des attentes et des terreurs aux déferlements spasmodiques. Dans le fond des mers, dans les entrailles de la terre, dans le silence de l'éther, les princes de la puissance et de la domination ont disposé des charges qui, si elles venaient un jour à exploser, auraient pour ravager la nature et les cités, les énergies que les générations mortelles engrangent avec patience en vue de leur propre mort.

L'homme de la fin du XX^e siècle ne peut croire que l'histoire porte dans ses flancs la cité du bonheur. Il est désabusé. Le bonheur n'est pas dans l'histoire mais le malheur y est. La marche triomphale qu'avait imaginée le XIX^e siècle scientifique s'est transformée au XX^e en un chaos qui a plongé les nations, les unes après les autres, dans des épreuves dont elles ont émergé, exsangues, prostrées, sans voix.

Le malheur est-il une fatalité ? L'histoire, la vraie, celle qu'élaborent patiemment les historiens, les vrais, les savants et non les juges, est remplie de catastrophes qui n'ont pas eu lieu. Le 19 septembre 1898, le général Kitchener, à la tête d'une armée anglo-égyptienne forte de 20.000 hommes, entra dans Fachoda, petite ville située sur le Nil où depuis le mois de juillet se trouvait le capitaine Marchand avec une mission de 200 hommes. Pour Fachoda, la France et l'Angleterre auraient pu se faire la guerre. C'eût été une bien belle guerre. On ne l'a pas faite. Août 14, octobre 17, janvier 33 n'étaient pas évitables. Du moins faut-il en faire le pari. Encore eût-il fallu que les contemporains eussent une claire conscience de la signification des événements qu'ils vivaient et de la menace qui pesait sur eux.

Que faire ? Comprendre et identifier les enchaînements par lesquels la tyrannie s'institue, donner aux intelligences et aux énergies humaines les occasions de s'investir dans les œuvres de paix plutôt que dans les œuvres de guerre, offrir aux hommes de proie qui, indistincts dans la masse humaine, attendent leur heure, un destin qui ne soit, ni pour eux, ni pour nous, le pire des destins qu'il leur est proposé de vivre, ouvrir à l'intention des personnes et des sociétés des perspectives de pensée et d'action qui rendent à l'humanité son éclat et à la vie sa saveur, redécouvrir des espérances anciennes, nommer des espoirs nouveaux ; le programme vaut pour les temps difficiles, il vaut pour le nôtre.

Les civilisations peuvent périr d'ennui. Pour se délivrer de l'ennui, il leur faut croire qu'elles ont un avenir.

LE PROGRES

Encore qu'intellectuellement contestée, la philosophie du progrès continue de fonctionner comme mode de légitimation de toutes les entreprises humaines. Libérale ou marxiste, les idéologies de référence, se situent dans la tradition des Lumières et si elles divergent sur les moyens du progrès, elles s'accordent sur la possibilité et sur la nécessité de le promouvoir.

Les antiques croyaient les hommes capables de progrès. Mais ils les voyaient aussi guettés par l'entropie, exposés à la lente dégradation qui emporte les choses et les êtres avec le temps. L'idée que le mouvement de l'humanité et plus généralement le mouvement de la vie est progrès et non régression trouve son fondement dans Saint Paul : "Car la création en attente aspire à la révélation des fils de Dieu... avec l'espérance d'être elle aussi libérée de la servitude de la corruption pour entrer dans la liberté de la gloire des enfants de Dieu. Nous le savons en effet, toute la création jusqu'à ce jour gémit en travail d'enfantement". La création attend : l'objet de son attente c'est que Dieu se révèle à elle.

Philosophie du progrès certes, mais d'un progrès qui n'est pas d'abord celui de la civilisation, celui de la société, bien qu'il l'englobe et qu'il l'engendre. Le progrès consiste non dans le mouvement perpétuel mais dans l'effort de chaque forme vers sa perfection. Pour Saint Augustin le souverain bien de l'humanité c'est la paix, cette "tranquillité de l'ordre qui dispose les choses selon leurs similitudes ou leurs différences en assignant à chacune sa juste place". Le progrès de l'humanité tel qu'on peut le lire dans l'enchaînement des causes et des effets, dans la marche des événements, consiste dans la croissance de la Cité de Dieu sur la terre.

Ainsi, en opposition avec les philosophies de l'éternel retour, fait irruption, au début de l'ère chrétienne, la vision d'une espèce en mouvement, d'une humanité en marche, tendue vers une fin, vers un accomplissement, qui donnent sens et valeur à sa destinée.

Pour Denys l'Aréopagite, auteur quelque peu mystérieux de traités sur la hiérarchie céleste et la hiérarchie ecclésiastique (VI^e s.), l'essence même de l'ordre du monde tient dans la hiérarchie. La lumière se transmet à l'homme par une série de degrés et toute créature, solidaire des autres créatures, se définit par sa capacité à recevoir et à transmettre l'illumination divine. Une telle conception n'est pas sans conséquence dans l'ordre social. L'ordre à instaurer dans ce domaine est celui qui sera le plus conforme à la nature des choses, aussi conforme tout au moins que le permet la nature humaine, blessée par le péché originel.

UNE RACE D'HOMMES MALHEUREUSE

Vers l'an mil, l'évêque Adalberon de Laon, se référant à Denys l'Aréopagite et à Grégoire le Grand, fait à l'intention du roi Robert le Pieux, la théorie du système féodal. "Ainsi donc la cité de Dieu qui se présente comme un seul corps, est en réalité répartie en trois ordres : l'un prie, l'autre combat, le dernier travaille". (1)

"Ces trois ordres sont liés entre eux par une étroite solidarité, chacun d'eux dépendant des deux autres pour sa vie matérielle ou spirituelle. Les nobles ne subissent la contrainte d'aucun pouvoir à condition de s'abstenir des crimes réprimés par la justice royale". Ils forment l'ordre guerrier et protecteur de l'Eglise. "Ce sont les défenseurs de la foule du peuple, des puissants et des humbles, et ils

Pillage d'une villa romaine par les Barbares (peinture historique par G. Rochegrosse)

assurent par le même fait le salut de tous et le leur propre”.

Adalberon poursuit : “L’autre classe est celle des serfs ; c’est là une race d’hommes malheureuse, et qui ne possède rien qu’au prix de sa peine... Point de fin pour les larmes et les gémissements des hommes de la classe servile”. Le discours ne s’embarrasse d’aucune précaution, d’aucune concession à quelque vision réconfortante qui viendrait tempérer les rigueurs du présent par la promesse des bonheurs à venir. Rien que la noire vérité des choses. L’ordre du monde implique la hiérarchie des classes. Le constat n’exclut pas la compassion. Il exclut la révolte. “C’est par cette constitution que les lois ont pu triompher et le monde jouir de la paix. Aujourd’hui les lois s’effondrent, le règne de la paix est passé, c’est le bouleversement dans les mœurs des hommes et dans l’organisation de l’Etat”. Discours pour l’an mil. “Roi, souviens-toi que tu ne tiens à bon droit la balance de la justice et que tu ne gouvernes le monde qu’en retenant par le frein des lois ceux qui glissent sur la pente du crime”.

D’un côté les nobles, de l’autre les serfs, toute société est-elle donc fondée sur l’inégalité des conditions ?

Non. Les clercs sont égaux entre eux, “quelque dis-

semblables que leur naissance ou le rang les ait formés... Dieu les a adoptés. Ce sont ses serfs”. Ils doivent “tenir purs leurs corps et leurs âmes, s’honorer par leurs mœurs”. Moyennant quoi les commandements de Dieu leur subordonnent le genre humain tout entier, “tout entier... donc point d’exception pour aucun puissant de la terre”. L’ordre sacerdotal, ordre des saints et des purs, a reçu en partage la mission de garder la foi, d’enseigner les grands et le peuple et de régner sur les consciences. Ce texte fonde tout à la fois l’inégalité des conditions dans l’Etat, l’égalité des clercs entre eux, et la prééminence du sacerdoce sur toute puissance terrestre. Une telle doctrine sociale eût peut-être étonné ces “cardeurs et ces foulons” qui, aux dires méprisants de Celse, polémiste païen du second siècle, formaient en son temps l’essentiel de la troupe chrétienne.

Progressisme si l’on veut : le meilleur est possible, il y a un ordre à respecter et le progrès consiste précisément à y tendre. Fixisme surtout : “point de fin pour les larmes et les gémissements des hommes de la classe servile”. La servitude est liée à la malédiction du travail, elle-même conséquence de la faute originelle.

Au lendemain de l’an mil, l’ordre féodal sera le cadre dans lequel se produira la grande floraison médiévale des XI^e, XII^e et XIII^e siècles.

LA LIBERTÉ, L'HUMANITÉ ET LES VERTUS

Surgit le bourgeois, l'homme du commerce, de l'échange, du prêt à intérêt, l'homme du voyage, du mouvement, de la liberté. Il n'a point de place définie dans le système. Il la conquiert, par la révolte, par l'argent, par la compétence. Il a la passion de l'ascension sociale. Au XVIII^e siècle il formulera la philosophie qui, le mieux, correspond à sa pratique, la philosophie du progrès.

Institué par Condorcet comme principe d'explication pour l'histoire de l'esprit humain, transfiguré par Victor Hugo en vision poétique, le progrès devient, après assimilation et transmission par l'Ecole républicaine, un élément essentiel du paysage mental du peuple français.

En 1793, Condorcet, se sachant promis à une mort prochaine, achève en prison son *Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*. Il se donne pour but de "montrer par le raisonnement, par les faits, que la nature n'a marqué aucun terme au perfectionnement des facultés humaines; que la perfectibilité de l'homme est réellement indéfinie; que les progrès de cette perfectibilité, désormais indépendante de toute puissance qui voudrait les arrêter, n'ont d'autres bornes que la durée du globe où la nature nous a jetés". Il s'agit d'un véritable credo. Condorcet admet certes qu'il puisse y avoir des régressions. "Sans doute, ces progrès peuvent suivre une marche plus ou moins rapide; mais jamais elle ne sera rétrograde...". Du christianisme, il est dit qu'il fut "le signal de l'entière décadence et des sciences et de la philosophie... Nuit profonde... L'Europe, comprimée entre la tyrannie sacerdotale et le despotisme militaire, attend dans le sang et dans les larmes le moment où de nouvelles lumières lui permettront de renaître à la liberté, à l'humanité et aux vertus". Condorcet sait que la Révolution se propose de lui trancher la tête. Sa fougue n'en est pas altérée. "La nature a indissolublement uni les progrès des lumières et ceux de la liberté, de la vertu, du respect pour les droits naturels de l'homme... Tout nous dit que nous touchons à l'époque d'une des plus grandes révolutions de l'espèce humaine... L'état actuel des lumières nous garantit qu'elle sera heureuse". Le propos laisse pantois. On ne sait ce qu'il faut retenir: la générosité et le courage de l'homme ou la naïveté de la pensée? Étrange aveuglement en vérité, redoutable anesthésie de l'esprit critique!

LES DOULEURS DE L'ENFANEMENT

Optimiste, Marx l'est aussi: mais son optimisme, s'il emprunte à l'histoire et à la sociologie son caractère de certitude scientifique, se tempère singulièrement par la considération des épreuves qui seront le prix du "happy end" final. Avènement de la société sans classes, sans contraintes, sans Etat, certes, mais seulement à terme; dans l'immédiat guerre sociale, révolution, dictature du prolétariat.

Avec Teilhard de Chardin, la philosophie du progrès trouve son expression la plus audacieuse en même temps qu'elle redécouvre ses origines: dans la vision teilhar-

dienne, la création tout entière est bien dans les douleurs de l'enfancement.

De sa propre pensée, Teilhard dit, dans le *Phénomène humain*, qu'elle se "ramène tout entière à cette simple affirmation que, si l'Univers nous apparaît sidéralement en voie d'expansion spatiale (de l'Infime à l'Immense); de même, et plus clairement encore, il se présente à nous, physico-chimiquement, comme en voie d'enroulement organique sur lui-même (du très simple à l'extrêmement compliqué), cet enroulement particulier "de complexité" se trouvant expérimentalement lié à une augmentation corrélative d'intériorisation, c'est-à-dire de "psyché ou conscience".

Du plus simple au plus complexe: de la matière surgit la vie, de la vie, la conscience. L'évolution est un mouvement qui porte l'Univers de l'inerte vers le vivant, du vivant vers le conscient, et, avec l'homme, le mouvement rebondit.

L'évolution a une origine et elle a une fin. Le mouvement qui structure l'Univers n'est pas le fruit du hasard. La nécessité qui le gouverne n'est pas dénuée de signification. Complexe, subtile, épique, la vision teilhardienne s'exprime en un langage qui, s'il a besoin d'être précisé, n'a rien d'artificiel. Avec Teilhard la notion de progrès retrouve la dimension que, dix-neuf siècles plus tôt, lui assignait déjà Saint Paul. C'est bien la création entière qui est en travail d'enfancement. Ce retour aux sources fait comprendre les raisons pour lesquelles la philosophie du progrès dans sa forme la plus laïque et la moins chrétienne, a pu trouver au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle un écho aussi profond dans l'inconscient collectif. Outre que le prodigieux essor des connaissances et des techniques donnait crédit aux affirmations de Condorcet et de Hugo, l'image de l'homme en mouvement vers le mieux était en correspondance intime avec l'eschatologie chrétienne la plus traditionnelle: la vie temporelle comme cheminement vers le salut éternel, le monde en voie de transformation, promis au terme d'une longue marche, à un accomplissement éclatant encore qu'inconnu. Longuement formée au fil des siècles par la théologie de l'homme nouveau, de la terre nouvelle et de la parousie, la conscience collective était prête à accueillir comme une vérité et comme une espérance la révélation d'un avenir que les pouvoirs de la science et la sagesse des hommes rendraient meilleur que n'avait été le passé. Cependant que le discours marxiste - intarissable discours marxiste où se mêlent lectures et relectures, commentaires de commentaires, notes et notules - s'attachait à persuader l'homme du XX^e siècle que les malheurs et les crimes de l'espèce ne sont que tâtonnements sur le chemin qui mène à la réconciliation finale de l'homme avec lui-même et avec la nature, le propos politique le plus quotidien se référait sans cesse au progrès dont il faisait l'objet quasi-exclusif de l'activité gouvernementale.

LA DIVINE SURPRISE

Or le quart de siècle qui va de 1948 à 1973 donnait à

cette proclamation en forme de promesse un contenu concret, immédiatement perceptible par l'ensemble de la population. Emergeant d'une période de guerre, marquée par les restrictions et les contraintes, les Français qui avaient de 15 à 45 ans en 1945, eurent la surprise de voir, à partir de 1960, la salle de bains, l'automobile, le frigidaire, la télévision, la machine à laver, devenir des objets courants, disponibles à des prix qui les rendaient accessibles. Crédit, traites, heures supplémentaires : on a dit le prix dont a été payé ce confort mais d'autres générations, avant celle-là, avaient travaillé dur sans pour autant recueillir avec une pareille évidence, le fruit de leur labeur. Dès lors dans une France longtemps en guerre outre-mer mais toujours en paix dans l'hexagone, le sentiment se répandait que l'économie de croissance et de plein-emploi était la norme, que l'élévation régulière du niveau de vie en était la conséquence assurée, que l'avenir à cet égard serait à l'image d'un présent indéfiniment continué. Sentiment nuancé d'un doute chez les plus anciens pour qui cette abondance était bien la "divine surprise". Les années soixante furent le temps de l'optimisme. La synthèse teilhardienne, répondant à une attente inconsciente, se diffusait rapidement. On parlait de "nouveau contrat social", de "socialisme réduit aux acquets". L'idée était que la répartition équitable des surplus dégagés chaque année par l'amélioration de la productivité, suffirait à engendrer à terme une nouvelle répartition des richesses et des chances.

Devenu un état de fait, un acquis, un présumé idéologique, intériorisé par la conscience occidentale, le progrès économique et social pouvait bien susciter quelque réflexion critique, quelque désillusion, cette réflexion et cette désillusion n'allaient pas jusqu'à concevoir ou jusqu'à se souvenir qu'il pût exister en histoire de véritables régressions.

NOTIONS ET MÉTHODE

Avant d'aller plus avant, il serait de bonne méthode de définir ce qu'il convient d'entendre par progrès et par régression.

Le progrès est un mouvement en avant, un développement, et en ce sens on peut aussi bien parler des progrès d'une maladie que de ceux d'une thérapeutique. Mais dans son acception spécifiquement moderne, le progrès implique que le mouvement, que le développement qui le constituent, opèrent le passage d'un état à un état supérieur. Le progrès est une avancée vers le mieux. Mais dans quels domaines ? Et selon quels critères convient-il de l'apprécier ?

C'est dans l'ordre de la connaissance scientifique que le progrès paraît le plus simple à caractériser. Au fil des millénaires, l'espèce humaine a accumulé, très lentement, très patiemment, un savoir élémentaire grâce auquel elle a assuré sa survie au sein d'un monde hostile. L'usage de la pierre, du feu, du fer, la culture du sol, la navigation sur la mer et sur les fleuves, l'attelage des animaux, la poudre, la boussole... ont peu à peu donné à son action une autonomie par rapport au milieu et une efficacité

dans la mise en valeur des ressources naturelles qui lui ont permis d'édifier de grandes civilisations. Les découvertes ont appelé d'autres découvertes, les œuvres de l'esprit ont donné naissance à d'autres œuvres. Ainsi s'est constitué un capital de connaissances qui, depuis deux siècles, a connu un prodigieux accroissement au point qu'à un certain moment il a pu sembler que le progrès des sciences récapitulait et garantissait le progrès tout court.

Personne ne pense plus que le développement scientifique suffise à lui seul à fonder le progrès des sociétés. La croissance économique, si utile soit-elle, n'y suffit pas non plus. C'est ici le moment de citer Jean-Jacques Rousseau : "Il n'y a point de vrai progrès de la raison dans l'espèce humaine parce que tout ce qu'on gagne d'un côté, on le perd de l'autre".

Le XX^e siècle est-il un siècle de progrès ? Certes si l'on considère le développement scientifique et économique en Europe de l'Ouest, en Amérique du Nord et au Japon. Mais si l'on se souvient des guerres totales qui ont marqué la première moitié du siècle et si l'on envisage l'histoire de l'ensemble de la planète, la réponse est beaucoup plus incertaine.

On ne peut porter de jugement sur une époque au nom d'un critère unique sans verser dans l'arbitraire. La puissance des armes, l'efficacité des institutions, le foisonnement des œuvres, l'éclat des individualités par quoi se caractérisent les époques de haute civilisation peuvent coexister avec le pillage universel, l'esclavage des vaincus, l'exploitation des paysans et des ouvriers.

Faut-il en conclure que tous les temps se valent, qu'il est présomptueux d'opérer des classements, que, siècle après siècle, le bonheur et le malheur s'équilibrent et se compensent dans la vie des hommes ? Le bonheur et le malheur ne sont-ils pas d'abord des états subjectifs, des attitudes intérieures qui, pour l'essentiel, échappent à l'emprise de l'histoire ? Là-dessus il faut être un peu plus prudent. Certes, pour le sage, la source de sa plénitude est intérieure. Reste que pour le commun des mortels, les contingences et les tribulations extérieures comptent. Or ces contingences et ces tribulations varient grandement d'une époque à l'autre. Pour paraphraser Pascal, on peut dire que le bonheur est sujet à discussion mais que le malheur lui est très reconnaissable et qu'il n'est pas sans rapport avec l'histoire. La paix ne va pas sans problèmes. La guerre est un torrent qui emporte les hommes avec leurs problèmes. Le progrès est difficile à vivre. La régression réduit des générations entières à la seule préoccupation de survivre.

L'histoire n'est pas nécessairement un cheminement linéaire vers le mieux ; elle n'a pas pour objet assuré l'accomplissement du progrès ; les nations connaissent des alternances de prospérité et de pauvreté ; aux vaches grasses succèdent les vaches maigres ; la liberté, celle des individus et celle des nations, ne cesse d'être menacée ; la servitude n'est jamais conjurée ; bref il est des régressions en histoire. Le malheur historique existe. Nombreux sont les peuples qui l'ont vécu ou le vivent aujourd'hui.

Les civilisations sont mortelles.

On illustrera le propos en évoquant la manière dont furent vécues, par les contemporains, la ruine de l'Empire romain et la fin du Moyen-Age.

L'histoire connaît de longues agonies. Parfois aussi, elle explose. De 1715 à 1789, la France, sortie des guerres de Louis XIV, a vécu trois quarts de siècle dans un état de relative tranquillité. Puis de 1792 à 1815, elle s'est trouvée au centre d'un cyclone qui a dévasté l'Europe. Il en a été de même d'août 1914 à août 1945 mais cette fois, le feu a fini, de proche en proche, par embraser toute une partie de la planète. Dans l'un et l'autre cas, tout s'est passé comme si un séisme psychique, survenu quelque part dans les profondeurs de l'inconscient collectif, avait libéré des énergies capables, en deux ou trois décennies, de ravager un continent voire tout un hémisphère.

Quel est le dessein de l'ouvrage ?

Le monde est dangereux parce que l'homme, comme individu et comme espèce, est dangereux. Pour autant le bonheur n'est pas impossible, une certaine sorte de bonheur qui par éclats illumine la vie et que la catastrophe historique menace toujours d'engloutir. Pour prévenir la catastrophe il faut d'abord chercher par quels enchaînements elle s'instaure. L'Europe est exposée à tomber en servitude ou à basculer dans la guerre. Ni la servitude, ni la guerre ne sont inéluctables. On en fait le pari.

Il y a quelque chose à protéger, un espace de liberté à sauvegarder, une culture à préserver, une identité à conserver, un héritage à transmettre. Protéger, sauvegarder, préserver, conserver, transmettre : n'est-ce pas là un programme de survie, plutôt qu'un projet de vie ? Certes. Mais la forme minimale de la solidarité consiste, pour une génération, à ne pas dilapider le patrimoine qu'elle a reçu. Reste que la vie est fécondité, que s'il faut protéger, sauvegarder, préserver, conserver, transmettre, il faut surtout sonder, creuser, élargir, inventer, imaginer, enrichir, créer. Comment échapper à un ordre de la stérilité et instaurer un ordre de la fécondité ? C'est l'une des bonnes questions de cette fin de millénaire.

Nous avons choisi de reproduire quelques pages de la partie intitulée "Agonies" qui traite de la fin du Monde Antique. Elles illustrent, selon l'auteur, un exemple de régression historique.

Le décompte des années à partir de la naissance du Christ introduit une rupture dans la perspective historique. De la fondation de Rome en 753 av. J.C. à sa chute en 476 ap. J.C., il s'est écoulé plus de douze siècles, autant qu'il s'en est écoulé de la bataille de Poitiers en 732 à nos jours. De Périclès à Justinien, il y a un millénaire. D'Alexandre le Grand à Constantin il y a six siècles, d'Eschyle à Sidoine Apollinaire il y en a neuf. Sept siècles seulement séparent la mort du général de Gaule de celle de Saint Louis ; Théodore et César sont aussi éloignés l'un de l'autre que Georges Pompidou de François I^{er}. Coupée en son milieu, l'antiquité gréco-latine apparaît tout à la fois

lointaine et ramassée dans le temps alors qu'elle s'est étendue sur une période presque aussi longue que celle qui s'est écoulée depuis son naufrage en Occident. Il faut ajouter que l'empire byzantin a encore subsisté près d'un millénaire.

Lorsque, au V^e siècle, le navire antique disparaît, submergé par la marée barbare, c'est la mémoire chargée à ras bord qu'il va par le fond. Les chercheurs de trésors le savent qui de siècle en siècle plongent dans la mer du temps, dans l'espoir, chaque fois, de ramener à la surface des idées, des passions, des visions, des heures oubliées et qui furent vécues.

Nous pensons que nous sommes les "modernes" mais l'adjectif "moderne" n'est pas moderne. Un concile du VII^e siècle fait gloire à Isidore de Séville d'avoir su récapituler dans ses œuvres tout le savoir "moderne". Et Ammien Marcellin, historien latin du IV^e siècle, pour désigner les premiers temps de Rome, parle de "l'antiquité la plus reculée".

En l'an 400 de notre ère, à Rome, à Antioche, à Alexandrie, à Carthage, à Trèves on avait le sentiment, déjà, d'avoir beaucoup vécu. Et si quelques uns avaient la prescience des apocalypses prochaines, la plupart se rassuraient sur ce que Rome faisait partie intégrante de l'ordre du monde. Par l'antiquité de son origine, par le caractère sacré de sa fondation, par l'extension de son empire, Rome leur apparaissait comme un élément de l'organisation cosmique.

ROME, PATRIE COMMUNE DE TOUS LES HOMMES

Sous Antonin le Pieux, au II^e siècle après J.C., Elius Aristide écrivait : "Rome a fait une réalité du vieux dicton, tant de fois répété, que la terre est la mère et la patrie commune de tous les hommes".

Le monde civilisé s'est identifié à la partie de la terre gouvernée par Rome. Au-delà c'était l'inconnu, la forêt germanique avec ses masses humaines en perpétuelle effervescence, toujours redoutées. Dès le premier siècle de notre ère Sénèque s'inquiétait : "Il suffirait à ces hommes qui ignorent les raffinements, le luxe, l'argent, d'un peu de discipline ; ils deviendraient de grands conquérants comme le furent les Romains d'autrefois". Tacite partageait la même anxiété.

Au siècle précédent, en 58 av. J.C., les députés gaulois avaient appelé les Romains à l'aide pour qu'ils protègent la Gaule contre une invasion germanique. "Si César ne les délivre pas de cette intolérable domination, il ne leur restera plus qu'à quitter eux-mêmes la Gaule et à chercher, loin des Germains, une autre patrie et d'autres terres". César accourut, repoussa les envahisseurs, et en profita pour établir le pouvoir de Rome sur la Gaule au terme d'une guerre qui dura 8 ans.

En 68 après J.C, un chef militaire germanique se révoltait. Les représentants des peuples gaulois se réunissaient à Reims pour délibérer du parti à prendre. L'envoyé de l'empereur Vespasien déclarait : "Nous montons la garde

sur le Rhin non pour protéger l'Italie mais empêcher un nouvel Arioviste de régner sur vous. Le danger n'est pas passé : vos voisins sont restés les mêmes. Ils sont pauvres et vous êtes riches". La Gaule choisit de rester dans l'Empire.

De 70 à 180 ce fut la paix romaine. Les routes, la poste impériale, les échanges commerciaux à travers la Méditerranée; l'essor de l'enseignement supérieur furent les caractéristiques d'un temps d'activité économique, d'épanouissement des cités, de tranquillité publique. N'idéalisons pas : la paix romaine s'accommodait de l'esclavage, des persécutions, des jeux du cirque. Jeux de la torture et de la mort : la représentation ne suffisait pas, la populace exigeait que les victimes connussent réellement la torture et la mort. Et cependant cet état de choses, cet ordre à certains égards si intolérables, apparaîtront rétrospectivement aux siècles suivants comme un état, comme un ordre enviables.

UN MUR POUR S'ABRITER DU MONDE

Polybe disait de la Grèce du II^e siècle avant Jésus-Christ : "nous n'avons eu à subir ni épidémies ni guerres prolongées et cependant nos villes sont désertes. Nous manquons d'hommes parce que nous manquons d'enfants". Le même mal minait sourdement le monde romain. L'Italie se dépeuplait, puis la Gaule. Au IV^e siècle après J.C., la recherche et la fixation de la main-d'œuvre devinrent l'obsession de l'administration impériale.

Anarchie militaire, affrontements entre armées rivales pour la conquête du pouvoir, débilite, sénilité : pour se protéger des barbares, on fit un mur, le limes, système de fortifications qui allait de Mayence à Ratisbonne ; on se mit derrière : tous les peuples fatigués finissent par construire un mur pour s'abriter du monde.

En l'an 257, les barbares rompaient les digues. Les Alamans s'engouffraient dans la vallée du Rhône, passaient les Alpes, allaient jusqu'à Ravenne et ne s'arrêtaient que devant Milan. Les Francs se ruèrent à travers la Gaule et l'Espagne, surgissaient en Afrique. Horreur et fureur : siège de Tours, destruction des monuments antiques, dévastation du temple de Mercure Arverne, il n'est pas besoin d'une grande imagination pour concevoir ce que put être le déferlement des Germains sur des terres prospères, habitées par des populations pacifiques et qui avaient perdu depuis près de trois siècles leurs traditions et leur expérience militaires.

En 275, à la mort d'Aurélien, il y eut une nouvelle invasion, pire que la précédente. La quasi totalité des villes gallo-romaines -soixante cités - étaient investies. Massacres, ruines, misères : les fragments de murailles calcinées témoignent des malheurs du temps. Bordeaux brûla. Pendant dix années des bandes de paysans misérables se livrèrent au pillage des ruines. La sécurité ne revint qu'au début du IV^e siècle.

Epoque de stabilisation précaire. Dioclétien et Constantin réorganisaient l'Empire. Sur le Rhin une

cavalerie nombreuse veillait. Les villes se protégeaient par des murailles et se transformaient en forteresses. Partout des garnisons s'implantaient. Trèves, la Rome du Nord, constamment menacée par les Germains, se livrait fiévreusement aux affaires, aux fêtes et aux combats. Les plaisirs y étaient parfois d'abominables massacres : soixante mille prisonniers Francs furent mis à mort dans l'amphithéâtre en une seule fois. Le sacrifice humain était la réponse à l'angoisse, l'extermination, le moyen d'atteindre à l'amnésie collective.

La civilisation urbaine agonisait. Le grand domaine autarcique rassemblait autour du maître une nombreuse population d'esclaves et d'affranchis. Les paysans pauvres, en échange d'une parcelle dont on ne pouvait les chasser, se voyaient bientôt fixés à la terre.

Peu à peu au IV^e siècle cet attachement de père en fils au même statut social devenait la règle. Le recrutement héréditaire et obligatoire s'instituait, successivement, pour les ouvriers du domaine public, pour ceux qui travaillaient aux commandes militaires, au ravitaillement, au cirque et dans les amphithéâtres, pour les maçons, les potiers, les verriers. C'était la grande glaciation sociale, la prise en masse des individus et des groupes dans un réseau infrangible de contraintes et d'obligations. Blocage, paralysie : la pénurie en hommes engendrait une progressive immobilisation des individus, un engourdissement hivernal.

L'étatisme économique sévissait. Suite à l'inflation du III^e siècle, l'administration faisait payer l'impôt en nature sous forme de livraisons de marchandises ou de services personnels. Voici l'Etat industriel : exempts de taxes, ses ateliers faisaient disparaître peu à peu la concurrence privée. En 301, Dioclétien bloquait les prix et les salaires. Au sein d'une administration pléthorique, la vénalité se faisait "vorace et frauduleuse".

Constantin admonestait ainsi les fonctionnaires : "Bas vos mains, bas vos mains dis-je, car si après cet avertissement elles continuent, elles seront coupées par le glaive". La crise économique était générale et profonde.

NOUS TOUCHONS A LA FIN DU MONDE

Les barbares, par groupes entiers, demandaient leur admission dans l'Empire, l'obtenaient souvent et s'établissaient comme colons sur les grands domaines.

En l'an 375, les Wisigoths, poussés par les Huns, masse humaine qui roulait du fond de l'Asie centrale sur l'Europe de l'Est, étaient autorisés à s'installer dans l'Empire. Mais contrairement à l'habitude, ils conservaient leurs armes et restaient groupés.

Ammien Marcellin décrit l'événement avec indignation. Lorsque la Cour reçut la demande des Wisigoths "les courtisans" écrit-il "employèrent toutes les formes d'adulation pour exalter la fortune de l'empereur, à qui s'offraient à l'improviste des recrues venues des extrémités de la terre".

L'administration fit tout ce qu'elle put pour faciliter le

passage du Danube aux "destructeurs futurs de l'Empire romain" note Ammien Marcellin qui poursuit : "Jour et nuit, en vertu de l'autorisation impériale, les Goths... entassés sur des barques, des radeaux et des troncs d'arbres creusés, étaient transportés" au-delà du fleuve. Certains, vu la presse, tentèrent la traversée à la nage. Ils furent engloutis dans les remous. "Et tout cet empressement, tout ce brouhaha, pour aboutir à la ruine du monde romain !" conclut l'historien. Deux cent mille guerriers en armes, sans compter les familles et les esclaves, venaient d'entrer dans l'Empire. Bientôt la masse barbare que l'administration ne parvenait pas à nourrir entreprenait de piller la Mésie et la Thrace. Valens tentait alors de la soumettre. Le 9 août 378 son armée subit un désastre à Andrinople. Lui-même connut une fin mystérieuse et tragique. Stupeur et consternation en occident. Saint Ambroise, évêque de Milan, n'était pas loin d'annoncer la fin des temps : "Des paroles célestes, nul n'est témoin mieux que nous, qui touchons à la fin du monde, car que de batailles et de bruits de batailles ! Les Huns se sont jetés sur les Alains, les Alains sur les Goths, les Goths sur les Taïfales et les Sarmates ; les Goths refoulés de leur patrie nous ont refoulés en Illyricum. Et ce n'est pas fini !" (2)

Ce n'était pas fini, en effet. Le prologue était joué. La tragédie pouvait commencer. Les acteurs cependant s'accordaient un répit.

Théodose qui avait succédé à Valens, réussissait à imposer dans les Balkans un calme qui avait les apparences de l'ordre. Les princes goths obtenaient l'autorisation de s'établir en Thrace et promettaient en contrepartie de fournir des contingents militaires à l'empereur qui, décidément, manquait d'hommes.

Théodose Le Grand : un temps, il put sembler que l'Empire était à nouveau assuré de la durée. En 389 le rhéteur païen Paccatus, faisait à Rome, le panégyrique de l'empereur chrétien : "Tous les peuples barbares dont la force, la fierté, le nombre furent à quelque moment un danger pour nous, trouvent bon de rester en repos ou bien, sous l'apparence de l'amitié, prennent plaisir à la servitude. La Perse elle-même, jadis rivale de notre empire... cherche à se faire pardonner par sa soumission les guerres impitoyables qu'elle a conduites contre nos princes".

ALARIC DANS ROME

En 395, Théodose mourait. Les troupes gothiques étaient renvoyées. Alaric se révoltait. La tragédie se nouait. Premier acte : pillage de la Thrace, de la Thessalie, de l'Attique, du Péloponèse. Eleusis, Mégare, Corinthe, les plus célèbres cités de la Grèce antique flambaient.

En 396, saint Jérôme pouvait faire le bilan du siècle en ces termes : "Je ne puis sans horreur" écrit-il "énumérer les calamités de notre siècle. Voilà vingt ans et plus qu'entre Constantinople et les Alpes Juliennes, le sang romain coule chaque jour. La Scythie, la Thrace, la Macédoine, la Thessalie, la Dardanie, la Dacie, l'Achaïe,

l'Epire, la Dalmatie, l'une et l'autre Pannonie sont en proie au Goth, au Sarmate, au Quade, à l'Alain, aux Huns, aux Marcomans, qui les ravagent les déchirent, les pillent" (2). Femmes violées, hommes libres réduits en esclavage, évêques chargés de fer, prêtres massacrés, églises renversées : "les chevaux ont été parqués près des autels du Christ ; les reliques des martyrs ont été déterrées". Sous la plume de saint Jérôme surgissent, classiques et combien dignes d'inspirer les grandes fresques de la peinture et du cinéma, les scènes archétypiques du mal et du malheur. L'écrivain chrétien cite Virgile "Partout le deuil, partout les gémissements, partout l'image de la mort". Il ajoute "le monde romain croule...".

Le monde romain en effet croulait. En 401, second acte, Alaric surgissait en Italie cependant que les armées d'occident tentaient d'arrêter les Vandales et les Alains qui faisaient mouvement vers la Norique et la Rhétie. "La Gaule flambe comme une torche" s'exclamait un poète. Mais le jour de Pâques 402 les soldats romains s'emparaient du camp des Goths à Pollentia. Victoire. Aussitôt l'espoir revenait. Claudien, historien païen, s'exclamait : "O Pollentia, je dois te célébrer pour les générations à venir... Apprenez nations insensées, apprenez à respecter Rome". Le poète chrétien Prudence, surenchérisait. Ayant rappelé qu'Annibal avait campé aux portes de la Ville, il faisait dire à Rome : "Du temps des Chrétiens, je ne souffre rien de tel : aucun ennemi barbare ne frappe mon enceinte de sa lance..." Rien ne manquait à la pièce : ni les terreurs et les pressentiments du premier acte, ni la victoire et les illusions du second.

En 408 Alaric était sous les murs de la Ville. Assiégés, les Romains tentaient de composer. Ils proposèrent une rançon. Alaric accepta. Pour payer le prix convenu, on dépouilla les temples païens de leurs statues d'or et d'argent. En 409 second siège de Rome. En 410, troisième siège. Août 410 : chute de Rome. Saint Jérôme commente : "Il nous vient d'occident" écrit-il, "une rumeur effrayante. Rome est investie ; les citoyens rachètent leur vie à prix d'or ; mais sitôt dépouillés ils sont encerclés à nouveau ; après avoir perdu leurs biens, il leur faut encore perdre la vie. Ma voix s'étrangle et des sanglots m'interrompent tandis que je dicte ces mots. Elle est conquise cette ville qui a conquis l'univers". On mourait de faim et saint Jérôme n'oublie pas de noter : "La rage des affamés se jette sur une nourriture abominable ; ils s'entredéchirent ; la mère n'épargne pas son enfant..."

Cette abomination annonçait-elle les derniers temps ? On reparla de la fin du monde.

Quatrième acte : la Ville Eternelle, la Ville était aux mains des Barbares. Stupeur. Sac de Rome, vol, viol, incendie, destructions, ruines...

On se prend à penser qu'il eût suffi de quelques légions bien commandées, obéissant à des généraux loyaux et à des magistrats énergiques, pour disperser ces hordes sans autre projet que la domination et la destruction.

V^e siècle. Temps de déréliction. Fatalité du malheur. Paralyse de la volonté. Fin du monde. L'ordre cosmique

dont l'Empire romain était un des éléments, était ébranlé. Les pasteurs s'exerçaient à déceler les signes annonciateurs de la fin des temps, V^e siècle, fin du monde ou fin d'un monde ?

Voici que soudain au cœur même de l'époque surgit comme un doute. Des dissonances se font entendre. Le monde romain croule.-Régression ou mutation ? Décadence ou progrès ?

LA TRAHISON DES CLERCS ?

Salvien dit Salvien de Marseille, moine de l'île de Lérins, originaire de la Germanie romaine faisait avec d'autres, vers 440, le procès de la société romaine. "Les pauvres" écrit-il "sont dépouillés, les veuves gémissent, les orphelins sont opprimés, au point que la plupart d'entre eux, issus d'honnêtes familles et façonnés par une heureuse éducation, se réfugient chez les ennemis pour ne point être victimes de ces persécutions publiques ; ils vont chercher sans doute parmi les barbares l'humanité des Romains, parce qu'ils ne peuvent plus supporter parmi les Romains l'inhumanité".

Salvien entreprenait dans son long ouvrage intitulé *Du gouvernement de Dieu* de répondre à la lancinante question que se posait l'opinion publique tant païenne que chrétienne et à laquelle saint Augustin, trente ans plus tôt, s'était efforcé lui aussi de répondre dans *La Cité de Dieu*, à savoir : "Si tout ce qui se passe dans le monde est le fait d'un Dieu qui prend soin de nous, qui régit et qui juge... pourquoi permet-il que nous soyons plus faibles et plus malheureux que tous les peuples ?" Est-ce parce que les Romains sont pécheurs ? Mais "nous tombons au pouvoir de gens pires que nous". Aussi est-il manifeste que Dieu se désintéresse des choses humaines.

Qu'en est-il de la providence de Dieu ? L'histoire a-t-elle une signification ? L'interrogation tourmentait les esprits dans la première moitié du V^e siècle.

Pour justifier Dieu, Salvien instruisait le procès des Romains. Débauchés, cupides, lâches, les Romains en étaient réduits pour assurer leur propre défense à faire appel aux contingents barbares. Pour renflouer le Trésor, épuisé par les prélèvements des fonctionnaires, on pressurait le peuple, on le soumettait à toutes sortes d'exactions. Ayant dressé son réquisitoire, il ne restait plus à Salvien, emporté par le mouvement de sa pensée, qu'à faire l'éloge des barbares.

Thème classique : on louait déjà Platon d'avoir emprunté certains éléments de sa doctrine aux prêtres d'Égypte, aux mages de Perse, aux brahmanes de l'Inde, à Moïse même selon certains chrétiens. On opposait volontiers la pureté des mœurs germaniques à la corruption des modes de vie civilisés.

Salvien reprenait le parallèle. Sans doute les Romains étaient-ils incomparablement supérieurs aux barbares en ce qui concernait la connaissance de la loi divine. Les Romains étaient restés fidèles à l'orthodoxie religieuse alors que les barbares étaient soit païens soit hérétiques. "Mais en ce qui concerne la conduite et les mœurs - je le

dis avec une vive douleur - ils valent mieux que nous". Salvien cependant jugeait utile de nuancer sa condamnation dont il exceptait "d'abord tous les religieux, puis quelques personnes du siècle qui valent les religieux ou, si c'est trop dire, qui leur ressemblent par l'honnêteté de leur conduite". On voit que l'auteur, sans vergogne, s'excluait du lot commun dont il disait : "... tous les autres, ou peu s'en faut sont plus coupables que les barbares".

Tous les autres...

Sans doute, les peuples de l'Empire étaient-ils fondés à reprocher quelques peccadilles aux envahisseurs barbares. Mais à ceux-ci, il ne fallait pas trop demander car, barbares, ils n'étaient pas pleinement éclairés sur les exigences de la morale. "Le peuple saxon est cruel, les Francs, perfides, les Gépides inhumains, les Huns, impudiques. Mais leurs vices sont-ils aussi coupables que les nôtres ?" Non bien sûr puisque, heureux hommes, les barbares ignorent que leurs vices sont coupables. "La fourberie chez le Hun ou le Gépide est-elle surprenante, puisqu'il ignore que la fourberie soit une faute ?"

L'hérésie arienne elle-même, n'était-elle pas née dans l'Empire, n'avait-elle pas été partagée et diffusée par les Empereurs du IV^e siècle ?

Face à l'invasion germanique, les Romains avaient été incapables de se ressaisir...

Généralisant son propos Salvien écrit : "On pressentait la servitude sans la redouter. Toute crainte avait été retirée à ces pécheurs afin qu'ils ne puissent prendre de précautions. Aussi, tandis que les barbares campaient, pour ainsi dire, à la vue de tout le monde, les gens restaient sans crainte, les villes sans défense". Anesthésie de l'instinct de conservation, fascination de la victime au moment d'être dévorée, consentement à son propre anéantissement : la douleur même ne réveillait plus le corps paralysé du monde civilisé. Les raffinements et la mollesse, selon Salvien, avaient eu raison des Romains.

Salvien en concluait benoîtement : "Nous avons donc mérité d'être vaincus". Il prenait courageusement son parti de la chute de Carthage, ville qui était "une sentine de débauche et de fornication, un égoût public", où les fidèles et le clergé lui-même menaient une vie dissolue, où les barbares avaient heureusement rétabli la vertu. La fornication et l'adultère y étaient maintenant punis de mort.

Cette aptitude à prendre son parti du malheur des autres, à trouver bonnes pour autrui les terreurs régénératrices et les expiations réparatrices, cette perversion du regard, cette servilité de la plume, ces agenouillements de l'esprit devant les puissances et les dominations sont de tous les âges.

Dominique André KERGALE

(1) *Textes et documents d'histoire du Moyen-Age* par P. Riche et G. Tate. S.E.D.E.S

(2) *La plupart des citations qui suivent sont extraites de "L'histoire littéraire des grandes invasions germaniques" de Pierre Courcelles - Edition Augustiniennes.*

COMPANERO ORWELL, OU LE LIVRE IMPOSSIBLE D'ERIC BLAIR

par Franck LESSAY

L'année 1984 a été l'occasion pour la critique littéraire et la presse politique de rappeler l'importance de l'ouvrage de George Orwell "1984" qui fit quelque bruit au moment de sa parution en 1949. George Orwell - de son vrai nom Eric Blair - est une personnalité qui aura marqué son temps par les thèmes de ses livres peut-être encore plus que par leur qualité proprement littéraire. Dans le texte ci-après, Franck Lessay décrit l'itinéraire intellectuel et politique de George Orwell et situe "1984" dans l'ensemble de son œuvre.

"Tout livre est un échec"

George Orwell n'est pas un très grand écrivain. Il est important et, pour beaucoup de ses lecteurs, attachant jusqu'à provoquer d'intenses déchirements par certaines de ses œuvres ou par sa vie même. L'honneur des lettres anglaises "engagées" - et peut-être pas seulement anglaises. Un homme sans tache. Un homme blessé. Un homme déçu que ses déceptions n'aient rendu ni amer ni silencieux par désespérance. Et il importe peu que l'admiration qu'il suscite repose souvent sur des malentendus : critiques "conservateurs" qui ne veulent retenir de lui que le long et si perspicace combat contre la variante soviétique du totalitarisme ; commentateurs "progressistes" qui ne lui savent gré que d'être demeuré jusqu'au bout fidèle au socialisme (il faudrait plutôt parler de "son" socialisme). En vérité, Orwell invite aux malentendus, aux hommages croisés, aux appréciations contradictoires. L'on ne se conduit pas impunément en ennemi déclaré et constant de toute forme d'orthodoxie. *Et qui prétendra dire les bonnes et les mauvaises raisons de célébrer 1984 comme l'année Orwell ? S'il est, pourtant, bien des raisons fortes de lire ou de relire à présent 1984, il en est*

également de considérer la place réelle de ce livre dans l'œuvre d'Orwell, afin de mieux mesurer, peut-être, la portée de ce qu'on pourrait appeler cet échec triomphal.

Orwell, serait-on tenté de dire, est par excellence l'écrivain de l'échec : d'un échec multiple, touchant à ses attentes politiques, mais aussi à ses modes d'écriture successifs ; d'un échec sans cesse plus grave, au fil des expériences ; et d'un échec jamais nié ni accepté - approfondi, au contraire, et utilisé comme motif supplémentaire d'action. Sans doute y a-t-il là, même, ce qui fait le lien entre les romans, les essais et les livres de témoignage.

VIVRE, AGIR, ECRIRE

Au principe de chacune des œuvres majeures, la conscience d'un tort à redresser, la volonté de donner à percevoir une situation intolérable. Le monde tel qu'il est contient trop d'iniquités, d'impostures, de fauxsemblants pour inspirer autre chose qu'indignation, désir passionné de réformer, dégoût parfois - dégoût souvent. "Mon point de départ est toujours un mouvement

de solidarité, le sentiment d'une injustice. Lorsque je m'assois à ma table de travail pour écrire un livre, je ne me dis pas : "Je vais produire une œuvre d'art". Je l'écris parce qu'il y a un mensonge que je veux dénoncer, un fait sur lequel je veux attirer l'attention, et ma préoccupation initiale est de faire entendre mon point de vue" (1). *Écriture militante, donc, que celle d'Orwell* : militante au sens d'engagée. Il le dit et le répète tout au long des innombrables essais ou articles où il expose ses conceptions littéraires (et l'on ne dira jamais assez la qualité, la finesse, la sagacité de ses jugements sur ses confrères ou prédécesseurs en littérature) : s'il était concevable, de la fin du XIX^e siècle aux années 20, qu'un écrivain se consacraît à son art sans se soucier le moins du monde des grands débats politiques de son temps, une telle attitude devient impossible à l'époque de la Dépression, du chômage de masse, du fascisme conquérant (2). Le romancier lui-même se trouve contraint par les circonstances de prendre parti. Il n'est pas pensable que sa peinture d'un milieu quel qu'il soit ne traduise pas, explicitement ou implicitement, son échelle de valeur sociales, ses préférences ou ses appréhensions politiques. Mais prendre parti ne doit pas signifier écrire en partisan. Écriture militante n'est pas et ne peut pas être, aux yeux d'Orwell, écriture de militant d'une organisation quelconque. Il l'affirme et le répète avec une égale constance : être membre d'un parti et tenter d'en appliquer les consignes et les mots d'ordre dans la sphère littéraire, c'est, pour deux raisons essentielles au moins, faillir aux missions mêmes de la littérature. D'abord, un parti quel qu'il soit secrète une "orthodoxie", et toute orthodoxie, qui se construit forcément en marge des (sinon en opposition aux) complexités et aux fluctuations du réel, intègre un coefficient variable de contradictions inavouées : l'écrivain qui acceptera de s'y soumettre ne produira, au mieux, que de la propagande littéraire, avec ce que cela implique de mensonges, d'à-peu-près, de demi ou de contre-vérités. La littérature, en tant qu'art tendant à une représentation verbale véridique de la réalité historique du moment, exclut pareille attitude (3). Seconde raison, liée à la première : l'écrivain, et particulièrement le romancier, qui choisit d'exprimer un point de vue partisan *stricto sensu*, au détriment d'une vision personnelle, contribue de ce fait aux progrès de la mentalité totalitaire, qui nie non seulement la valeur, mais la possibilité d'une "weltanschauung" individuelle. Or, il n'est de littérature que de l'individu : de l'individu posant son regard propre sur le monde afin d'en percevoir et d'en comprendre la vérité dans un rapport vécu, au lieu de s'en remettre à la médiation stérilisante d'une idéologie collective. La littérature, Orwell ne craint pas de l'affirmer, est essentiellement *libérale* en ce qu'elle reflète la valeur de la personne autonome : si elle ne l'était pas, elle ne serait point. C'est bien pourquoi il prononce, en 1940, un éloge qui peut paraître surprenant d'Henry Miller : romancier le moins engagé qui se puisse imaginer, ouvertement hostile, même, à toute espèce d'engagement politique de l'écrivain, celui-ci offre cependant l'exemple le plus fort d'une œuvre intégralement personnelle, faisant entendre une voix unique, subjective au possible. Il n'est pas jus-

qu'à la passivité du narrateur du *Tropique du Cancer* face au monde ambiant qui, aux yeux d'Orwell, ne témoigne en faveur de Miller : elle est, en effet, la marque irréfutable d'un esprit rebelle aux dogmes et à l'endoctrinement, apte à sentir et à penser par soi-même. "Il semble vraisemblable, par conséquent, que pendant les années qui restent de liberté d'expression, tout roman valant la peine d'être lu empruntera plus ou moins la voie suivie par Miller - je ne veux pas dire par la technique ou la substance, mais par la vision implicite" (4).

ROMANS IMPARFAITS

Synthèse de ces diverses conceptions : il faut allier les préoccupations sociales ou politiques et le souci permanent d'une écriture "artistique" qui objective, en quelque sorte, ce que les premières peuvent avoir de trop personnel - en même temps qu'elle se différencie de la platitude fallacieuse de la propagande. Dans le projet littéraire orwellien, il y a, d'un côté, les idées et la sensibilité propres à un homme ; de l'autre, un langage qui doit viser à l'impersonnel pour avoir chance de communiquer ce que pense ou ressent cet homme. Les exigences esthétiques, morales et utilitaires se rejoignent. Présent à son œuvre, l'écrivain devra s'y manifester dans une transparence d'expression à défaut de laquelle aucun message ne pourra passer. "La bonne prose est semblable à une vitre" (5). "Ce que je me suis le plus efforcé de faire tout au long de ces dix dernières années, c'est de transformer l'écriture politique en art" (6). Où s'inscrit, sur le plan de l'esthétique, une double tension décisive dans le cas d'Orwell : entre l'individuel et le collectif ; entre le type d'écrivain qu'il aspire à être et le réel de l'histoire.

Comme romancier, au moment de l'apologie de Miller, Orwell ne s'est, en fait, pas plus orienté dans la direction suivie par son confrère et ami américain qu'il ne s'y aventurera à l'avenir.

Ce que ses premières œuvres ont d'ores et déjà mis en scène ou représenté, c'est au contraire un mouvement de révolte contre la société, ou tout au moins de rejet. Un schéma narratif presque toujours identique se répète, qui voit le personnage principal (plutôt que le héros) essayer d'échapper au dégoût, sinon à la nausée que lui inspire le milieu dans lequel il vit, par une action d'utilité sociale (*A Clergyman's Daughter* - 1935), par une déchéance voulue s'accompagnant d'une tentative de création littéraire (*Keep the Aspidistra Flying* - 1936 -, traduit en français par *Et vive l'Aspidistra*), ou par un retour sur les lieux de l'enfance (*Coming Up For Air* - 1939). Au bout de chacun de ces itinéraires, l'échec, c'est-à-dire une situation personnelle inchangée, et la soumission forcée à un ordre social pourtant ressenti comme profondément injuste. Le Winston Smith de 1984 a des prédécesseurs dans l'œuvre d'Orwell, de même que sont annoncés bien des thèmes qui seront à nouveau traités et amplifiés dans ce dernier roman (pour ne pas s'attarder sur les parentés d'atmosphère, qui tiennent principalement à l'évocation des mêmes paysages urbains lugubres, décrépits, fétides, peuplés d'êtres falots et malsains) : la solitude, l'anony-

Guerre d'Espagne : attaque républicaine sur le Front de Catalogne.

mat, le sentiment d'être soumis à une constante surveillance, la mort spirituelle, l'acte charnel comme moyen de recouvrer temporairement une impression de vitalité et d'emprise sur la réalité.

Orwell exprime avec force son hostilité à la société anglaise des années 30, et la conviction qui l'habite que celle-ci ne se sauvera d'une décadence irrémédiable que par des réformes radicales. Trop de misère, trop de ressentiment, des inégalités trop profondes, des barrières de classe choquantes. Mais quelles réformes, Orwell ne le dit pas, ni même ne le suggère. Et, plus grave, ce qu'il a à dire de l'injustice qui l'indigne est mal dit. Ce n'est pas, en effet, attenter à sa mémoire que de décrire ces romans comme des œuvres imparfaites. Orwell lui-même autorise ce jugement, qui devait écrire à leur propos dans une lettre de septembre 1946, où il évoque en particulier *Keep the Aspidistra Flying* : "Il y a deux ou trois livres dont j'ai honte et dont je n'ai permis ni la réédition ni la traduction, et celui-ci en est un. Il y en a un autre qui est encore pire, intitulé *A Clergyman's Daughter*" (7). *Et vive l'Aspidistra*, dont le personnage principal, l'aspirant poète Gordon Comstock, est pour une large part une projection de son créateur, et où les préoccupations politiques affleurent avec une certaine netteté, constitue un bon exemple de la difficulté qu'éprouve alors Orwell à maîtriser la forme romanesque, donc à l'utiliser aux fins qu'il s'est fixées. Fâcheuses sont les invraisemblances, dont la principale a trait au ralliement final de Comstock à l'ordre social que, jusque-là, il abhorrait. Rien, dans ce que l'on sait de l'histoire de ce déclassé aigri, fasciné par les bas-fonds de la société, ne justifie l'adhésion allègre au système de valeurs bourgeois qui clôt son aventure. Considéré du point de vue de la psychologie, le dénoue-

ment ne possède aucune crédibilité. Du point de vue de l'interaction entre le héros et son environnement social, il n'en a aucune non plus : la rébellion de Comstock prend la forme d'une protestation solitaire - la clochardisation - qui le conduit à une solitude de plus en plus grande et s'achève sur un sauvetage auquel sa volonté n'est pour rien.

Orwell s'expose donc au reproche qu'il adresse à celui que, pourtant, il estime et aime tant, Dickens : il ne parvient pas à brosser de portrait dynamique de ses personnages (ce qui vaut pour Comstock vaut encore plus pour ceux qui l'entourent); il les voit de façon statique et ne réussit à les faire évoluer que de façon inintelligible, forcée, quasi-miraculeuse, sans que cette évolution apparaisse comme le résultat d'aucune nécessité, ni intérieure ni extérieure (8).

Dix ans plus tard, Orwell affirmera : "Lorsque je jette un regard rétrospectif sur mon œuvre, je constate que c'est invariablement quand j'ai manqué d'un *but politique* que j'ai écrit des livres sans vie" (10). Sans doute *Et vive l'Aspidistra* entre-t-il dans cette catégorie des livres qui patissent d'une insuffisance, à tout le moins, de pensée claire. Mais il faudra se demander à propos de 1984, qui en reproduit certains défauts, si ce n'est pas le médium romanesque lui-même qui est inadéquat à l'expression de la sensibilité d'Orwell.

TÉMOIGNAGES

Pour l'instant, il convient de s'arrêter sur une autre forme littéraire à laquelle Orwell (conscient, déjà, de son échec?) s'essaie avec un incontestable bonheur - peut-

être même n'ira-t-il jamais au-delà de cette réussite. Avec *The Road To Wigan Pier* (1937) et *Homage To Catalonia* (1938) - en français, *La Catalogne libre* - il se met personnellement en scène en décrivant et en analysant des expériences vécues. Le premier de ces deux livres est une évocation de l'enquête qu'il a menée, à la demande du "Left Book Club", auprès des mineurs du Lancashire et du Yorkshire. Le second est un recueil de souvenirs et de réflexions sur les débuts de la guerre civile espagnole, auxquels il vient de participer comme combattant volontaire dans la milice du P.O.U.M., organisation qu'on qualifiera, pour simplifier, d'"anarcho-trotskiste". Dans l'un et l'autre, un même dosage d'ingrédients divers : reportage, auto-portrait, analyse théorique, appels à la conscience des lecteurs, mises en garde et prospective politique. Et là, sans doute, est ce qui fait l'originalité de ces deux œuvres, ce qui leur confère une intensité particulière - sinon, dans le cas de *Homage To Catalonia*, un véritable caractère d'urgence -, en même temps que ce qui constitue la plus grande et la plus précieuse réussite d'Orwell. Celui-ci a résolu à un double titre le problème de son rapport à la réalité historique. Rien, dans ce qu'il dit, qui ne procède plus au moins directement de l'expérience. Il a séjourné parmi les ouvriers du nord de l'Angleterre, il a partagé leurs conditions de vie, il a vu ce que sont leur misère, leurs craintes, leurs espoirs. Il lui suffit de reproduire ce qu'il a vécu, de rapporter les conversations qu'il a eues, de comparer ce qu'il lui a été donné d'entendre avec ce que le lecteur anglais moyen de l'époque peut lire sur le même sujet : son témoignage est marqué du sceau de l'authenticité. On peut le discuter : on ne peut pas le récuser. D'autre part, Orwell n'a plus à affronter les aléas d'une projection de soi en un personnage forcément différent de lui-même. Le récit de sa descente aux enfers de la société industrielle (la mine, berceau de la prospérité économique de l'Angleterre, et métaphore de sa puissance comme de ses iniquités) commence par celui de sa propre histoire : son enfance de jeune bourgeois auquel une éducation parfaitement rodée inculque le mépris des classes "inférieures"; son séjour dans la police birmane et la première prise de conscience, en Extrême-Orient, des mécanismes de l'exploitation des hommes (10); l'analyse de son désir d'expiation sociale et de ses conséquences, c'est-à-dire les errances qui l'ont conduit "de Mandalay à Wigan Pier" en passant par les bas-fonds de Paris et de Londres (11).

Avec ce "cœur mis à nu" d'Orwell, l'éditeur qui avait commandé le livre obtint beaucoup plus qu'il ne s'y attendait. Et il obtint d'autant plus - surprise désagréable -, qu'Orwell pour qui l'expérience a eu valeur pédagogique, expose dans *Wigan Pier* ce qui lui tiendra lieu, désormais, de doctrine politique, et qui ne correspond pas aux vérités officielles des partis de la gauche anglaise. Il a découvert le visage des vrais déshérités de la société capitaliste, de ceux qui subissent l'exploitation maximale et parviendront peut-être, par une action collective, à imposer un nouvel ordre : non pas les clochards, comme il l'avait cru longtemps, mais la classe ouvrière. Il a reconnu le fléau économique majeur de ces années : le chômage de masse, avec les conséquences morales des-

tructrices qu'il entraîne. Il a identifié l'ennemi : le fascisme et les séductions qu'il peut exercer dans une société en crise, dégoûtée d'elle-même. Enfin, il est socialiste : avec franchise et à sa manière.

Le socialisme orwellien n'a pas véritablement de contenu pratique (plus tard, dans son essai "The Lion and the Unicorn" (12), Orwell parlera de nationalisation de l'industrie, de suppression des gros revenus et de système d'éducation égalitaire ; mais il n'ira guère au-delà de ces indications de caractère général) : il exprime avant tout la volonté d'œuvrer pour la justice, en réduisant les inégalités sociales, sans attenter à la liberté. Et peu importe que, sur une base apparemment aussi fragile, Orwell se contredise : qu'il appelle à la constitution d'un vaste "front de classe" (déjà !) englobant les ouvriers et les bourgeois appauvris de sensibilité conservatrice, pour mettre ensuite en garde les socialistes anglais contre des alliances tactiques qu'il juge dangereuses avec les réformistes ; qu'il regrette l'affadissement du langage de la gauche britannique, pour reprocher un peu plus loin à celle-ci l'emploi d'un discours de lutte des classes. Tout d'abord, Orwell ne croit pas aux idéologies en tant que telles. Envisagés sous un angle purement conceptuel, socialisme et fascisme ne lui paraissent pas foncièrement différents, le premier équivalent au second dans ce qu'il a de meilleur - le refus d'une morale collective de nature matérialiste - et le second au premier dans ce qu'il a de pire - la tendance à une organisation "collectiviste" de la société, c'est-à-dire centralisée et indifférente aux individus. Seuls existent les hommes, socialistes ou fascistes, et leur idéal doit être apprécié à l'aune de leur pratique (13). Mais l'idéologie n'est pas seulement dépassée par le bas, c'est-à-dire par la réalité brute, palpable : elle l'est également par ce qui, chez Orwell, constitue le haut, en d'autres termes la morale. Ressentant la nécessité de dire ce qu'il entend par socialisme, Orwell affirme dans *Wigan Pier* : "En vérité, d'un certain point de vue, le socialisme correspond tellement au bon sens le plus élémentaire que je suis parfois stupéfait qu'il n'ait pas encore triomphé. Le monde est un radeau qui vogue à travers l'espace, avec à son bord, potentiellement, des provisions pour tous ; l'idée que nous devons tous coopérer et nous assurer que chacun accomplit sa juste part du travail et reçoit sa juste part des provisions paraît si indiscutablement évidente que l'on est tenté de dire que personne ne pourrait refuser de l'admettre à moins d'avoir quelque raison malhonnête de s'accrocher au système actuel" (13). Simplisme ? Sans aucun doute. Pourtant, comment ne pas attribuer à ce socialisme du bon sens et de l'impératif catégorique minimal un rôle salutaire dans l'itinéraire d'Orwell ? Que l'on fasse le compte, en effet, des quelques acquis repérables dans *Wigan Pier* - et sur lesquels Orwell ne reviendra pas - : rejet de l'organisation capitaliste de la société ; refus de la morale matérialiste du capitalisme ; rêve d'un grand mouvement politique national à l'idéologie révolutionnaire vague, où se retrouveraient des éléments de toutes les classes ; hostilité à l'égard des intellectuels (surtout ceux de gauche, en qui Orwell voit des phraseurs jamais vraiment prêts à payer de leur personne pour défendre leurs idées) ; culte de l'action ; respect des

valeurs du patriotisme et de la tradition ; pessimisme quant à la nature humaine en général... C'est presque la panoplie idéologique de l'intellectuel fasciste : il ne manque à Orwell, pour basculer, que le mépris de l'individu. Or, non seulement il est imperméable à ce sentiment, mais il ne croit qu'à l'individu, réel, tangible, vivant dans un cadre social donné, souffrant ou exploitant, prêt à se révolter ou à trahir. C'est pour lui, et pour lui seul, qu'il est disposé à se battre. De même, c'est à la bonne volonté, à la rectitude de jugement et d'intentions des hommes qu'il s'en remet, et non pas à leurs théories. L'injustice n'appelle pas de longues définitions abstraites : chacun en éprouve la réalité en allant faire un tour du côté des taudis des grandes villes industrielles. Le reste suivra, pour peu qu'on ait le moindre sens moral. Ayant vu, ayant ressenti indignation ou horreur, on *voudra* faire quelque chose. A partir de là, tout deviendra possible. C'est ce simplisme même qui sauve Orwell de la dérive dont parlera un autre combattant d'Espagne, Malraux, quand il fera dire à l'un des personnages de *l'Espoir* : "Un homme actif et pessimiste à la fois, c'est ou ce sera un fasciste, sauf s'il y a une fidélité derrière lui" (14). Orwell ne s'est jamais départi de sa fidélité à une certaine idée de la dignité humaine. On peut lui reprocher d'avoir identifié au socialisme les exigences de liberté et de justice : sûrement pas d'avoir fait de ces exigences le contenu et la limite du socialisme.

Imbu de ces principes, doué de cette sensibilité, il n'est étonnant, ni qu'Orwell ait été volontaire pour l'Espagne (15) ni qu'il ait réagi à l'évolution du conflit de la manière qui est racontée dans *Homage To Catalonia*. L'expérience espagnole, décisive à tous égards, exercera sur lui une double pédagogie. Elle lui apprendra la fraternité - la plus profonde, celle qui se vit au contact du danger et de la mort - et le mensonge - le plus insupportable, celui qui truque le sens de l'histoire. La fraternité est présente à la première et à la dernière pages du livre, sous les traits d'un homme à peine entrevu, mais qui revêt une véritable valeur emblématique - le milicien italien, à qui Orwell dédiera en 1939 un poème qui est en quelque sorte un chant funèbre à la mémoire du combattant républicain inconnu (16). Manière de Comstock avec le narcissisme irrésolu en moins, ou de Winston Smith qui aurait eu le bonheur - au moins celui-là - de se trouver des camarades pour aller à la bataille, cet Italien incarne les vertus de tous ces hommes qu'Orwell a coudoyés dans les tranchées du front d'Aragon : courage, abnégation, esprit de solidarité, humilité. Le fait même qu'il soit illettré constitue une qualité supplémentaire. Il est un homme d'actes et de gestes - la main tendue d'instinct à Orwell - plutôt que de discours : il est de ceux qui mettent leur vie dans la balance plutôt que de se payer de mots. Si l'on ajoute à cela qu'au sein de la milice du P.O.U.M., Orwell rencontre (enfin) un exemple d'égalité parfaite - mêmes droits et surtout mêmes devoirs pour tous, hiérarchie minimale de nature purement fonctionnelle et révoicable -, il est clair qu'il trouva en Espagne la presque - réalisation de son idéal de socialisme : *un socialisme du don de soi, stricto sensu, et vécu pour cette raison sur le mode de l'authenti-*

cité - par-delà le péril des mots, dans le silence du sacrifice accompli ou accepté par chacun de sa personne. Un socialisme qu'on pourrait dire "désidéologisé" et ramené à sa dimension éthique ultime.

La description de cet état d'esprit et du cadre historique qui le suscita, avec son cortège de souffrances, de périodes d'exaltation et de déceptions (17), produit chez Orwell une littérature de qualité exceptionnelle. Son idéal esthétique s'y réalise aussi. Rien de plus intensément personnel que *Homage To Catalonia*, qui parle (comme *Wigan Pier* pour une autre expérience) d'Orwell lui-même ; de "sa" guerre et de sa vision des événements. Pas de récit, non plus, qui ait portée plus générale, puisque *Homage To Catalonia* est une offrande faite à un peuple - ou à une fraction de peuple - dont la lutte collective est célébrée à chaque page. Ecrit "à chaud" (le conflit n'est pas terminé quand il paraît), le livre réussit à faire coïncider le plan individuel et le plan historique - et plus encore que *Wigan Pier*. Il parfait la silhouette de son auteur, tout en remplissant une mission d'appel à la conscience britannique en faveur des républicains espagnols. Sans une once d'ostentation, il pose Orwell par rapport à l'histoire, dans laquelle celui-ci s'insère - et s'investit complètement - comme combattant - parmi des milliers d'autres - et comme mémorialiste. Pourtant, cette littérature de témoignage, due à un témoin qui a apporté la preuve qu'il était prêt à se faire égorger, dit en même temps l'impasse à laquelle elle aboutit - ce qui la rend plus émouvante encore. L'autre versant de l'épisode espagnol, en effet, c'est la découverte par Orwell du mensonge politique organisé, systématique, et tendant à annuler, c'est-à-dire à rejeter dans le néant tout ce pour quoi il se bat, tout ce à qui il croit. A partir du moment où les communistes s'emparent progressivement des leviers du pouvoir - notamment la police - et s'emploient à éliminer anarchistes et trotskistes en les dénonçant comme agents stipendiés de Franco, le problème auquel est confronté Orwell n'est pas seulement de déterminer qui a raison ou tort. Il est prêt à discuter les avantages et les inconvénients des stratégies en présence, et son honnêteté coutumière l'amène à reconnaître que les communistes ont sans doute raison, d'un point de vue purement pratique, de faire passer les exigences de la guerre avant celle de la révolution (même si, moralement, les tenants de la révolution lui paraissent fondés à penser que les classes populaires se mobiliseront avec moins d'ardeur pour défendre un régime qui veut rester "bourgeois" jusqu'à la victoire militaire). Mais une question infiniment plus grave lui est posée, qui est celle de l'écriture de l'histoire. Si les communistes et leurs alliés parviennent à leurs fins, leur triomphe ne se limitera pas à l'adoption d'une ligne politique plutôt qu'une autre. C'est l'existence même de cette autre ligne et de la somme de sacrifices consentis pour la soutenir qui se trouvera niée, par assimilation de ses partisans à des traitres. Un ignoble mensonge deviendra vérité. Des milliers d'hommes se seront battus et auront souffert pour connaître pire que la défaite : la négation de leur sincérité et de la rectitude de leurs intentions.

Orwell voit ainsi se dessiner un monde dans lequel la notion de vérité objective - pour ne pas parler du respect des personnes - aura cessé d'avoir cours. Et il en perçoit d'autant mieux l'avènement possible qu'il constate, en Angleterre, les succès de la propagande communiste auprès de l'opinion favorable aux républicains espagnols : lorsque paraît *Homage To Catalonia*, le doute pèse sur ses camarades de combat, soupçonnés de "faire le jeu" de l'ennemi. De la collusion de fait (et s'il s'agissait uniquement de cela, Orwell accepterait d'en débattre) à la trahison consciente, il n'y a qu'un pas dans l'accusation que certains franchissent trop allègrement. Le témoignage d'Orwell s'impose comme un devoir absolu. Il doit parler au nom des morts - les Espagnols et les autres, tel son compatriote Bob Smillie disparu à jamais dans un geôle communiste - et de ceux qui luttent encore, afin que leur souvenir survive et que leur honneur ne soit pas souillé. Mais l'arrière-plan historique sur lequel se détache ce plaidoyer met en cause, de façon sous-jacente, le mode d'écriture lui-même. Etant donné les méthodes de propagande auxquelles il s'attaque - la falsification des faits, les preuves fabriquées, l'amalgame -, Orwell ne peut plus être sûr que les moyens d'authentification de son propre discours qu'il imaginait jusqu'alors imparables garderont leur force. Dire "j'y étais" et "j'ai risqué ma vie pour défendre ces idées-là" risque de ne plus suffire. Au mieux, ceux à qui il s'adresse peuvent répondre qu'il ne s'agit là que d'une expérience personnelle, à mettre en regard d'autres expériences. Au pire - et cette hypothèse lui apparaît plausible -, on pourra lui opposer deux variantes d'une même réplique : le silence, qui rend tout acte et toute parole inutiles ; ou le mensonge nu, qui consistera à l'accuser de complicité avec l'ennemi - "objective" ou consciente, la différence de l'une à l'autre n'est que de degré.

ULTIMES ENGAGEMENTS

Orwell a toujours cru à l'existence indiscutable d'une réalité accessible à tous, empiriquement et par l'usage du bon sens. Le discours totalitaire, découvert en Espagne, lui apprend qu'à cette réalité peut être substituée, dans l'esprit des gens, une "surréalité idéologique" (pour reprendre l'heureuse expression d'Alain Besançon) manipulable à l'infini. "Le but implicite de cette manière de penser est un monde de cauchemar dans lequel le Chef, ou quelque clique au pouvoir, contrôle non seulement l'avenir mais le passé. Si le Chef dit de tel et tel événement, "Cela n'est jamais arrivé" - eh bien, cela n'est jamais arrivé. S'il dit que deux et deux font cinq - eh bien, deux et deux font cinq. Cette perspective m'effraie beaucoup plus que les bombes - et après nos expériences de ces dernières années, ce n'est pas là une affirmation frivole" (18). Ces phrases, où s'exprime ce qui sera le thème essentiel de *1984*, expliquent sans nul doute l'atmosphère de relatif découragement qui imprègne *Homage To Catalonia*. Elles éclairent, surtout, le nouveau et complet changement de manière, d'Orwell à partir de *Animal Farm* (19). Il n'est pas indifférent, en effet, que pour dénoncer la menace totalitaire, Orwell ait

recours, d'une part, à la fiction et, d'autre part, à une fiction relevant de la fable, puis de l'utopie (pour *1984*). S'il se met à pratiquer ces deux genres, distincts mais parents en ce qu'il excluent le réalisme - au moins de façon continue et systématique -, c'est en raison de la perception qu'il a de son sujet. Au cœur du totalitarisme, une distorsion du réel. Et cette distorsion, Orwell sait que la littérature de participation personnelle directe, telle qu'il l'a pratiquée dans *Homage To Catalonia*, ne peut la rendre que de manière aléatoire. Le livre qu'il a consacré à l'Espagne a été en quelque sorte une bouteille jetée à la mer. *Animal Farm* et *1984 - 1984* surtout - procèdent du sentiment qui l'habite désormais que la réalité, dans un monde gangrené par la pensée totalitaire, peut se dérober à la conscience humaine. En cela, l'évolution esthétique d'Orwell épouse étroitement la courbe de ses échecs - ou de ce qu'il ressent comme tel, sur les plans politique et littéraire. Il lui faut à nouveau s'effacer de son œuvre, en tant que personne, et parler le langage de la fiction en apparence la plus abstraite pour avoir chance d'être entendu.

*Guerre d'Espagne :
position fortifiée républicaine sur le Front d'Aragon.*

A cet égard, *Animal Farm* est un exploit qu'on a justement salué. Mais *1984* est beaucoup plus significatif du paradoxe d'Orwell. On a suffisamment dit la réussite formelle que constitue *Animal Farm* pour qu'il soit nécessaire d'y revenir ici. L'allégorie animale de la révolution ratée ne trahit aucun défaut. Sur un espace très resserré, c'est tout le processus de la soviétisation qui est

représenté : renversement d'un régime politique et social honni, espérances initiales de prospérité et de justice pour tous, sacrifices consentis pour atteindre ces objectifs, mise en place progressive d'un nouveau despotisme et d'une caste de privilégiés vivant dans la dévotion du despote, légitimation du pouvoir par le mensonge organisé, truquage des résultats obtenus par le régime, invention de complots, misère physique et morale de plus en plus grande de la population. Sans qu'il soit besoin d'un savant effort de décryptage, chacun reconnaît Staline, Trotski, les procès de Moscou, le pacte germano-soviétique. Et pour qui éprouverait le moindre doute sur le but du livre, Orwell est on ne peut plus franc dans la préface de l'édition ukrainienne de *Animal Farm* - texte écrit en 1947 : "Ainsi, depuis dix ans, je suis convaincu que la destruction du mythe soviétique est essentielle si nous voulons ressusciter le mouvement socialiste. A mon retour d'Espagne, j'ai eu l'idée de dénoncer ce mythe soviétique dans une histoire qui pourrait être facilement comprise par presque tout le monde et qui pourrait être facilement transcrite dans d'autres langues" (20). L'allusion à l'Espagne confirme l'importance de la prise de conscience qui s'est produite pendant le séjour d'Orwell dans le camp républicain. Non moins éclairant, ce qui est dit d'une littérature qui devrait être accessible au plus grand nombre. Implicitement, ce sont les œuvres comme *Wigan Pier* et *Homage To Catalonia* qui se trouvent rejetées (du point de vue formel), parce qu'exprimant un propos trop peu communicable. S'éloigner de toute représentation "directe" de la réalité, s'effacer en tant que personne - narrateur ou acteur : Orwell était les deux à la fois - de ce que l'on écrit : la volte-face est complète.

Le succès immédiat et considérable de *Animal Farm* justifie Orwell. C'est bien, apparemment, le langage "déréalisé" de la fable qui rend le mieux perceptible la réalité historique qu'il veut dénoncer. Cependant - loi du genre -, l'aspect "vécu" de la situation évoquée n'est pas, ou que très peu, pris en compte, particulièrement dans ce qu'il a de plus dramatique aux yeux d'Orwell ; le mensonge imposé comme vérité et admis comme telle par un esprit ordinaire. En d'autres termes, il reste à Orwell à poursuivre sa course à la représentation d'un réel qui se dérobe sans cesse sous sa plume, et qui se dérobe cette fois-ci pour ce qu'on pourrait appeler la raison suprême, puisqu'il disparaît, ou tend à disparaître sous le voile d'une surréalité qui se substitue progressivement à lui. En envisageant de s'attaquer, littérairement parlant, au moment même de cette substitution, Orwell a conscience d'affronter un impensable - ou tout au moins un "difficilement pensable". Au point même de déduire de l'ampleur de la tâche un jugement négatif sur ce que peut accomplir la littérature en général : "Je n'ai pas écrit un roman depuis sept ans", dit-il en 1946, faisant allusion à *Coming Up For Air*, "mais j'espère en écrire un autre très bientôt. Ce sera forcément un échec, tout livre est un échec, mais je sais avec suffisamment de clarté quelle sorte de livre je veux écrire" (21).

La nature propre de la tyrannie communiste pousse ainsi Orwell à aller au bout de lui-même, à accepter par

avance ce qu'il pressent devoir être l'échec d'une ultime confrontation avec le problème ancien de son rapport à la réalité. *1984* est le résultat de cette jonction entre l'histoire d'un monde qui risque de verser tout entier dans la folie, et l'histoire d'un homme qui veut, par l'écrit, et par l'écrit seul, livrer une dernière bataille contre ce qui l'atteint au plus profond - moralement, intellectuellement, psychologiquement. Le communisme soviétique - c'est-à-dire le communisme tout court - est assurément présent à chaque page du livre, lui donnant son caractère d'utopie pamphlétaire. *1984* fait directement suite à *Animal Farm* au sens où le premier décrit la société dont le second annonce simplement l'avènement dans sa conclusion : société de pénurie, de délation, d'embrigadement, d'égalité officielle et d'inégalité de fait, de despotisme idolâtre. Napoléon-Staline réapparaît en "Big Brother", Snowball-Trotski en Goldstein, et l'on pourrait multiplier ainsi les correspondances qui relient étroitement les deux œuvres par le biais des allusions implicites - mais si limpides - à l'URSS. Pourtant, l'on serait tenté de dire que celle-ci apparaît plutôt dans *1984* comme possible référent historique, ayant pour but de corroborer ce qui relève en réalité du fantasme orwellien. Il faut, en effet, se souvenir que le type de société évoqué en *1984* était déjà décrit dans *Wigan Pier*. Dès 1935, Orwell entrevoit la constitution d'Etats qui pourront indifféremment s'appeler fascistes ou communistes, et qui reposeront sur un seul et même système de "collectivisme obligarchique" : plus de propriété individuelle ni d'économie de marché ; une planification assurée par un Etat hyper-centralisé ; un pouvoir social et politique détenu sans partage par une caste d'"experts". L'URSS n'est alors qu'une illustration parmi d'autres - l'Etat nazi peut aussi bien remplir cette fonction - de ce qu'Orwell perçoit comme un danger menaçant toute société développée. Et si, plus tard, elle s'impose comme la plus adéquate illustration de ce danger, c'est parce qu'elle incarne mieux que tout autre Etat totalitaire la dérive qui a toujours tourmenté Orwell : dérive vers une société où chacun serait soumis à une surveillance constante, où existerait une coupure radicale et irrémédiable entre les êtres, où les relations sociales seraient fondées sur la seule force brute, où le langage n'aurait d'autre objet que l'utilité ou la manipulation. Les premiers romans d'Orwell, avec leurs maladrotes, laissaient filtrer cette vision cauchemardesque : l'URSS lui prêtera des contours plus précis qu'Orwell, dans *1984*, explore en les faisant exploser.

C'est la dimension du délire qui confère à ce livre sa valeur, en même temps qu'elle en explique les faiblesses. *1984* est un roman magnifiquement raté, un échec admirable, parce qu'il est tout entier ordonné au fantasme du pouvoir absolu. Rien ne peut expliquer qu'au pays d'Océania imaginé par Orwell, où règne une dictature si parfaite, un homme - Winston Smith - ait l'idée et la volonté de se révolter. Rien ne justifie qu'étant allé aussi loin dans ses projets de rébellion que le suggère Orwell, il finisse par se soumettre pour le motif invoqué - le dégoût de soi suscité par la révélation de son manque de courage

physique. Il n'est guère plus crédible que les "proles", qui ont pour eux le nombre et, comme veut le croire Winston Smith, la vitalité et la santé morale, acceptent si facilement le régime d'exploitation cynique et de mépris qui leur est imposé. Si, enfin, c'est la torture physique qui doit briser Winston Smith, l'on comprend mal que son mentor-tourmenteur O'Brien lui inflige d'aussi longs exposés théoriques sur la nature du pouvoir en Océania - si ce n'est pour l'édification du lecteur. Une fois encore, donc, la vraisemblance psychologique et la rigueur de la construction sont mises à mal. C'est, pourtant, au nom de la logique supérieure qui donne au roman son caractère proprement vertigineux : celle de l'appétit de puissance nu et triomphant. L'observation constante des faits et gestes de chaque citoyen, la réécriture incessante de l'histoire, la perversion organisée du langage, la police exercée sur les pensées, découlent d'une volonté de domination hypertrophiée et pathologique. Le paysage social de *1984* n'est pas dessiné par une idéologie particulière, mais par la paranoïa du cercle dirigeant d'Océania. C'est la paranoïa qui justifie les soins - si l'on peut dire - accordés par O'Brien à Winston Smith : le fait qu'il se grime en brocanteur-loueur de chambre meublée pour mieux l'entraîner à sa perte, puis qu'il lui révèle les ressorts de son pouvoir pour qu'il se pénètre de la vanité de toute idée de révolte. C'est parce que la paranoïa règne sans partage que Winston Smith ne trouve rien à répondre à O'Brien qui lui demande ce qui lui permet de distinguer le vrai du faux, le réel de l'imaginaire. Lorsqu'on est *seul* à penser de façon droite, à croire à l'existence d'une vérité objective et à celle du mensonge, à s'en remettre à la bonne foi pour décider de l'issue des controverses, il est impossible de démontrer qu'on a raison (raison, par exemple, d'estimer que $2 + 2 = 4$) et, pire encore, de démontrer qu'on a la raison pour soi. Etre livré au pouvoir de la folie, c'est être assuré qu'on passera soi-même pour fou à un moment ou à un autre. Telle est la situation inextricable dont Winston Smith est prisonnier, et qui exige sa soumission finale sous forme d'adhésion à "Big Brother" - l'homme qui n'a même pas besoin d'exister pour obtenir d'être obéi, parce qu'il est la visualisation d'un fantasme de puissance irrésistible.

Orwell va ainsi jusqu'au point extrême d'une hantise qui l'étreint depuis la guerre d'Espagne : vivre dans un monde où sa parole ne pourrait plus être reçue parce que toute parole y serait détournée de son sens. Il décrit le triomphe d'une amoralité radicale qui lui paraît l'une des destinées possibles des Etats d'Occident. Et il le décrit avec une minutie dans le détail qui, en même temps qu'elle leste ce récit utopique d'un poids maximal de "réalité", suggère l'intensité de sa propre angoisse. *1984*, en effet, est le livre de l'échec par excellence. Il repose sur l'hypothèse plausible d'un dérapage irrémédiable de l'histoire. Il exprime, en creux, la conscience de ne posséder que de bien faibles armes pour s'opposer à ce dérapage. Pourtant, *1984* existe, et l'on serait tenté de dire que la valeur d'avertissement qui est la sienne à ce seul titre éclate dans l'une de ses imperfections majeures. Si Winston Smith finit par renoncer à la lutte, c'est parce

que, sous l'effet de la torture qui l'amène à demander que Julia, sa compagne, subisse à sa place le sévère ultime qu'il sait ne pouvoir supporter, il perd le respect de soi-même. Ayant commis cette vilénie par laquelle il a fait passer le souci de son salut personnel avant tout attachement humain - en l'occurrence le plus profond qu'il éprouvait -, il est moralement brisé. Apparaît alors en lui un personnage que rien ne laissait prévoir dans les épisodes antérieurs du roman, qui dépeignaient un Winston Smith oscillant entre l'indécision et une flamme révolutionnaire le disposant aux actes les plus barbares. Mais si l'on ressent quelque peine à croire à ce "retournement", l'important est bien plutôt dans le constat implicite qu'il n'est de ressort possible à l'action que du côté de l'éthique. L'échec suprême et définitif est dans le refus du sacrifice, dans le manque d'abnégation. Par où Orwell réitère discrètement un message souvent entendu, déjà, dans ses œuvres précédentes, et qui constitue le "noyau dur" de sa sensibilité.

Pessimiste, Orwell l'est à coup sûr au moment où paraît *1984*. Trop de ses espérances ont été trahies. Trop nombreuses ont été les victoires des pires instincts humains affublés des oripeaux des idéologies totalitaires. A ses yeux, celles-ci ne sont en soi ni bien intéressantes, ni véritablement novatrices. L'originalité du totalitarisme, ce qui lui permet et lui permettra encore de prospérer sous des noms divers, c'est que, par l'emploi qu'il fait du langage, il prête une dignité à des actions relevant de la pure infamie. Il couvre du voile (et du prestige) des abstractions doctrinales les politiques les plus hideuses. Il met les ressources du mensonge, qui préserve les apparences et ménage le confort intellectuel des pharisiens, au service des pulsions les plus troubles. Et le tragique vient de ce que chacun de ses progrès rend plus difficile la lutte. Le gouffre qu'il creuse dans l'histoire est un gouffre ouvert depuis toujours dans les replis de l'âme humaine. Aucune entreprise totalitaire ne connaîtrait le succès s'il n'existait en l'homme un goût de l'asservissement, en même temps qu'une haine de la réalité, n'aspirant qu'à se donner libre cours.

C'est ce pessimisme de fond, peut-être (sans doute, même) d'origine chrétienne (22), qui explique qu'Orwell se sente frère de Swift, à qu'il reproche pourtant la noirceur de sa philosophie : "Swift invalide sa vision du monde en refusant de voir tout ce qui, dans la vie humaine, n'est pas saleté, folie ni cruauté, mais la partie qu'il détache du tout existe, et c'est une chose dont chacun de nous se doute même si nous hésitons à en faire état. Une partie de notre esprit - la partie dominante chez n'importe quelle personne normale - est convaincue que l'homme est noble et que la vie vaut la peine d'être vécue : mais il y a aussi en nous une sorte de moi profond qui, au moins par intermittences, est saisi d'effroi devant l'horreur de l'existence" (23). Orwell, pour sa part, ne se sera pas laissé rebuter par l'effroi. Il s'y sera même, d'une certaine manière, complu. Son honneur aura consisté à ne jamais refuser les engagements que sa conscience lui représentait comme nécessaires. Son mérite aura été de projeter quelque lumière sur la grande zone d'ombre du

XX^e siècle. Chacun de ses livres raconte une déchirure. Son œuvre exprime une aspiration à une plénitude d'être et d'écriture inassouvie. Le monde - surtout le monde moderne - a l'art de refuser le bonheur aux justes. Tant qu'il sera ce qu'il est encore en 1984, l'on n'aura pas trop de George Orwell.

Franck LESSAY

(1) Ce passage, traduit par nous, est extrait d'un article de 1946, intitulé "Why I Write", publié dans le premier volume des *Collected Essays, Journalism and Letters of George Orwell* (Londres, 1968), p.6. Pour toute citation ultérieure tirée de ces recueils, qui sont au nombre de quatre, nous utiliserons l'abréviation **CEJL**, avec la mention du volume.

(2) Voir en particulier, à ce sujet, l'essai capital intitulé "Inside the Whale" (**CEJL, IV**), dans lequel Orwell examine, avec un sens marqué du paradoxe, les mérites d'Henry Miller pour qui il professe la plus vive admiration

(3) Nous exposons ici la thèse formulée notamment dans un article de 1948 intitulé "Writers and Leviathan" (**CEJL, IV**, pp 407 à 414).

(4) "Inside the Whale", *op. cit.*, p.526.

(5) "Why I Write", *op. cit.*, p.7.

(6) *Ibid.*, p.6.

(7) **CEJL, IV**, p. 205.

(8) Voir, à ce sujet, l'essai intitulé "Charles Dickens", **CEJL, I**, pp.413 à 460 (l'on a sans doute rarement écrit avec autant de finesse et de profondeur concise sur l'auteur de *David Copperfield*).

(9) "Why I Write", *op. cit.*, p.7.

(10) Orwell avait déjà évoqué cette expérience coloniale, mais de façon romancée, dans *Burmese Days*, en 1934, (en français : *Tragédie birmane*

- éd. Nagel, Paris, 1946).

(11) Là aussi, Orwell avait déjà évoqué son expérience : indirectement, on l'a vu, dans *Keep the Aspidistra Flying*, et, auparavant, dans *Down and Out in Paris and London*, en 1933 (en français : *La vache enragée* - Gallimard, Paris, 1952).

(12) **CEJL, II**, pp.56 à 109.

(13) *The Road to Wigan pier*, éd. Penguin, pp.149 - 150.

(14) *L'espoir*, Gallimard, coll. Folio, p.171.

(15) Parti avec sa femme pour "couvrir" les événements de la guerre civile, Orwell décida au bout de quelques jours de s'engager sous le drapeau du P.O.U.M.

(16) Ce poème clôt le texte intitulé "Looking back on the Spanish war", écrit en 1943, et qui, depuis la première édition de poche (Penguin) de *Homage To Catalonia*, en 1966, est toujours joint à ce livre.

(17) En juin 1937, après plusieurs mois passés sur le front d'Aragon, Orwell reçut une balle dans la gorge. A peine remis, pour échapper aux arrestations qui frappaient, à l'instigation des communistes, les éléments anarchistes et trotskistes (et assimilés) du camp républicain, il dut regagner l'Angleterre.

(18) Extrait de "Looking back on the Spanish war" - *Homage To Catalonia*, éd. Penguin, p. 236.

(19) Publié à Londres en 1945. Il y aura deux versions françaises de cette œuvre : en 1947 sous le titre *Les animaux partout* (éd. Pathé, Monaco), et en 1964 sous le titre *La République des Animaux* (éd. Gallimard, Paris). Ce livre a fait l'objet d'une réédition récente dans la collection "Folio", comme 1984.

(20) **CEJL, III**, p.405.

(21) "Why I Write", *op. cit.* p.7.

(22) Orwell était petit-fils de pasteur. Il tint à être enterré selon les rites de la religion anglicane.

(23) Dans l'essai "Politics vs. Literature" (1946) - **CEJL, IV**, p.222.

LE POINT DE VUE DE JEAN BOISSONNAT

Europe n° 1

CONSEIL DE GUERRE

C'est un véritable cabinet de guerre que Pierre Mauroy a mis sur pied pour faire face aux restructurations industrielles. Réuni lundi 16 janvier, pour la première fois, ce cabinet restreint a regroupé les principaux ministres concernés. Instruit par l'affaire Talbot, le Premier ministre entend bien ne pas se compromettre tout seul dans des opérations qui vont exactement à l'encontre de ce que la gauche avait promis en arrivant au pouvoir : réduction d'effectifs, licenciements, fermetures d'usines.

Certes, le phénomène n'est pas nouveau. Depuis dix ans, l'industrie française a perdu plus d'un million d'emplois. Et si les 2.000 licenciements de Talbot ont fait beaucoup de bruit, les dizaines de milliers qui étaient intervenus dans le bâtiment et dans les travaux publics, par exemple, n'avaient pas été moins douloureux, même si l'on en avait moins parlé. Seulement, quand un gouvernement doit examiner la suppression, sur deux à trois ans, de 7.000 emplois dans la chimie, 10.000 dans la construction navale, 20.000 dans l'automobile, 25.000 dans les charbonnages et 30.000 dans la sidérurgie, on comprend qu'il vérifie la cohésion de sa majorité et cherche les moyens d'atténuer les conséquences sociales de décisions aussi graves. On procédera, cas par cas, avec des moyens qui varieront selon les régions et après avoir longuement consulté les syndicats et les intéressés.

On dira que le gouvernement aurait pu s'en rendre compte plus tôt. Pourquoi avoir embauché, par exemple, 10.000 mineurs au cours des deux dernières années, si c'est pour en débaucher des milliers maintenant.

Le Comité Central du Parti Communiste s'inquiète d'une situation qui frappe directement ses électeurs et des régions où il est bien implanté. Le Parti Socialiste n'est pas plus heureux. Beaucoup de ses membres souhaiteraient un changement, de politique économique qui rendrait ces restructurations moins pénibles. Sinon, jusqu'où va monter le chômage ?

Malheureusement, notre endettement extérieur ne permet pas ce changement de politique. Le bon plaisir d'un Président de la République doit toujours composer avec les réalités.

17/1/1984

UNE HIRONDELLE

Saluons, comme elle le mérite, la bonne performance de l'économie française à l'extérieur, l'an passé. Certes, le déficit commercial sur l'ensemble de l'année reste élevé pour un pays endetté, avec quelque 43 milliards de francs. Mais c'est moins de la moitié du déficit de 1982, et surtout la tendance des derniers mois est bonne puisque nous sommes pratiquement revenus à l'équilibre.

L'amélioration est due pour une part au ralentissement de notre économie, qui n'a pas que des effets heureux puisqu'il explique aussi le chômage. Plus prometteuse est la progression de nos ventes à l'étranger, en particulier sur des marchés riches comme les Etats-Unis et l'Allemagne. Aux Etats-Unis, nous avons bénéficié de la hausse du dollar comme tout le monde. Seulement nos

ventes Outre Atlantique, en 1983, se sont accrues davantage que celles des Allemands, par exemple. Il est vrai que nous partions de plus bas.

Ces performances sur les marchés étrangers montrent d'une part que la politique de rigueur porte des fruits et, ce qui est plus important, que les entreprises se battent pour gagner à l'étranger l'argent qu'elles ne gagnent plus suffisamment en France. C'est l'aspect le plus positif de ce résultat.

Nous avons vu que cette amélioration de notre commerce extérieur avait des contreparties qui n'étaient pas toutes favorables pour l'emploi. Elle comporte surtout un risque psychologique et politique. Il ne faudrait pas croire que nous sommes sortis du tunnel. Nous allons même encore nous endetter cette année, malgré le rééquilibrage de notre commerce extérieur. En effet, l'ennui avec les dettes, c'est qu'il faut payer des intérêts et les rembourser. L'effort doit donc être poursuivi. Or, on comprend que la gauche soit tentée, pour enrayer le chômage, de relâcher certaines disciplines. Elle aurait tort. Très vite, nous nous retrouverions en déficit. D'ailleurs, le gouvernement, qui commence la préparation du budget de l'Etat pour 1985, ne prévoit encore qu'une faible croissance l'an prochain : entre 1 à 2%.

L'hirondelle du Commerce Extérieur ne fait pas encore le printemps de notre économie.

18/1/1984

LE CAP DES TEMPÊTES

21.000 chômeurs de plus en décembre. Voilà donc le nombre de chômeurs en France qui dépasse de plus de 100.000 le seuil des 2 millions sur lequel Pierre Mauroy avait espéré tenir.

A ce rythme, le nombre des sans emploi s'accroîtrait cette année de plus de 200.000 chez nous. Ce qui ne surprendrait malheureusement pas les spécialistes. Avec une croissance proche de zéro, deux années de suite, c'est inéluctable, quels que soient les artifices auxquels on voudrait recourir.

Cela grogne, évidemment, dans la majorité et dans l'opinion. Dans la majorité, on a entendu Georges Marchais à la tribune du Comité Central du Parti Communiste déclarer : "Pas un licenciement. Pas un chômeur de plus". Hélas ! Sous l'appellation de politique de droite, voulue par le Patronat, le secrétaire général du Parti Communiste a dénoncé, en fait, la politique de rigueur et d'assainissement industriel voulu par le Chef de l'Etat lui-même. Mais c'est plus facile de l'attaquer en la déguisant en politique patronale qu'en la reconnaissant comme politique gouvernementale... Du moins, tant que les dirigeants du parti communiste n'ont pas jugé l'heure venue de quitter le gouvernement.

L'opinion publique n'emprunte pas de tels détours. Dans un sondage IPSOS - France-Soir de mi-janvier, la cote du Président rechute brutalement (31 % de satisfaits

contre 50 % de mécontents), tandis que celle du Premier ministre s'effondre complètement (25 % de satisfaits pour 54 % de mécontents). On n'avait jamais vu cela sous la V^e République. (1)

Ce qui n'empêche pas le Chef de l'Etat de persévérer dans sa politique. Il a renouvelé, au Conseil des ministres, sa consigne de réduire les impôts en 1985 et de ne fixer les dépenses du prochain budget qu'après avoir arrêté les recettes. A moins de lâcher sur le déficit budgétaire, ce qui ne semble pas être le cas pour l'instant, cela implique des coupes sombres dans les dépenses et dans les effectifs de l'Etat. Il faudra tenir bon la barre pour doubler le cap des tempêtes.

19/1/1984

(1) En février, le sondage IFOP - Journal du Dimanche donne 35 % de satisfaits pour le Président et 28 % pour le Premier ministre.

FRANCE LIBÉRALE

Au fil des sondages, depuis quelques mois, le plus important n'est pas l'évolution du score des hommes politiques. C'est l'évolution de la mentalité des Français. Après avoir beaucoup attendu de l'Etat, avant même le retour de la gauche au pouvoir, nos concitoyens en attendent moins et font un pas très net vers le libéralisme.

Mais, attention, c'est un libéralisme à la française ! C'est-à-dire avec correctif et contradiction. Cela apparaît clairement dans le sondage réalisé par la SOFRES sur ce que les Français attendraient de l'opposition si celle-ci revenait au pouvoir. Sondage publié dans "l'Expansion".

Premier point donc, le glissement vers le libéralisme. Indiscutable. Tout se passe comme si l'expérience de la gauche au pouvoir avait guéri la majorité des Français de certaines illusions sur l'efficacité de l'Etat. C'est ainsi que les Français souhaitent rendre au secteur privé les industries et les banques nationalisées depuis 1981. Il est vrai qu'ils constatent aujourd'hui qu'il ne suffit plus d'être nationalisé pour échapper aux réductions d'effectifs et aux licenciements. Cet espoir avait joué un grand rôle dans le ralliement aux nationalisations. De même, les Français veulent rendre la liberté aux prix et aux changes. A une écrasante majorité (72 % contre 14), ils veulent réduire l'intervention de l'Etat dans la vie des entreprises. Presque dans la même proportion, ils souhaitent que l'on aide financièrement les immigrés à rentrer chez eux.

En revanche, pas question de toucher à la retraite à 60 ans, à la 5^e semaine de congé payé, à la réduction de la durée du travail et à la protection contre les licenciements.

En résumé, les Français deviennent nettement plus libéraux en économie, tout en restant quelque peu étatistes en matière sociale. Qu'il y ait là un risque de contradiction, c'est probable. Mais il y en a tout autant dans le fait (que ce sondage de la SOFRES confirme)

d'être prêt à changer de majorité au Parlement, tout en gardant François Mitterrand à l'Élysée.

20/1/1984

LES COUSINS D'EUROPE

On commet souvent l'erreur d'opposer une Europe visionnaire, habitée de grands desseins politiques, et une Europe mercantile, qui compte ses sous et se chaille sur le prix du porc et le rendement des vaches. Or tout est lié. Quand on se dispute sur le porc et sur le lait, c'est qu'on vit en famille.

Les problèmes que nous posent les Anglais sont irritants. Ils ne sont pas absurdes. Que nous disent-ils ? Qu'aucun pays n'acceptera jamais de donner beaucoup plus qu'il ne reçoit du budget de la Communauté. (Chaque année, les Anglais devraient donner 13 milliards de francs de plus qu'ils ne reçoivent). Qu'avec la politique actuelle des prix agricoles, on accumule des excédents invendables. Que ce n'est pas la peine d'accroître les ressources de la Communauté, tant qu'on n'aura pas remis de l'ordre dans cette politique et ramené à des écarts raisonnables ce que chacun donne et reçoit de l'Europe.

Ce sont de vraies questions, même si les réponses proposées par les Anglais ne sont pas satisfaisantes. Lorsque le Marché Commun sera élargi à l'Espagne et au Portugal (pays pauvres) nous aussi Français, nous allons payer plus que nous ne recevrons. Ce sera normal jusqu'à une certaine limite mais, au-delà de celle-ci, les contribuables français se rebifferont, eux aussi. Autrement dit : le problème que les Anglais nous posent aujourd'hui, nous le poserons nous-mêmes demain.

Quant à la politique agricole, nous y tenons à juste titre mais personne au monde n'a jamais garanti, éternellement, des prix fermes pour des quantités indéfinies. Sans parler des artifices monétaires qui faussent toute la mécanique. Et à l'origine desquels nous nous trouvons, parce qu'en 1969, nous n'avons pas voulu faire payer tout de suite aux Français, le prix d'une dévaluation (déjà).

Puisque les problèmes sont réels, puisqu'ils se posent à tous, ils ont une solution. Inutile de se brouiller. Travaillons entre cousins.

24/1/1984

LA LEÇON DE REAGAN

Une reprise économique flamboyante. Un dollar à son zénith. En apparence, rien ne devrait empêcher Ronald Reagan d'être réélu Président des États-Unis à la fin de l'année, s'il le désire.

De fait, les chiffres sont impressionnants. Pratiquement stagnante pendant trois ans, de 1980 à 1982, l'économie américaine a redémarré de façon spectaculaire l'an passé. Plus de 3% de croissance, soit le meilleur chiffre depuis 1978. Le chômage a brusquement baissé

grâce à la création de 2 millions d'emplois nouveaux. Après avoir culminé au début de l'expérience Reagan, à 11% de la population, il est presque tombé à 8% aujourd'hui (alors qu'en France nous nous rapprochons de 10%). Même performance sur les prix dont la hausse a été inférieure à 4% l'an passé, soit un ralentissement de plus de moitié en deux ans. Ne parlons pas du dollar dont la valeur a doublé en trois ans, ni de Wall Street qui a pulvérisé ses records entraînant toutes les Bourses du monde dans son sillage.

Reagan est-il le docteur-miracle de l'économie, a-t-il vaincu la crise ? Fallait-il un acteur de cinéma devenu homme politique pour faire la leçon aux économistes ? A nous, Yves Montand !...

La réalité est un peu différente. Simplifions. Reagan a d'abord vaincu l'inflation par le chômage, puis le chômage (partiellement) par la confiance. Car, aux États-Unis, ce n'est pas le gouvernement qui fait l'économie. Ce sont les entreprises, c'est-à-dire les entreprises et les travailleurs.

En outre, il est difficile de dire que Reagan a une recette. Il est vrai qu'il avait promis de réduire les impôts sur les revenus et il l'a fait. Mais il a relevé d'autres taxes et cotisations. Il avait promis de rétablir l'équilibre budgétaire, or il traîne encore un déficit de 200 milliards de dollars (ce déficit n'est d'ailleurs pas pour rien dans la reprise des affaires en même temps qu'il la rend fragile).

Il est encore plus difficile de dire que Reagan a vaincu la crise. Il a même failli être emporté par la banqueroute du Mexique. Qu'advient-il, demain, si le Brésil tombait en faillite ?

Il n'y a donc pas de "miracle Reagan", sauf un : quand un pays retrouve confiance en lui-même, il peut réaliser des choses qu'on croyait impossible. Bonne leçon pour nous.

26/1/1984

"N'Y A QU'À"

Le gouvernement est donc parti en guerre contre les ignorants, les naïfs et les habiles qui croient avoir réponse à tout. Contre les "n'y a qu'à".

Sage mise en garde et courageuse auto-critique. Car il n'y a pas besoin d'être dans l'opposition pour rappeler que la gauche, en son temps, s'était laissée séduire par les fameux "n'y a qu'à". Rappelez-vous, contre la crise, n'y a qu'à faire la relance de la consommation populaire. Contre le chômage, n'y a qu'à réduire la durée du travail. Pour moderniser les entreprises, n'y a qu'à les nationaliser. Pour donner du crédit pas cher à tout le monde, n'y a qu'à faire des banques un service public. Etc... etc...

Aujourd'hui, les "il n'y a qu'à" s'effondrent les uns après les autres, cédant la place aux réalités contraignantes qui réclament des solutions douloureuses.

François Mitterrand souhaite que les restructurations industrielles les plus pénibles soient engagées rapide-

ment. Pierre Mauroy ne veut pas charger le bateau, au risque de le faire couler. Les deux hommes ont des échéances en tête : les élections législatives de 1986 et la fin d'un septennat en 1988.

1986, c'est dans deux ans. D'où l'idée toute simple, de prévoir pour les licenciements inévitables, un congé reconversion de deux ans durant lequel le salarié ne serait pas officiellement chômeur et toucherait les trois quarts de sa paye. Si tout cela devait, malgré tout, déboucher enfin de compte, sur du chômage, ce serait pour la majorité qui sortira des élections de 1986.

Seulement, il reste à définir les bénéficiaires du système et, du même coup, ceux qui en seront exclus. Il reste, en outre, à savoir qui va payer. L'entreprise ? Mais si elle est contrainte de licencier c'est probablement qu'elle n'a plus d'argent. L'UNEDIC ? Mais si l'on vient de réformer l'assurance-chômage, c'est précisément parce que cette institution risquait la faillite. Les contribuables ? Mais le chef de l'Etat leur a promis un allègement d'impôts pour 1985. Tiens, voilà un "n'y a qu'à" qu'on avait oublié : pour réduire les impôts, il n'y a qu'à le dire...

1^{er}/2/1984

DANS 6 MOIS, DANS 1 AN...

L'Europe, la restructuration industrielle, la baisse des impôts. Telles sont donc les priorités que se donne le gouvernement pour les six prochains mois. On en déduira sans doute que Pierre Mauroy a de bonnes chances de rester à son poste au moins jusqu'à l'été, alors qu'il n'y a pas si longtemps on n'excluait pas son départ en début d'année. De fait, il peut rester mais c'est une hypothèse qu'il faut tout de même traiter avec précaution quand on connaît le tempérament secret du chef de l'Etat, lequel a, en outre, une revanche à prendre sur lui-même.

En mars dernier, en effet au moment de la 3^e dévaluation du franc, François Mitterrand avait donné le sentiment d'hésiter, de flotter entre plusieurs politiques et plusieurs premiers ministres. Au point que l'on a cru, pendant quelques heures, que Jacques Delors allait s'installer à Matignon. Pour effacer cette fâcheuse impression le Président agira probablement avec promptitude et dans le plus grand secret lorsqu'il aura décidé de changer de gouvernement. Soyons donc prudent dans le pronostic.

De toute façon, les trois dossiers prioritaires annoncés ne seront pas réglés en six mois. C'est peut-être sur l'Europe que l'on avancera le plus. Le Chef de l'Etat français en a discuté avec le Chancelier allemand. Pour l'instant la seule chose acquise - mais non officielle, car on ne veut pas effrayer les électeurs du Sud-Ouest - est que la France ne fera plus obstacle à l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans le Marché Commun.

En ce qui concerne les restructurations industrielles, il

serait complètement irréaliste d'imaginer qu'on va faire en six mois ce qu'on n'a pas fait en dix ans. Surtout qu'à la première difficulté sérieuse (on l'a vu dans les chantiers navals) le gouvernement a reculé devant les risques d'affrontement.

Quant aux allègements d'impôts, ils ne seront votés qu'avec le budget de 1985 et il faudra sabrer dans les dépenses si l'on ne veut pas aggraver le déficit. Tâche toujours difficile.

En réalité, le programme du gouvernement Mauroy est le programme du président Mitterrand, comme c'est bien naturel. Il sera donc exécuté par ce gouvernement... ou par un autre.

2/2/1984

RETOUR DU MARK ?

Est-on à la veille d'un retour en force du mark allemand, manifestement sous évalué depuis de nombreux mois ?

En ce début février, dans le jeu de bascule dollar-mark, le dollar est orienté à la baisse et le mark à la hausse.

Rien de plus naturel. Nous avons toujours dit que la monnaie américaine était surévaluée par rapport à la monnaie allemande. Un cours de 2 marks 80 pour un dollar, était absurde quand on comparait ce que l'on pouvait acheter en Allemagne avec 2 marks 80 et aux Etats-Unis avec un dollar. C'était absurde aussi quand on comparait les excédents extérieurs de l'Allemagne et le déficit extérieur des Etats-Unis. D'ailleurs dans le rapport économique, qu'il vient de présenter au congrès, le président Reagan reconnaît lui même que le dollar est surévalué. Il ajoute seulement que ce n'est pas à l'Etat de s'en mêler et que c'est au marché de trouver le bon cours.

Cette correction est-elle en train de s'effectuer ? Nous venons de citer les éléments objectifs qui la justifieraient. Il faut y ajouter une meilleure santé de l'économie allemande. Les plus récentes prévisions publiées Outre Rhin, font état d'une croissance d'au moins 2,5 % cette année. Un ministre allemand a même dit devant moi que l'on pourrait dépasser 3 %. Avec une hausse des prix modérée, et une légère réduction du chômage, comme on vient de la constater en janvier.

Tout cela pose trois questions :

1) Les éléments qui contrariaient un rééquilibrage du mark par rapport au dollar ont-ils disparu ? Pas tous. Certes, les craintes d'une crise politique à l'occasion des euromissiles, semblent écartées (bravo au chancelier Kohl) ! Mais la demande de dollars dans le monde reste forte parce que les pays endettés ne remboursent pas leurs dettes.

2) S'il y a un retournement de tendance, ne risque-t-il pas d'être brutal et donc être excessif ? Le danger existe. Toutefois ce que nous venons de dire de la forte demande de dollars peut l'atténuer.

3) Enfin, si le mark remonte, n'est-ce pas le franc qui va souffrir, au risque d'une 4^e dévaluation ? Là aussi, le danger existe, mais l'amélioration de nos échanges extérieurs peut le réduire.

En résumé, le volcan monétaire n'est pas éteint.

3/2/1984

DÉSINTOXICATION

Le Gouvernement après avoir reçu les syndicats, précisera ses intentions en matière de restructuration industrielle. Cela fait, soyons lucides, l'essentiel restera à faire. C'est-à-dire, fermer des installations, réduire des effectifs, créer de nouvelles activités. Un conseiller du Gouvernement me disait qu'il y en aura bien pour 18 mois.

Interrogé sur le sujet par nos confrères du "Monde" et de RTL, Raymond Barre rappelait, dimanche 5 février, une des principales difficultés que rencontre la Gauche pour mener cette politique. A savoir, comme le disait André Bergeron, leader de Force Ouvrière : les illusions que la majorité actuellement au pouvoir, a entretenues quand elle était dans l'opposition. L'ancien Premier Ministre est bien placé pour le savoir. Il se rappelle la sévérité avec laquelle socialistes et communistes jugeaient son premier plan de restructuration de la sidérurgie, lui reprochant d'être excessif, alors qu'eux-mêmes, aujourd'hui, doivent convenir qu'il était insuffisant.

Pour conduire cette action, l'ancienne majorité avait un atout : des finances à peu près solides, et un handicap : des syndicats plus que soupçonneux. Aujourd'hui, la gauche doit poursuivre le travail, avec un atout : des syndicats plus conciliants - encore qu'ils le soient un peu moins chaque jour - et trois handicaps : les illusions perdues, le retard accumulé, des finances en mauvais état.

Il n'est donc pas exact de dire que c'est plus facile pour la gauche que pour l'ancienne majorité, de conduire ce genre d'opération. Sous prétexte que la droite seule pouvait donner l'indépendance à l'Algérie, on dit volontiers aujourd'hui, que la gauche, seule peut réaliser des licenciements. Il y aurait une sorte de formule magique, en vertu de laquelle il faut faire faire une politique par ceux qui n'en voulaient pas. Les choses ne sont pas aussi simples. Et nul n'est en mesure d'affirmer qu'on peut toujours se contredire impunément. Ce qui est vrai, en revanche, comme le notait Raymond Barre, c'est que

l'épreuve des faits constitue la meilleure des désintoxications !

6/2/1984

RESTRUCTURER A GAUCHE

En quoi le fait que ce soit la gauche qui restructure aujourd'hui l'industrie française change-t-il les choses ? C'est à cette question qu'a voulu répondre sur Antenne 2, le Premier ministre. Il a opposé la méthode socialiste française à celle des Américains, des Anglais et même des Allemands.

Là-bas, la décision unilatérale, la brutalité, l'insensibilité sociale. Ici, le dialogue, les précautions, les compensations. Voilà l'image que Pierre Mauroy a voulu faire passer auprès de l'opinion, et notamment auprès des syndicats et de ses électeurs.

Telles sont réellement les intentions du Chef du gouvernement. Cet homme du Nord ne va pas fermer des puits de mine, et des aciéries de gaité de cœur. Puisqu'il faut le faire, il le fera, mais autrement.

En fait, que se passera-t-il ? En quoi la gauche va-t-elle se distinguer ? En quoi fera-t-elle mieux ce que tout le monde doit faire, parce que la société industrielle c'est le changement et parce que le changement cela coûte même si cela rapporte ailleurs ou plus tard ?

Observons d'abord que la gauche n'a nullement préparé les esprits à ce qu'elle est contrainte de faire aujourd'hui. C'est courageux de dire en 1984 qu'il faut réduire la production de charbon et d'acier. Mais cela aurait été encore plus courageux de le dire en 1978 et même en 1981, car c'était déjà vrai. En outre, quand on a une tâche aussi difficile à accomplir on y consacre tous ses moyens, avant de distribuer l'argent des contribuables ici ou là !

Autrement dit, il ne suffit pas que la gauche au pouvoir discute avec tout le monde (même le gouvernement Barre l'avait fait dans la sidérurgie) et prenne tardivement les mesures nécessaires pour qu'une restructuration de gauche soit meilleure qu'une restructuration de droite. Il faut que les esprits la comprennent, que les caisses ne soient pas vides et que la créativité soit encouragée.

Il n'y a pas vraiment une manière de gauche et une manière de droite de fermer une usine. Dans tous les cas, c'est douloureux. Mais il y a ce qui contribue à en ouvrir une autre et ce qui n'y contribue pas.

9/2/1984

A propos d'un livre de J.C. Lamberti

TOCQUEVILLE ET LA SOCIOLOGIE

par Jacques NANTET

Le récent livre de Jean-Claude Lamberti (1) propose une nouvelle lecture de *La Démocratie en Amérique*, ouvrage qui a le plus contribué à la notoriété d'Alexis de Tocqueville, et cette lecture, semble reposer, par moments, une question essentielle : Tocqueville, principal penseur politique du XIX^e siècle avec Karl Marx, était-il un sociologue ? La réponse, positive, paraissait définitivement donnée, l'affaire classée, après les travaux - notamment - de Raymond Aron, de Jean Cazeneuve, d'Alain Peyrefitte. Ils ont, les uns et les autres, beaucoup contribué à situer Tocqueville dans la lignée de la sociologie, peut-être même à faire de lui un de ses plus prestigieux fondateurs.

Or, sans que Lamberti l'ait probablement souhaité, sa démarche, son exploitation de sources peu connues ou peu étudiées, ses découvertes, ses révélations - la préface remarquable mais dubitative de François Bourricaud - jettent le trouble sur ce caractère sociologique de Tocqueville. J'entends bien que l'insistance mise sur certains brouillons (Tocqueville les classait dans une rubrique générale intitulée, en anglais, "rubbish") ne change guère, au fond, l'état des connaissances. En revanche, les "inédits de Yale" apportent beaucoup. Ils confirment les hésitations sur "le gouvernement démocratique", resenti comme "chef-d'œuvre de la civilisation et des lumières", et néanmoins capable de déboucher sur "la servitude". De plus, bien des fois Tocqueville remet in petto en cause l'ordonnancement finalement adopté de l'effet des mœurs sur les lois, puis des lois sur les mœurs.

Toujours dans les "inédits de Yale", Tocqueville en vient à redouter à ce point la démocratie qu'il recommande de la fuir, car "elle mène à la barbarie". Plus loin, nous lisons encore : "Ce que je veux, ce n'est pas une République, mais une monarchie héréditaire - et je l'aimerais mieux légitime", ce qui écarte l'option orléaniste.

Ainsi allons-nous d'hésitations en choix surprenants, il est vrai gardés à l'état de réflexions intimes. Pourtant, un homme agité, au moment de la conception, de telles hésitations, de telles contradictions a-t-il bien maîtrisé, dans ses conclusions livrées au public, la science sociologique ? Quel que soit son talent ou même son génie, ne s'agit-il pas d'autre chose ? C'est sans doute ce que se demande Lamberti, qui voit en Tocqueville un cartésien, aussi un pascalien "par l'angoisse devant les limites de la raison", et qui concède volontiers l'absurdité d'attendre de notre auteur "la rigueur conceptuelle... d'un sociologue contemporain". Cependant Bourricaud et Lamberti ne vont jamais au-delà. Ils désapprouvent les excès d'un Sainte-Beuve à l'encontre de la "Seconde Démocratie" (publiée en 1840), jugée trop moralisante et méditative, et ils tendent à conclure fort justement sur l'importance de l'historien et du penseur politique.

Voilà d'ailleurs, le grand mot lâché. Peut-on être, vraiment, un sociologue, tout en poursuivant une carrière politique ? Jean-Claude Lamberti relève avec pertinence - et ce n'est pas la partie la moins intéressante de son livre - des variations chez Tocqueville, non seule-

ment dans ses discours au Parlement, mais dans ses écrits de fond, selon les événements, les menaces imminentes ou reportées de révolution violente, et la poursuite d'un combat incertain contre un autre grand homme, Guizot. C'est Tocqueville entre le centre gauche et la gauche dynastique. C'est Tocqueville qui va jusqu'à cacher certains aspects de sa pensée profonde - au-delà des impulsions en cours de création - parce que cette pensée profonde, sur la liberté principalement, ne "passerait pas", ne saurait être comprise. La liberté "fait peur". Elle est "troublante".

De la sorte, je l'ai dit, Jean-Claude Lamberti ne va jamais trop loin, et il rend finalement le plus grand hommage à Tocqueville : un penseur qui a au cœur la liberté au point de ne livrer bataille qu'à bon escient. Alors Raymond Aron, le "témoin engagé", avait bien raison de porter haut une science - celle de Tocqueville - qui a l'art de se faire entendre. Il y a donc une cohérence dans la pensée tocquevillienne, et elle n'échappe pas à Lamberti. Cette cohérence se rattacherait à ce que Jean Cazeneuve appelle la "vraie sociologie", débarrassée de boursoufflures, de logique apparente, ou bien tombant tout au contraire dans une espèce d'essentialisme platonicien, qui aboutit trop facilement à assimiler dictature du peuple et dictature d'un seul (Benjamin Constant). Ligne de crête que cette logique tocquevillienne, toujours attentive à distinguer la démocratie et la révolution, l'esprit libéral et l'esprit révolutionnaire. Une aimable polémique entre Maurice Schumann et Jean-Claude Lamberti (voir "France-Forum", de novembre-décembre 1983) en donne une illustration. Il est vrai que Tocqueville, homme politique en responsabilité, a été profondément choqué par certains aspects, à Paris, de la révolution de 1848. Ces événements l'ont changé. Cependant, ils ne l'ont jamais fait revenir sur la primauté accordée à ses convictions libérales et, ce qui est aussi important, sur sa conception de l'égalité. Séparer l'esprit de l'égalité de l'esprit révolutionnaire, oui. Mais ne jamais oublier que la grande démocratie américaine a été fondée par des "colons pieux", aux yeux desquels la morale de la religion - l'égalité de tous devant Dieu - installe une égalité de condition, qui est l'idée mère de Tocqueville. Grâce à elle, constate celui-ci, grâce à l'accord entre les lois et les mœurs religieuses, "le pacte fondamental substitue... une égalité morale et légitime à ce que la nature avait pu mettre d'inégalité physique entre les hommes".

Et puis, reconnaissons-le, si les positions de Tocqueville changent de la "première Démocratie" (1835) à la "deuxième Démocratie", aux *Souvenirs*, à *L'Ancien régime et la Révolution*, les méthodes de Tocqueville - elles-mêmes - se modifient. Le jeune voyageur n'a pas la même approche que l'homme politique récemment élu ; le parlementaire chevronné n'a pas le même coup d'œil sur un Paris révolutionnaire que l'écrivain revenu complètement, après 1852, à la vie privée. Et il est probable, que ces méthodes, dont nous parlons, se rapprochent de plus en plus des moyens d'investigation scientifique, rigoureuse, qu'évoque Jean-Claude Lamberti à propos

de la sociologie d'aujourd'hui. Finalement, Tocqueville applique entièrement sa maxime que "les véritables lumières naissent de l'expérience", et nous y pensons irrésistiblement quand il en vient à la conception de *L'Ancien régime et la Révolution*, aux très longues et minutieuses recherches effectuées alors dans les chartiers, les archives de province. Ainsi qu'aux inépuisables informations prises auprès de témoins oculaires. La correspondance avec Adolphe de Circourt (2) - récemment publiée dans les *Œuvres Complètes* - est un exemple de cette chasse aux renseignements de première main, fut-ce auprès d'un homme par ailleurs quelconque, mais qui avait beaucoup voyagé, approché des personnalités en question, et qui - en plus d'une inlassable bonne volonté, était doué, juge Tocqueville, d'une "merveilleuse facilité à tout comprendre, tout classer, tout retenir".

Classer méthodiquement des informations précises, voilà un travail quasi-scientifique. C'est celui entrepris pour *L'Ancien régime et la Révolution* dans son volume achevé, et dont nous connaissons les principales démarches pour le deuxième volume, inachevé. Ce travail là renforce Tocqueville dans sa constante conviction (elle s'étend, remarque Lamberti, de la "première Démocratie" jusqu'à la mort) que "la Révolution de 1789 est, à la fois, le fondement de la liberté et celui d'une tradition révolutionnaire qui menace la liberté". Il faut donc rechercher le modèle de la démocratie en elle-même, et non pas dans un quelconque passé. Tocqueville écrira à peu près : il faut corriger les défauts de la liberté par plus de liberté.

Toute réflexion faite, tout compte fait, ce qui nous avait paru, selon certains manuscrits intimes (inédits de Yale), une inquiétante instabilité, une irritante hésitation, n'était-ce pas, à l'inverse, le signe d'une extraordinaire capacité à embrasser un très large horizon, disons même le signe d'un don prophétique ? Personne ne parle ici de Karl Marx, et Tocqueville moins que quiconque. Mais Jean-Claude Lamberti remarque justement que "Tocqueville a donné un nouveau fondement au libéralisme, en discernant dans la culture démocratique les dangers qui la menaçaient le plus gravement par l'érosion de sa composante libérale". Après la démocratie américaine et la Révolution de 1789, la révolution de 1848. Après la révolution de 1848, la Révolution d'Octobre 1917. La démocratie, à la fois produit de la "civilisation des lumières", mais capable un jour de déboucher sur "la barbarie", ce n'était pas délire, mais peut-être était-ce en effet, prévision géniale. Voilà en tout cas, comme conclut Jean-Claude Lamberti - arguant de surcroît des projets de réforme pénitentiaire et de plans sociaux pour le département de la Manche -, qui donne à Alexis de Tocqueville une "place originale entre les libéraux classiques et les démocrates chrétiens".

Jacques NANTET

(1) *Tocqueville et les deux démocraties* par Jean-Claude Lamberti. P. U. F., coll. "Sociologies", 1983.

(2) *Correspondance d'Alexis de Tocqueville avec Adolphe de Circourt et avec Madame de Circourt*, tome XVIII. Gallimard, 1983.

Interview de Renée ROUSSEAU

LES FEMMES ET LE P.C.F.

Dans *Les femmes rouges*, (1) Renée Rousseau tient la chronique des années Vermeersch, 1940-1960. C'est l'étude systématique du rôle et de l'action des femmes au sein du PCF. Un PCF inconditionnellement stalinien. Sur ce sujet essentiel, aucun travail n'existait à ce jour.

Quel bilan faites-vous de l'engagement des femmes au PCF entre 1940 et 1960?

Un bilan qui n'est pas totalement négatif. Plusieurs milliers de femmes acquièrent ainsi une expérience politique. Le reste est moins notable car les femmes communistes ont toujours tenu la lutte féministe pour petite-bourgeoise. Sauf au début du siècle où elles soutinrent cette cause. Les communistes ont choisi le tout-politique.

Rappelez-nous l'historique et la finalité de l'Union des Femmes Françaises.

L'UFF est un mouvement né pendant la guerre. Première finalité avouée : lutter contre l'occupant et en faveur des ménagères. Ses dirigeants, Maria Rabaté, Claudine Chomat, Yvonne Dumont exercent des responsabilités au sein du Parti. En clair, le PC exerce un contrôle direct sur les ménagères. A la Libération, l'UFF développe une action de type social. Dès le retour de Jeannette Vermeersch d'URSS le mouvement a pour mission d'organiser les "masses féminines" et d'aligner leurs mots d'ordre sur ceux du Parti. En 1950, l'alignement est complet. La "Commission féminine" du Parti y veille attentivement.

Quelle vision de l'URSS avait, en 1950, une communiste? Qu'attendait-elle de ce pays?

D'abord, c'était une référence constante ! Il était dit qu'en URSS les femmes avaient gagné en tout point l'égalité avec les hommes. Grâce à Staline, les mères pouvaient à la fois travailler et élever leurs enfants dans les meilleures conditions. D'où pour l'UFF la subordination du niveau de vie des femmes à la lutte syndicale. En toute occasion, l'UFF assène cette contre-vérité : l'URSS, seule au monde, affirme et soutient le droit des femmes. Au vrai, l'UFF se trouve en lien constant avec le Mouvement des Femmes Antifascistes Soviétiques représenté par Nina Popova. Créée en 1945, la Fédération Démocratique Internationale des Femmes regroupe l'UFF ainsi que d'autres organisations de femmes communistes dans le monde entier. L'UFF y apparaît comme prédominante.

Les choses ont-elle changé, aujourd'hui?

Point délicat. Sur le fond, elles n'ont pas changé. Toutefois, à partir des années 1970, sous la pression des mouvements féministes, l'UFF dû modifier ses positions. Exemple : la contraception, qu'elle admit. Mais

l'URSS ne pouvait plus être offerte comme point de référence. L'information sur ce pays avait fini par passer en Europe. Les dirigeants du PC n'en pensaient pas moins, mais prirent extérieurement leurs distances. Ce changement tactique ne touchait donc pas l'essentiel. C'était un repli, une forme d'abandon qui n'était suivi d'aucune remise en cause.

Lancé à fond dans l'idôlâtrie stalinienne, le PC n'éloignait-il pas, de fait, la Française "moyenne"?

Dans ces années-là, le PC représentait le quart de l'électorat ! C'est-à-dire qu'il était soutenu par des gens proches de lui, mais non communistes. Phénomène qui s'observe chez les femmes. L'UFF oscillait entre les mots d'ordre du Parti et un discours maternel bêtifiant. Ainsi, la femme politisée et la mère de famille y trouvaient leur compte. Cette politique des "deux tableaux" n'empêcha pas néanmoins l'hémorragie militante lors de la guerre froide. Sa cause ? Le fonctionnement sectaire et figé de l'UFF après la Libération.

Jeannette Vermeersch domine le PC à l'heure stalinienne. Que représentait-elle au juste?

Cette petite ouvrière, épouse de Maurice Thorez avait un statut de déesse-mère. D'une très forte personnalité, redoutée pour ses colères, elle fascinait littéralement les autres dirigeantes. Ce fut la première femme à entrer au Bureau Politique, en 1950, et la seule jusqu'à sa démission, en 1968, à cause de l'affaire tchécoslovaque. Militante convaincue, mère accomplie, son inconditionnalité stalinienne n'en a que plus d'impact. Engagée essentiellement dans le syndicalisme avant-guerre, elle prend d'autorité, à son retour d'URSS en 1944 l'organisation des mouvements féminins communistes

En définitive, l'"intérêt" principal des militantes pour le PC durant la guerre froide n'était-ce pas d'associer maternité et pacifisme?

Pendant toute cette époque, le PC organise les "masses féminines" afin de disposer d'un réservoir de troupes à jeter dans la balance du "pacifisme". Dans ce contexte, la démocratie c'est l'URSS. Il faut donc attirer les femmes sur ce terrain. La corde la plus sensible reste la maternité. Ainsi se tiennent des congrès de mères. Au nom de la protection des enfants, pendant la guerre de Corée, le Parti lance une affiche représentant un bambin endormi avec, en surimpression d'affreux moustiques le menaçant. C'est la mise en accusation de l'arme bactériologique employée par les USA en Asie du Sud-Est. Dans les discours de l'UFF, il est deux mots qu'il n'est pas question de dissocier : les femmes-les mères...

Propos recueillis par
Eric VATRÉ

(1) Albin Michel, 293 p., 85 F.

LA VIE LITTERAIRE

par Philippe SENART

Raymond Abellio : Visages immobiles - Jean-Paul Sartre : Lettres au Castor - La Correspondance de Chateaubriand - Sur Elie Faure.

P our faire connaissance avec M. Raymond Abellio, il faut lire ses Mémoires. *D'Un faubourg de Toulouse* (1) aux *Militants* (2) et à *Sol invictus* (3), du surréalisme, du trotskisme ; du parti socialiste ouvrier révolutionnaire de Marceau Pivert au Cercle X Crise et à la Cagoule, en passant par le Front populaire sous lequel il a été directeur des travaux au Ministère de l'Economie nationale, on suit l'itinéraire insolite et, à première vue, incertain, de ce polytechnicien, de ce descendant des cathares jusqu'au terme nécessaire d'une évolution rigoureuse : le

roman. "J'ai vécu d'abord, a-t-il fait dire à celui de ses personnages qui lui ressemble le plus, le romancier Dupastre, réfléchi ensuite, écrit enfin". L'homme qui a le plus compté dans sa vie et qu'il a rencontré dans des circonstances étranges en 1942 à Paris, Pierre de Combas, sorte de mage cabaliste dont il a longuement parlé dans *Sol invictus* et auquel il a donné le nom de Pujolhac dans son premier roman *Heureux les pacifiques*, publié en 1946 par Jean Renon aux éditions du Portulan, l'avait mis en garde contre cette "aptitude à écrire" qui risquait, selon lui, de le contrarier dans la démarche vers l'Absolu

où il le guidait. "Pour faire aimer l'agitation, que de ruses", a confessé M. Raymond Abellio. Au moment où il se détournait de l'Action et où celle-ci ne pouvait plus lui paraître que vaine agitation, alors qu'un idéal de pureté s'imposait à lui, le roman n'était-il pas une de ces ruses ?

Après *Heureux les Pacifiques*, M. Abellio publia *Les Yeux d'Ezechiel sont ouverts* (4). Il se présentait, sous l'aile de l'Ange exterminateur du Zohar, comme un romancier luciférien dont la mission aurait été de précipiter l'Apocalypse et de détruire le monde. En même temps, il publiait *Vers un nouveau prophétisme* et *La Bible document chiffré* (5). On pouvait se poser la question : le roman n'était-il pas chez lui l'exutoire d'une imagination tourmentée, d'une recherche fiévreuse ? N'était-ce pas par le roman, n'était-ce pas dans la jouissance esthétique, qu'il entendait compenser un excès d'intellectualité ? Ce contre-poids ne risquait-il pas alors de l'entraîner dans un mouvement opposé à celui qui devait l'élever vers la sagesse ? Ecrivant après *Les Yeux d'Ezechiel* et *La fosse de Babel* (6), *Visages Immobiles* (7) que nous venons de lire, M. Abellio s'interrogeait : il n'était pas très sûr que Pierre de Combas n'ait pas eu raison et qu'il n'eût pas mieux fait de "manger le fruit de la connaissance" que celui-ci lui tendait que de jalonner de ses pépins une œuvre romanesque où ne les ramasseraient que des mains profanes. Mais il proclamait quand même que "le roman seul peut dire la vérité totale" et il cherchait à en dégager "l'essence du temps pur de toutes les vies". Il voulait écrire un roman métaphysique en lui donnant le sens mallarméen du *Livre*, du *Grand œuvre* dans lequel l'écrivain, en un instant unique, saisit, récapitule, anéantit l'univers. La fonction du romancier n'est pas dans cette perspective d'"activer le monde pour le faire accoucher de quelque chose" comme M. Abellio faisait dire un jour à l'un de ses personnages, mais de l'abolir en le transcendant. Pour écrire ce roman, pour y brûler l'essence du monde, M. Abellio s'est installé, comme le Parfait cathare sur son pic de Montségur ou le stylite sur sa colonne au milieu du désert, dans une position où *monter* et *descendre* n'ont plus de sens, où paradis et enfer ne s'opposent plus, où l'intelligence ne fait que se contempler dans l'acte de produire du néant. "Le romancier est d'autant plus créateur qu'il est infécond" a écrit paradoxalement M. Abellio. Ainsi, a-t-il cru échapper au piège que lui tendait l'activité romanesque se substituant insidieusement à l'activisme politique. Ainsi a-t-il cru déjouer la ruse qui pouvait le détourner de la fin qu'en donnant congé au monde, à ses pompes et à ses œuvres il s'était assignée.

M. Raymond Abellio nous a confié dans ses Mémoires l'importance qu'il attachait au roman déjà tout pensé en lui, qu'il ne lui restait plus qu'à écrire et auquel il avait sans plus attendre donné son titre, *Visages immobiles*. *Visages immobiles* est son *dernier* roman, le roman qu'il a voulu être *l'unique*. Il l'appelle *le roman du huitième jour*, parce qu'il le transporte au-delà du temps de la création dans l'éther éternel où s'accomplit son *assomp-*

tion. Il le situe comme *la Fosse de Babel* à New-York, lieu prédestiné, exposé à tous les foudroiements dont il analyse le *génie* au sens où M. Michel Butor a entendu ce mot dans un maître livre, *Le Génie du lieu* (8). Un groupe d'activistes négateurs de tout, même de l'action, y prépare, dans les entrailles du sol de Manhattan, l'implosion qui, à la fois, détruira et transfigurera le monde. Ce roman non-événementiel qui se veut le roman de *l'homme intérieur* et qui ne vise qu'à s'établir souverainement dans l'Inaction commence pourtant comme un roman de Jules Verne dans le style le plus anecdotique. "Ce matin là, Dupastre sortit du York club à neuf heures par un soleil léger". L'anecdote s'y prolonge dans un nouveau *Voyage au centre de la terre* ou dans un nouveau *Cinq cents millions de la Begum* à la faveur de fictions que d'aucuns pourront juger extravagantes. Mais il ne s'agit plus de faire avancer l'Histoire en accélérant les rythmes, fût-ce dangereusement, comme au temps de Jules Verne, il s'agit de l'arrêter, de la finir. "Le roman arrête l'Histoire" a écrit jadis M. Abellio. Il ajoutait pour compléter sa pensée qu'en arrêtant l'Histoire, le roman la dépassait et la délivrait. La mort n'était pour lui qu'un commencement. *Visages immobiles* est ce roman d'anticipation sur le commencement de ce qui se passera après la mort. La mission du romancier qui ne se limite pas à la destruction du monde s'y révèle une mission posthume.

Les rapports de Raymond Abellio et du monde nous ont longtemps intéressé. Ici, le monde aboli, où se trouverait l'intérêt de ce roman si les rapports de M. Abellio, non plus avec celui-ci, mais avec son œuvre, n'y apparaissaient désormais au premier plan ? Je me suis demandé dans un essai que j'ai consacré autrefois à l'auteur de *la Fosse de Babel* si M. Abellio s'anéantirait dans son œuvre suivant le processus mallarméen de la destruction et de la dissolution du créateur dans la seule incorruptibilité impersonnelle de la création ou si, au contraire, il s'en détacherait suffisamment pour pouvoir dans l'espace nécessaire entre le créateur et la création, rester son juge. Mais ajoutai-je : "L'indifférence à l'œuvre elle-même ne serait-elle pour l'arrière petit-fils des cathares le suprême risque ?" *Visages immobiles* apporte la réponse. Entre les personnages de Pirenne, l'activiste esthète et de Drameille, le penseur nihiliste, entre ces deux pôles de lui-même, Vérité d'une part, Beauté d'autre part, Dupastre-Abellio soumis à l'attraction réciproque de ses contraires, écrit : "Pirenne fascinait cette part de moi qui restait attachée aux formes c'est-à-dire à ce fonds irréductible qu'aucun homme vraiment créateur et donc engagé dans une confrontation prométhéenne à sa propre divinité, n'acceptera jamais d'aliéner dans un détachement réputé supérieur". M. Abellio sacrifie le monde à la vérité, mais en sauve la beauté. Ce faisant, il succombe à la tentation esthétique et n'évite pas le piège que lui tendait le roman.

*
* *

Les *Lettres au Castor* (9) adressées par Jean-Paul

Sartre à Mme Simone de Beauvoir, au long de trente cinq années d'une quasi commune existence, complètent le portrait qu'il a tracé de lui-même dans les *Carnets de la drôle de guerre* dont j'ai rendu compte dans le numéro de cette revue de l'été 1983. Non seulement, dans ces lettres Sartre raconte sa vie, mais il se regarde vivre dans le miroir que lui offre sa correspondante, celle qu'il appelle sa "petite épouse morganatique". "Tout ce qui m'arrive, écrit-il, je pense à vous l'écrire. Vous êtes ma conscience et mon témoin. Vous êtes la consistance de ma personne". Ou encore ceci : "Je suis en vous, mais vous êtes aussi en moi. Vous êtes à l'horizon de toutes mes pensées. Tout ce que je pense ou sens ou écris est pour vous... Vous êtes comme l'objectivité du monde qui m'entoure, qui sans cela serait seulement le mien et qui est le nôtre". Une telle correspondance est précieuse pour étudier les relations de Sartre et de Simone de Beauvoir et pour analyser l'intimité très particulière qui s'est établie entre eux. A cet égard, il est intéressant de lire parallèlement les Souvenirs de Mme de Beauvoir, notamment dans *la Force de l'Age* (10) ; ils projettent sur les mêmes événements vécus ensemble un éclairage parfois un peu différencié. Mais cette Correspondance est aussi d'une façon générale extrêmement instructive en ce qu'elle illustre, dans le cadre de l'existentialisme sartrien, le rôle de l'Autre par rapport au Moi et elle présente de ce point de vue un intérêt philosophique.

Le lecteur moyen, néanmoins, n'ira pas chercher dans les *Lettres au Castor*, la confirmation des théories de l'auteur de *l'Etre et le Néant*. Il sera intéressé surtout par le témoignage sur une époque, celle de l'avant-guerre, vécue par Sartre et Simone de Beauvoir dans les villes de province, Laon, Le Havre, Marseille, Rouen où ils enseignaient et à Paris dans le monde de la bohème des cafés et des hôtels de Montparnasse auquel ils se mêlaient plus peut-être par curiosité et désir de jeter leur gourme de petits bourgeois que par goût. Des événements quotidiens extrêmement minces occupent dans ces lettres une grande place. Les activités sexuelles de Sartre s'y étalent sans pudeur surtout si l'on songe qu'elles sont mises sous les yeux de l'épouse morganatique. Mais il arrive qu'elles fassent l'objet de repentirs et de résolutions intéressantes. "Je n'ai jamais su mener proprement, confesse Sartre, ni ma vie sexuelle ni ma vie sentimentale ; je me sens tout profondément un salaud et de petite envergure, par-dessus le marché, une espèce de sadique universitaire et de Don Juan fonctionnaire à faire vomir. Il faut changer ça. Il faut que je m'interdise 1^o les petites histoires canailles 2^o les grandes histoires par légèreté... Mon activité de vieux marcheur recevra son point final. Dites-moi ce que vous en pensez". Cette dernière phrase est bien amusante. Les grands événements restent à l'arrière-plan de la relation quotidienne par Sartre de ses faits et gestes et ils n'apparaissent guère. A peine, au moment des accords de Munich, Sartre note-t-il : "Nous avons un sursis. Je n'en demande pas plus pour l'instant. On verra bien". La politique tient une autre place, semble-t-il, dans les préoccupations de Simone de Beauvoir. Celle-ci nous les livre dans *la Force de l'Age*. Peut-être est-ce là

qu'il faut aller chercher comment a réagi Sartre devant l'actualité. Dans ces lettres au Castor, il paraît beaucoup plus préoccupé par les débuts tardifs de sa carrière littéraire. On le voit pénétrer timidement sur la pointe des pieds dans le bureau de Brice Parain ou celui de Jean Paulhan chez Gallimard. Il prend vite de l'assurance. Il porte sur ces confrères des jugements très pertinents. *La condition humaine* dont personne aujourd'hui n'ose contester le caractère de monument historique lui paraît dans beaucoup de ses pages "ridicule et mortellement ennuyeuse".

Une grande partie des deux volumes des *Lettres au Castor* est occupée par les lettres envoyées du cantonnement alsacien où Sartre a écrit ses *Carnets de la drôle de guerre*. Il vit là dans l'étude et la saleté en normalien fidèle aux habitudes des *thurnes*. "Je suis, dit-il, d'une saleté repoussante par goût et par quasi mysticisme. Je répugne". Il donne dans ces lettres de guerre des indications sur son roman *l'Age de raison* que les auteurs de thèse du XXI^e siècle exploiteront. Il évoque avec nostalgie l'omelette mangée sur un coin de guéridon de café à Montparnasse au temps de la paix. Avec le goût pour le café au lait et les croissants sur lequel il s'est étendu longuement dans ses *Carnets*, nous avons un aperçu complet sur un certain Sartre insolite et sympathique. Ses prévisions politiques sur la durée et l'issue de la guerre, ses opinions sur les "conneries" des allemands en matière stratégique et les pertes énormes qu'ils essuient, sont assez cocasses. Elles achèvent par quelques traits de jorbardise le portrait du Sartre sympathique.

*
* *

M. Pierre Riberette a attaché son nom à la publication de la *Correspondance générale* de Chateaubriand. Le quatrième tome vient d'en paraître (11). Il recueille les lettres écrites entre le 1^{er} janvier 1821 et le 30 mars 1822. C'est dire que le chantier ouvert par M. Riberette n'est pas près d'être terminé. On ne louera jamais assez l'intrépidité et la ténacité de ces chercheurs, un M. Riberette, un M. Lubin, un M. Philippe Kolb, une Mme Jasinski qui, en cette seconde moitié du XX^e siècle, se sont consacrés, dans l'indifférence du grand public et avec le chic concours de l'Etat, à l'édification de monuments aussi considérables que les correspondances de Chateaubriand, de George Sand, de Marcel Proust, de Madame de Stael. Voilà, me semble-t-il, ce qui dans la littérature de ce temps presque entièrement condamnée à l'oubli, est important. Qui s'en aperçoit ? On préfère acheter les prix littéraires dont trois sur quatre ne valent pas un pet de lapin...

Le tome IV de la *Correspondance générale* de Chateaubriand marque véritablement, après l'assassinat du Duc de Berry, la démission de Decazes, et la nomination dans le cabinet Richelieu de deux ministres "royalistes", Corbières et Villèle, le commencement de la carrière publique de notre auteur. Envoyé à Berlin en ambassadeur, il compte bien en revenir rapidement ministre. Il écrit, des bords de la Sprée où il danse avec des prin-

cesses, en jouant à l'iroquois, des marches polonaises, qu'il a "autre chose à faire que d'assister à des bals". Le métier d'ambassadeur ne l'intéresse pas. C'est "un métier facile, et tout le monde peut le faire", écrit-il à Madame de Duras. A madame Récamier, il dit qu'il connaît "trente imbéciles qui feraient d'excellents ambassadeurs". Il est mortifié de n'avoir pas été envoyé au congrès de Laybach où se décident les affaires de l'Europe, mais il bombarde le baron Pasquier, son ministre, de dépêches diplomatiques où il donne son avis sur ce qu'il faut faire à Laybach et aussi sur ce qu'il faut faire à Paris. Il espère que ses dépêches seront appréciées et qu'elles montreront qu'il peut faire un ministre tout à fait convenable. Il est impatient, il veut que le temps d'épreuve de Berlin soit "court". Il brandit toujours sur la tête du ministère la menace de son retour et il se refuse à l'idée d'entraîner une fraction du parti "royaliste" dans l'opposition, mais il laisse entendre qu'il en est capable. La lutte contre la Révolution partout où celle-ci se manifeste, que ce soit aujourd'hui à Naples ou demain en Espagne, est son objectif majeur mais avec des armes constitutionnelles. Rentré à Paris au printemps 1921 à la faveur d'un congé, il ne retournera pas à Berlin, mais s'emploiera à faire le siège du ministère. Dans les lettres de cette période qui sont souvent de simples billets, alternent l'espoir, l'inquiétude, le dépit. Chateaubriand meurt d'envie d'être ministre, il ne veut pas le montrer et il est obligé de soigner son envie rentrée par des applications de sangsue. Il devra se contenter d'être ambassadeur à Londres. A la veille d'être nommé, il écrit à Madame Récamier : "Mardi matin 8 janvier : Je n'ai pas dormi. Ma pauvre tête, sans compter le cœur, est bien malade. Je suis bien dégoûté et je voudrais qu'on n'eût jamais pensé à cela. J'espère encore que le maître refusera sa signature..." Mais le maître signera et Chateaubriand sera comblé. La scène où il joue sa comédie va désormais s'élargir aux dimensions véritables de son génie.

*
* *

La réédition par la librairie Hachette de l'*Histoire de l'Art* dont Elie Faure avait commencé la publication en 1909 et qu'il n'a terminée qu'en 1921, a attiré l'attention sur l'essayiste, l'esthète, le moraliste à qui Georges Duhamel écrivait : "Une grande puissance morale et verbale vous permet de jouer dangereusement avec des idées explosives". Les *Cahiers Elie Faure* (12) dont la seconde livraison vient de nous parvenir, devrait contribuer à tirer de l'oubli les autres œuvres d'Elie Faure en nous en faisant d'abord connaître l'auteur, qui comme le rappelle Maurice Chatelain dans la présentation du cahier, s'est toujours trouvé placé à la fois au centre et en marge des préoccupations de son époque. C'est ainsi qu'après avoir fait le tour du monde en 1935, l'ancien condisciple de Léon Blum au lycée Henri IV, l'ami d'Einsenstein, celui de Jean-Richard Bloch a adhéré au comité de défense des mineurs des Asturies et est devenu en 1936 président de l'association des amis de l'Espagne. Il milite pour l'intervention, il préside des meetings, c'est presque à la tribune

qu'il meurt en 1937, terrassé par un infarctus. La Revue *Europe* lui consacrera un numéro spécial d'hommage. Mais Elie Faure n'a été à aucun moment l'otage d'un parti politique. Lui qui admire Céline, qui a participé au comité du cinquantenaire de Gobineau, qui collabore à *la Grande Revue* de Gonzague Truc, qui est l'ami de Xavier de Magallon et de Joachim Gasquet, il est même difficile à classer dans une famille d'esprits. Il reste entre la gauche et la droite, un franc-tireur. Pour suivre son itinéraire intellectuel dans la première moitié du XX^e siècle, il faut lire les excellentes pages que son fils M. Jean-Pierre Faure a écrites sur sa vie, son milieu, ses rencontres.

L'idéalisme d'Elie Faure le conduit à placer, comme Romain Rolland, toutes ses espérances dans l'avènement d'une religion sans prêtres, sans culte, sans dogmes, sans morale. Ce protestant n'est attiré vers le catholicisme que par la beauté sensuelle de la liturgie. Mais il ne veut pas séparer l'esprit de la matière et au dualisme de la pensée occidentale, il oppose un monisme qui lui vient d'Orient. "Pousser l'Homme en avant", tel est son but. Pour cela, il faut mettre en évidence, il faut utiliser, il faut exalter les forces antagonistes qui le constituent. De cette préoccupation est issue sa philosophie de la guerre qui l'oppose au pacifisme rationaliste de Duhamel. Dans l'un des plus remarquables textes de ces *Cahiers*, M. Christian Dedet, médecin et écrivain comme Elie Faure et comme Georges Duhamel, analyse *la Sainte Face* publiée en 1916 par celui qui n'a encore écrit que la première partie de *L'Histoire de l'Art* et *Les Constructeurs* et qui complètera les réflexions sur la guerre de cet essai dont le moins qu'on puisse dire est qu'il dérange les idées reçues en publiant en 1920 *la Danse sur le feu et sur l'eau*. Pour Elie Faure la guerre est "inévitabile" comme elle l'était dans une autre acception, mais avec le même sens. "divine" pour Joseph de Maistre ; et il faut donc l'accepter car c'est elle qui fait avancer l'humanité en l'extrayant par la violence des entrailles de la terre où elle resterait à l'état foetal. C'est le réalisme tragique d'Elie Faure qui attire l'attention de M. Christian Dedet et qui lui permet d'esquisser brillamment le rapprochement qui s'imposait entre l'auteur de *la Sainte Face* d'une part, Drieu la Rochelle et Ernest Junger d'autre part. "Je ne crois qu'au règne de la vie indifférente et sans objet que l'homme traverse en artiste, en lui donnant sa forme fugitive". M. Christian Dedet cite cette phrase d'Elie Faure tirée de *l'Histoire de l'Art*. Elle a inspiré Malraux. Mais il y a autre chose que ce pessimisme esthétique dans *la Sainte Face*. On y voit l'Homme accouché par la guerre, en mouvement, dans un effort harassant et grandiose, vers une idée de lui-même supérieure à toutes les contingences. Cette marche d'Elie Faure au-delà de l'Homme, c'est ce que nous aurons intérêt à suivre dans les Cahiers à venir.

Philippe SENART

(1) (2) (4) (5) (6) (7) (9) (10) (11) Gallimard.

(3) Ramsay.

(8) Edition de Minuit.

(12) Société Elie Faure, 167 Bld Saint-Germain PARIS.

LIVRES SIGNALÉS :

Gobineau, Julien Green, Daniel Boulanger, Louis Guitard, Leroy-Ladurie, Pierre Chaunu.

• Gobineau bénéficie d'une brillante promotion. Il est entré à la Pléiade où il voisine désormais avec Jarry et Marx. Le Rousseau gentillâtre est-il absous d'avoir écrit *l'Essai sur l'inégalité des races humaines* ? Ce texte figurait dans le premier volume des *Œuvres* présenté par M. Jean Gaulmier avec la collaboration de M. Jean Boissel. Le second volume que nous venons de recevoir comprend *Trois ans en Asie*, les *Religions et les philosophies de l'Orient*, des nouvelles : la merveilleuse *Akrivié Phrangopulo*, *La Chasse au caribou*, *Adélaïde*. Ce volume est présenté comme le premier par M. Gaulmier, avec la collaboration de MM. Lesetieux et Vincent Montel : Tocqueville, dont Gobineau fut en 1849 le chef de cabinet au ministère des affaires étrangères, avait prédit que "dans un pays où la liberté de l'esprit est de toutes les libertés celle qui manque le plus, il se ferait autour de lui un silence universel", mais Albert Sorel avait annoncé que "son heure viendrait". Elle a sonné en 1923 lorsqu'Edouard Herriot présida la cérémonie de son cinquantième à la Sorbonne. Aujourd'hui avec la publication de la Pléiade, c'est dans le beffroi de la rue Sébastien Bottin, grâce à l'équipe de carillonneurs rassemblés par M. Gaulmier, une volée de cloches. Le silence est bien rompu.

• Robert Brasillach a dit un jour que le style des romans de M. Julien Green les faisait ressembler à des œuvres traduites de l'anglais. *Histoires de vertiges* (Plon) rassemble des nouvelles écrites par M. Julien Green de 1920 à 1956. Il se trouve que la première de ces nouvelles, *l'Apprenti psychiatre*, a été écrite précisément en anglais à l'université de Virginie. Mais toutes les autres ont été écrites en français. Elles expriment "le torturant désir d'infini" dont M. Green nous dit que sa vie fut "empoisonnée". Les frontières entre la mort et le rêve, aux confins parfois de la folie, y sont à peine tracées. On baigne dans un *no man's land* crépusculaire où l'on savoure au milieu d'être beaux et troublants un avant-goût un peu sulfureux d'éternité. Certaines de ces nouvelles évoquent le monde du *Visionnaire* ou de *Minuit* ; d'autres, celui d'*Adrienne Mesurat*. Sans cesse, M. Julien Green revient de ses fugues nocturnes au bord de l'infini vers les asiles protecteurs où il a logé son enfance, par exemple la maison de la rue de Passy. On ne perd jamais de vue à travers ces *Histoires de vertiges* l'itinéraire personnel de l'auteur.

• "Je fus un soir au cirque Bostock, nous a confié Max Jacob dans ses Souvenirs, et j'y vis un acrobate qui parvenu au sommet de la voûte et d'une corde, se suspendait par les dents parallèlement au plafond". "Ah, me dis-je, voilà ce qu'il me faut faire avec mon cerveau". Cet exercice est celui auquel se livre M. Daniel Boulanger lorsqu'il écrit ses nouvelles. Le dernier recueil qu'il nous en donne chez Gallimard, *Les Jeux du tour de ville*, nous montre, s'il en était encore besoin, que cet acrobate de

foire, ce funambule, ce prestidigitateur, a plus d'un tour dans son sac. Il se promène dans une petite ville et au coin de chaque rue, sur chaque place, il plante ses tréteaux pour donner sa représentation au hasard de sa fantaisie, devant une assistance qui pousse des *oh !* est des *ah !* Il n'y a pas de meilleure critique à faire des *Jeux du tour de ville* que de pousser aussi nos *oh !* et nos *ah !*

• Clémenceau fut au sommet de sa carrière l'homme politique le plus adulé et, après sa mort, le plus contesté. Au contraire, Léon Blum qui souleva de son vivant tant de haines, est depuis sa disparition le centre d'un concert d'éloges bien accordés. Dans ce concert, le livre de M. Louis Guitard (éditions Regirex) fera-t-il un *couac* ? Le titre donné à cet ouvrage, *Mon Léon Blum* exprime curieusement une tendresse refoulée, qui n'est peut-être que celle de l'auteur pour sa jeunesse. M. Louis Guitard, au temps du "Front Populaire", portait au lycée une pochette tricolore et il a entrepris de *déstaturier* Léon Blum, mais il s'en prend plus à ceux qui ont édifié la statue, en particulier à M. Lacouture qu'au sujet lui-même. Il préfère pour sa part le réduire à l'état de statuette et il range cet ivoire délicat dans la vitrine où, avec d'autres bibelots d'avant-guerre, l'esthète de la *Revue blanche* est plus à sa place qu'à la tribune d'un meeting.

• M. Emmanuel Le Roy-Ladurie publie chez Gallimard *Parmi les Historiens* et M. Pierre Chaunu, à la Librairie Académique Perrin, *Pour l'Histoire*. Ce sont deux recueils d'articles et de compte-rendus sur des livres d'histoire. M. Leroy-Ladurie semble demander qu'on l'excuse "d'avoir passé une portion assez considérable de son temps pendant la décennie 1970 à écrire ce qu'on appelle d'une manière un peu condescendante des articles de journaux". M. Chaunu a meilleure conscience. Passé d'organes semi-confidentiels comme *Tant qu'il fera jour* ou même la *France catholique* à la grande presse (*Le Figaro*). Il est tout à fait à son aise ; il a pris d'emblée le style du journalisme ; il fait un large emploi de mots comme *fascinant*, *étourdissant*, *ahurissant*. M. Le Roy-Ladurie note dans un article qu'il a consacré à l'un des livres de M. Chaunu que "l'une des forces de son activité d'historien, c'est de pouvoir écrire de cinq à dix pages par jour". Il y a plus d'ironie dans les textes de M. Le Roy-Ladurie, mais chez M. Chaunu une ferveur militante très sympathique. Ces deux recueils d'articles sont en tout cas passionnants à lire. Ils démontrent que le journalisme n'est pas forcément une activité subalterne.

• Pour le centenaire de Jacques Chardonne, on annonce chez Gallimard la publication des *Lettres de Nimier et de Chardonne* par M. Marc Dambre et Mme Ginette Guitard-Auviste publie chez Olivier Urban une biographie de cet auteur. Je reviendrai sur ces ouvrages dans une prochaine chronique.

• Pour terminer ce bref survol, je signale chez Plon les Tomes X et XI de la Correspondance de Marcel Proust, ainsi que, chez Grasset, les souvenirs de M. Robert de Saint-Jean et de M. Jean Mistler.

Ph. S.

POUR L'ORDRE GOTHIQUE

par Yvan CHRIST

Célébrer, en ce vingtième siècle finissant, l'art gothique, est une espèce de gageure, sinon une provocation. N'est-ce pas, en priorité, vers l'art roman que se portent la sensibilité du public contemporain, la curiosité du touriste moyen qui se pique d'esthétisme ? Voilà des considérations qui ne pouvaient arrêter un éminent médiéviste comme Alain Erlande-Brandenburg, conservateur en chef du musée de Cluny. L'ouvrage qu'il vient de consacrer à l'art gothique en est un témoignage (1).

Il s'agit de la plus sérieuse des études synthétiques, qui, on s'en doute, ne porte pas seulement sur le domaine français, mais s'étend à toute l'Europe chrétienne. Que l'architecture, mère et maîtresse, y occupe la place de choix, c'est ce qui s'imposait. Il reste que la sculpture, la peinture, l'enluminure, les vitraux, la tapisserie, la gravure, l'orfèvrerie, l'ivoire figurent logiquement dans ce tableau d'ensemble. L'édition est superbe : elle est, avec abondance, accompagnée d'admirables planches en couleur, auxquelles s'ajoutent les nombreuses illustrations en noir et blanc qui éclairent les monographies analytiques des principaux monuments français et européens.

Un "beau livre" ? Certes. Je dirai surtout : un grand livre, conçu par un archéologue traditionnel qui, sans lyrisme vain, mais sans sécheresse doctorale, nous dit ce que fut l'incomparable grandeur du génie gothique dans toutes ses applications.

*
**

"*Qui nous délivrera des Grecs et des Romains ?*" : ce fut formulé par Victor Hugo, le cri de guerre de tous les romantiques - une guerre sainte, une guerre de libération. A leurs yeux, le Moyen Age, incarné par l'art gothique, était la miraculeuse planche de salut. "*Leur sensibilité, dit Alain Erlande-Brandenburg, était aussi vive que leurs connaissances limitées*". A la suite des poètes, le XIX^e siècle tout entier a assailli les cathédrales, grisé d'ogives et de gâbles, de pinacles et d'arcs-boutants, pris comme un moucheron éperdu dans le réseau arachnéen de toutes les "dentelles de pierre". Pour le meilleur comme pour le pire, le plus déconcertant des siècles faisait ses petites classes de Moyen Age.

Devenu un grand garçon pur et dur, le XX^e siècle ne veut pas s'en laisser si facilement conter. Cent cinquante ans de gothiquomanie intégrale et intensive pèsent, insupportablement sur ses fières épaules. Amiens l'ennuie. C'est le mystère en pleine lumière. Et le "Sourire de Reims" n'est plus pour lui que grimace académique et stéréotypée. L'art gothique est une espèce de point d'arrivée. Ce siècle n'aime que les points de départ.

L'art roman le rassure, comme le rassurent l'art gaulois - qui vient d'être inventé - ou l'art nègre, qui réjouissait déjà les jeunes années de Pablo Picasso et de ses amis - quand il ne s'agit pas des totems de l'île de Pâques. Le XX^e siècle voue un culte de latrerie au dieu Origine, dieu consolateur et bienveillant qui est prêt à tout justifier, excuser et pardonner, renoncements et reniements, balbutiements et bégaiements. A noter que de la partition romane, ce siècle-là ne croit devoir détacher que quelques mesures. Aux grandes et nobles abbayes de la Bourgogne, du Languedoc et de la Normandie, il préfère les petits sanctuaires modestes et rustiques, ceux, entre autres, que sait voluptueusement caresser le soleil qui brille au Midi de la Loire, parmi les oliviers et les cyprès.

La civilisation nouvelle, dès sa naissance tumultueuse, a renversé Cluny, colosse roman qui eût humilié notre temps par son indécent "triumphalisme". Aussi nos contemporains se rangent-ils d'emblée aux côtés des cisterciens de façon à mieux fustiger les bénédictins. Cîteaux, dont ils se flattent de saisir la spiritualité profonde, et qui les comble par sa rigueur héroïque et son "authenticité" plastique, a toutes leurs faveurs. C'est qu'ils persistent à confondre dépouillement et indigence. Au Thoronet, à Sénanque, à Silvacane, à Fontenay, ils croient se voir tels qu'ils voudraient être, comme dans un miroir magique - désir touchant et innocent... Ils tentent de nous persuader que, doublé le cap fatidique du XII^e, voire du XI^e siècle, l'art médiéval s'est engagé dans les voies de la plus déplorable décadence. Des esthètes diserts, de demi-savants s'appliquent à le démontrer, douze fois par an, à travers d'alléchants albums de photographies accrocheuses. Saint Bernard avec nous !

Entre l'ère romane et l'ère atomique, il est, proclament-ils, un large fossé que le XX^e siècle est, enfin, en mesure de combler, dans le triple domaine de l'architecture, de la sculpture et de la peinture. Et les plasticiens contemporains seraient les bons frères et cousins de ces vénérables tailleurs d'images qui ne craignaient point de faire subir à l'image humaine les plus violents des outrages. Car il est bien entendu que les seules gaucheries romanes, les statues les plus falotes, les peintures les plus rudimentaires méritent de retenir l'attention du siècle le plus désabusé. Saluons les auteurs de ces farouches merveilles : ce sont nos maîtres...

*
**

Mes propos sont-ils caricaturaux ? A peine. Nous piétons parce que nous rusons avec la vérité et parce que, d'une manière délibérée, nous choisissons de tricher. L'histoire, singulièrement l'histoire de l'art, ne vaut

gène. La subtile et enrichissante alliance du réalisme et de l'idéalisme qu'il n'a cessé, jusqu'à la fin de sa longue carrière, de traduire, sa sérénité, sa grâce, son raffinement, sa perfection, en un mot : son *classicisme*, ne peuvent que se heurter aux tendances présentes, qui accordent tout à l'imperfection formelle, à l'inachevé, à l'inabouti, au "vite fait" comme au "vite vu". L'art gothique donne mauvaise conscience à nos contemporains. Qui plus est, la civilisation nouvelle leur démontre qu'elle peut mieux faire, dans l'ordre de la virtuosité technique, que l'ancienne : ses gratte-ciel culminent plus haut que les tours et les flèches de Rouen et de Strasbourg ; les "murs-rideaux" de ses machines à habiter et à travailler sont plus audacieux que les murs de lumière de la Sainte-Chapelle de Paris et du chœur de Beauvais ; ses forteresses de béton sont plus formidables que les enceintes de pierre de Carcassonne ou du Crac des Chevaliers. Les performances du XX^e siècle font oublier les records du XIII^e. Ce temps éprouve ainsi un double sentiment contradictoire face aux réussites gothiques les plus magistrales : "complexe de supériorité" devant la démesure, jugée timide, des cathédrales, "complexe d'infériorité" devant la mesure, jugée inimitable, de leur plastique.

Le génie gothique - singulièrement celui qui s'incarne dans le siècle de Saint Louis - est le symbole de la *détente* médiévale. L'insigne erreur de notre temps est de se complaire, par une sorte de délectation morose, dans ce que le génie roman lui offre de plus tâtonnant, de plus confus, de plus tendu. Le "futurisme" archaisant du XX^e siècle n'est que la caricature du "passéisme" militant. Si ce siècle paradoxal et malheureux consent à finir mieux qu'il n'a commencé, s'il veut, après ses successives expériences esthétiques, tenter d'aborder aux rives d'un certain classicisme, on le supplie d'écouter enfin les battements apaisants et réguliers du beau cœur gothique. C'est la maturité du Moyen Age, non point ses enfances, qui, peut-être, l'aidera à mûrir.

*
* *

La nef de la cathédrale d'Amiens

que pour les leçons, bonnes ou mauvaises, qu'elle nous donne et nous transmet. A la vérité, ce n'est pas elle qui marque de son empreinte les petits amateurs et les petits créateurs que l'on sait et que l'on est contraint de subir. Il y a un ordre roman : celui qui règne dans les nefs d'Autun et de Toulouse, dans les tympans de Vézelay et de Moissac. Mais c'est le désordre que notre temps cultive, non point l'ordre qu'il recherche, de sorte qu'il ne veut plus s'affronter qu'à ce qui, peu ou prou, lui ressemble. Il lui faut se forger à toutes forces, puisés dans le catalogue des siècles, des garants qui sont des complices. Du Moyen Age roman, le XX^e siècle se plaît à ne retenir qu'une leçon très confuse de "barbarie" puisque, tel un nouveau sauvage, il ne daigne réserver sa dilection qu'aux vertus de "primitivisme", quelles qu'en soient la saveur, la valeur, la portée.

Le Moyen Age gothique, qui ne lui en impose plus, le

Alain Erlande-Brandenburg ne nous propose point de recettes toute faites. Aussi bien n'était-ce point là son dessein. Il nous expose le déroulement international de l'art gothique, qui, loin de s'en tenir à une formule unique, établie une fois pour toutes, fut multiforme et en permanente évolution. Et voilà qui n'est pas seulement vrai pour l'architecture. Mais mon propre dessein, dans ces quelques lignes, n'est pas d'analyser une telle étude qui se présente comme une des plus complètes, une des plus lucides de toutes celles qui, de nos jours, ont été consacrées à l'une des périodes essentielles de l'art européen.

"Une civilisation qui n'a pas d'architecture n'a plus droit à ce titre", écrit l'auteur, aux dernières lignes de son introduction. Réflexion très amère. Demain, l'architecture ? Alors, demain, la civilisation...

Yvan CHRIST

(1) Editions d'art Lucien Mazenod, Paris, 1983.

Qui d'autre que Federico Fellini aurait pu inventer ce périple funèbre et un peu fou d'"E la Nave va", cette mer "force génératrice d'hallucinations", cette société qui s'éloigne et se perd, ce nouveau déluge ? Combien "Amarcord", "Fellini-Roma", "La Cité des femmes", paraissent lointains. Magicien du cinéma, Fellini ne cessera jamais de nous étonner par ses trouvailles visuelles et sonores comme par le perpétuel renouvellement de son inspiration. Réaliste, lyrique, baroque, fantastique, onirique, paradoxal, érotique, esthète, humoriste, pathétique, on n'a pas fini d'essayer de cerner Fellini dans des qualificatifs et l'enfermer dans des catégories que son talent - pourquoi pas son génie - fait éclater.

Le thème de son film, il l'a esquissé en quelques mots : "C'est la tentative d'expliquer comment il se peut que nous soyons aujourd'hui habités par une indifférence froide, vitreuse, immobile, somnolente, opaque, qui, obscurément, fait presque naître en nous comme un désir de catastrophe".

Ce mélancolique et insolite voyage, marqué par la nostalgie du temps qui passe, est un voyage dans les profondeurs des souvenirs et des fantasmes de l'auteur, un adieu ému et ironique, tendre et lucide, au charme fragile d'une époque révolue, à l'insouciance d'une société moribonde. Nous sommes en 1914 embarqués sur un paquebot "Gloria N" avec les amis, les camarades, les admirateurs d'une diva célèbre - la plus grande cantatrice du siècle - qui a souhaité que ses cendres soient dispersées en mer, à proximité de l'île où elle est née. Sur le pont des premières est réunie une galerie assez extraordinaire de personnages : des chanteurs prétentieux et fats, des divas empanachées et orgueilleuses, un chef d'orchestre, des aristocrates excentriques et arrogants, un journaliste indiscret et drôle, des petits vieillards équivoques, un comique qui ne fait pas rire, un archiduc obèse et décadent, une jeune fille rêveuse pareille à l'idée qu'on se fait des fleurs l'hiver. Dans la soute à charbon : des ouvriers fascinés par les vedettes qui viennent, à la lueur des flammes, dans le vacarme des machines, les saluer de quelques airs d'opéra, et aussi tout proche un... rhinocéros. Le voyage qui s'annonçait paisible est perturbé par des réfugiés serbes en perdition, tziganes pauvres, fiers et gais, et par un cuirassé austro-hongrois qui menace de couler le navire de plaisance si les serbes ne lui sont pas livrés. Il y a eu Serajevo... Après une trêve qui ne règle rien, mais permet que se déroule la cérémonie de la dispersion des cendres de la diva défunte, le cuirassé explose, le "Gloria N" sombre, tandis que sopranos et ténors chantent la liberté et qu'un admirateur fanatique de la cantatrice visionne encore un film de son idole, avant de disparaître dans les flots.

Qu'est-ce que le rhinocéros vient faire dans cette aven-

Des divas à aigrettes.

ture ? Suprême ironie. Il est le seul être qui suscite, selon Fellini, des sentiments vrais, "un amour réel de la part de son gardien ; il nous montre la nécessité d'espérer, de s'accrocher pour vivre".

L'histoire est poignante sous les malices, les sarcasmes et la caricature parfois grinçante. Elle nous touche. Et elle se termine avec la révélation des truquages et des machineries du plateau de tournage : un soleil de carton ("que le soleil est beau, s'exclame une des passagères, on dirait qu'il est faux"), des bateaux en maquettes de bois, une mer en bâches de plastique. Tout est faux. Tout est trompe l'œil. Tout est clin d'œil. Et pourtant c'est la vie, dans son énigmatique et multiple vérité. C'est la tragédie humaine. C'est le cinéma authentique et merveilleux.

Henri BOURBON

"Les livres ont beaucoup de qualités agréables à ceux qui les savent choisir. C'est la meilleure munition que j'ai trouvée à notre humain voyage". Montaigne.

notes de Lecture

● L'homme futur de Jean Onimus

Surprenant Jean Onimus. Nous l'avions rencontré - exégète savant et subtil - sur les routes de Péguy, avant qu'il ne traque le sens de quelques autres poètes majeurs. Entre temps, à la recherche d'une morale sans moralisme, d'une culture épousant la vie, son œuvre a taillé une à une les belles pierres d'un humanisme que l'on ne craint pas de dire traditionnel. Bref, si sincère qu'elle fût,

notre admiration croyait pouvoir situer cet esprit qui, depuis plus de trente années, suivait une voie non pas rigide mais rectiligne. Littéraire avait été et resterait, au meilleur sens, ce grand professeur de littérature.

Et le voilà qui s'emploie avec *Les Dimensions du changement* (1), à ouvrir aux non spécialistes les portes

de la science en recherche. Ou, plus téméraire encore, à en tirer les conséquences philosophiques. Que nul ne s'y trompe, en effet : le changement dont il est question dans ces pages n'a aucun rapport avec les affiches électorales. Ce n'est rien de moins que le bouleversement de la connaissance qui s'est opéré depuis le début du siècle dans les laboratoires, et commence seulement à être pris en compte par la réflexion sur l'homme. Les travaux d'un Edgar Morin, auquel ce livre se réfère, ont tenté ce déchiffrement mais restent d'accès difficile. Tandis que le livre de Jean Onimus est d'une clarté qui n'enlève rien à sa profondeur.

La science du XIX^e siècle est morte, non pas dans ses acquis mais dans ses prétentions. Elle postulait un savoir total, fondé sur un rigoureux enchaînement de causes et d'effets, d'où ressortait l'image d'un monde mécanisé, clos, au sein duquel les observateurs - nous - n'avaient plus d'autre rôle que celui de chose parmi les choses, obéissant à un déterminisme implacable.

Or les savants aujourd'hui en pointe parlent d'une façon bien différente mais qui n'est pas, à première vue, moins angoissante. Les lois établies disent-ils en substance, restent pour la plupart valables à l'échelle grossière qui est celle de nos sens. Elles ne sauraient rendre compte de l'univers, tel qu'il apparaît aux instruments perfectionnés de notre époque, et dont l'infinie complexité échappe à notre raison. L'observation est fonction de l'observateur ; la causalité rigoureuse doit faire place à l'indétermination, au hasard ; la prévision et l'explication ne sont possibles que dans des marges très réduites. Non seulement l'homme n'est plus la mesure du monde mais il n'a pas les moyens de le comprendre, de lui donner un *sens*.

Faut-il alors célébrer les funérailles de l'esprit, celui de Dieu et le nôtre tout en un ? Il ne manque pas de prophètes désespérés pour célébrer cette dérégulation. Ceux qui s'y refusent témoignent, par ce refus même, de l'absurdité de l'absurde ; Jean Onimus est de ces fous qui ne renonceront jamais à la raison. Mais, à la différence de beaucoup d'autres, ce n'est pas en bégayant des formules mortes qu'il le fait. Ce littéraire s'est informé des plus récentes recherches avec l'appétit d'un jeune homme. Voilà le fruit de sa quête, et c'est une acceptation complète du changement, de *tout* le changement.

À la recherche de l'homme futur, il a pour conductrices deux notions polaires, celles de complexité et d'ouverture. En quoi, bien sûr, on retrouve une familiarité teilhardienne toujours présente. Les rouages simples, qui

faisaient marcher le monde et l'homme comme des machines, ont été cassés ? La science universelle, c'est-à-dire fermée, est devenue impossible ? Tant mieux. C'est par ces béances seules que nous échapperons au néant. "Partout où ma vie s'ouvre, je suis", écrit magnifiquement Onimus. Le cartésianisme ne pèse pas lourd sous le regard de feu d'un Pascal.

Oui, l'homme est seul entre deux univers. Mais, parmi tout ce qui existe, il a le privilège d'être inachevé et celui - infiniment plus grand encore - de le savoir. Sa raison, infime quand elle rationalise, peut aussi percevoir en direct les lumières cachées. Examinant une à une les conséquences des révolutions intervenues dans notre vision de nous-mêmes, de la société, du cosmos, Onimus retrouve partout cette dimension que l'on ne peut définir autrement qu'en la disant contemplative. Il a sur l'expérience poétique, sur l'amour, des pages admirables. Et son livre s'achève par une ultime échappée, où l'Absence infinie se fait présence en des termes dont la pudeur renforce l'intensité.

C'est alors que nous comprenons pourquoi ce "littéraire" est allé à la découverte de la science et comment, au point le plus haut, les deux perspectives se rejoignent. Non pas que cette réflexion tombe jamais dans l'à-peu-près et le flou, dont il est convenu qu'ils sont le charme de la littérature. Elle est exigeante, au contraire, d'une rigueur remettant sans cesse en question le sens usé des mots, recherchant l'adéquation la moins imparfaite entre la pensée mouvante et l'expression qui tend à la figer. Parce qu'il est *aussi* l'œuvre d'un artiste, ce travail "pluridisciplinaire", au sens le meilleur, touchera plus largement que beaucoup d'autres.

De cette langue lumineuse et dense, nettoyée de tout jargon, où les formules jaillissent comme sans effort, on voudrait pouvoir tout citer. Que le lecteur s'y reporte lui-même sera mieux. Il verra - ce qui est rare - un humaniste "nouveau" qui ne renie rien de l'humanisme ancien mais le retrouve à sa source, pour irriguer nos plaines arides et celles, plus redoutables encore, du futur. La pensée œcuménique d'Onimus englobe dans une même fidélité ses attachements de jeunesse et ceux qui sont venus par la suite. *Vetera et Nova*. C'est peut-être, ne disons pas le seul reproche mais la légère réserve que l'on pourrait lui faire : affamé de comprendre, il justifie parfois trop. En ces temps d'anathèmes, c'est aussi un changement qui peut avoir une dimension salutaire. Plongez-vous dans Onimus et vous en sortirez rafraîchi.

Bernard VOYENNE

(1) Desclée de Brouwer, Paris, 1983, Collection "Connivence", 242 p.

● De Marx et du marxisme de Kostas Papaioannou

Le centenaire de la mort de Karl Marx n'aura guère brillé par la richesse des productions qu'il aura suscitées. Le livre dont nous nous occupons ici ne constitue même

pas une véritable exception : les articles qu'il rassemble ont tous été écrits entre 1961 et 1968. Publiés à l'origine dans la revue de Boris Souvarine, *Le Contrat Social*,

c'est à la mort prématurée de leur auteur qu'ils doivent d'être ainsi réunis en volume.

La préface de Raymond Aron rappelle opportunément qui fut Kostas Papaioannou : philosophe et historien tout à la fois, il préféra ventiler une documentation étonnante par sa richesse, une pensée remarquable par sa fermeté, dans la forme ramassée de l'article, plutôt que de tenter "la" synthèse définitive, ambition toujours respectable mais combien souvent illusoire. C'est donc une succession de commentaires de textes que nous transmet l'ouvrage. Pour ma part, je ne regrette pas la forme parfois décousue qui s'ensuit, tant la sûreté de l'analyse et la justesse du trait apportent une leçon continue de sens critique et de respect du texte. Qualités toujours rares, mais plus encore en terre marxologue, où les glosateurs successifs ont dressé un réseau d'embûches apparemment inextricable.

Le premier groupe d'articles, "la fondation du marxisme" est le plus délibérément critique envers Marx lui-même. Papaioannou, qui sait justement célébrer les qualités de sociologue de l'auteur du *Capital*, se livre à une attaque impitoyable contre ses premiers travaux philosophiques. Attitude peu courante dans les années soixante, où la découverte du "Jeune Marx" était au contraire à l'honneur. Au reste, le débat Marx sociologue versus Marx philosophe est toujours l'une des lignes de démarcation entre les différents commentateurs, que l'opposition entre détracteurs et disciples ne saurait recouvrir. Ainsi, l'un des meilleurs commentateurs contemporains, Leszek Kolakowski (lequel, à l'occasion, sait avoir la dent aussi dure que Papaioannou, et jouit de facultés critiques tout aussi aiguës) traite avec plus de considération les soubassements philosophiques de Marx, et maintient conséquemment l'idée d'une unité fondamentale entre les différents parts de son œuvre (1).

La critique de Papaioannou porte sur l'influence de celui qui, pour lui, reste le principal inspirateur de l'ontologie marxiste : Feuerbach (2). Il en dénonce à juste titre la pauvreté philosophique, le naturalisme primaire, qu'il contribue à inculquer à Marx, et qui culmine chez ce dernier en une célébration cosmique du triomphe progressif de l'industrie. L'anthropologie monophysite qui se rattache à telle vision est qualifiée par Papaioannou de *barbare* (mais, soutient-il, Marx a rayé ces balbutiements de sa mémoire dès 1847). Il soumet à un examen aussi impertinent les passages trop célèbres sur l'idéologie et sur l'aliénation (considérations sur la mythologie dans *l'Idéologie Allemande*, et les introductions au *Capital*, notamment), montrant comment l'obscurité s'y combine trop souvent avec une naïveté déroutante ; et Papaioannou de qualifier la vision de "l'homme total" (chassant le matin, pêchant l'après-midi, philosophant après-souper...) de "suprême platitude..." (p. 143)

La question de la dialectique, ce *deus ex machina* de

l'interprétation marxiste, ne trouve pas Papaioannou plus tendre. Il prend soin, au demeurant ; d'indiquer la différence de niveau philosophique entre la *Logique* hégélienne et certaines élucubrations de la *Sainte Famille* ou de la *Critique de l'Economie Politique*. Ce n'est pas seulement Marx, mais encore et surtout certains commentateurs contemporains (Calvez, Lefebvre, le Merleau-Ponty des *Aventures de la Dialectique*, Althusser) qui sont durement mis à mal.

Une seconde partie, consacrée aux "Classes Sociales", soumet la construction théorique à l'épreuve de l'histoire, y compris celle-là même que relate Marx : ainsi, reconnaît ce dernier, l'esclavage est un "fait pré-économique" ; bien des organisations humaines démentent l'idée d'une structure bipolaire de la société ; le domaine féodal, loin d'avoir fondé les bourgeoisies, retarde leur apparition, etc... Les généralisations hâtives auxquelles se livre Marx seront poussées à l'absurde chez ses continuateurs. Chez Staline, "l'histoire elle-même se mit à se dissoudre dans une espèce de rêve psychanalytique de projection ou de prospection analogue aux visions que provoque le test de Rorschach" (p.230).

Les analyses consacrées au Parti n'ont guère de difficultés à montrer la rupture entre l'esprit du marxisme classique, avec l'eschatologie du prolétariat qu'il contient, et la mystique de l'avant-garde, si caractéristique des penseurs révolutionnaires russes du XIX^e siècle. Papaioannou nous livre un excellent aperçu historique sur la façon dont l'une et l'autre visions s'affrontèrent, se mêlèrent au cours des débats successifs sur le rôle dirigeant du Parti. La richesse de l'information historique s'accroît encore lorsqu'on en vient aux analyses sur la "Terre et les Paysans". Le processus de dékoulakisation est évoqué de manière frappante. Il permet à Papaioannou de suggérer que le seul véritable exemple d'"accumulation primitive" qui corresponde aux schémas marxistes se trouve dans la formation des sociétés socialistes. C'est l'une des idées les plus fortes de l'ouvrage, que de montrer combien les catégories du *Capital* s'appliquent parfois admirablement à l'étude du monde socialiste lui-même, où "l'analyse marxiste a trouvé à la fois son plus cruel démenti et sa plus éclatante confirmation" (p. 281) (3).

L'ultime partie, sur la politique internationale, est d'une lecture fascinante. Papaioannou y démontre, avec beaucoup d'humour, à quel point Marx et Engels sont a-marxistes lorsqu'ils sortent du cadre étatique, à quel point leurs préoccupations sont europécotropiques : russophobie frénétique, hommages appuyés à la Pologne, monomanie du complot ("Palmerston est vendu aux russes depuis plusieurs décennies" cit. p.504), violentes attaques contre les pacifistes... L'aveuglement devant la montée du phénomène colonial, le mépris de Marx pour les peuples non occidentaux, "les peuples à demi civilisés" (Engels) constituent d'autres faits saillants : "L'Orient nous a toujours envoyé de jolies choses : la

religion, l'étiquette et la peste sous toutes ses formes..." (cit. p.545). La lettre d'Engels à Bernstein, après le bombardement d'Alexandrie, est un morceau d'anthologie : "Il me semble que dans la question égyptienne vous êtes trop favorable au parti dit national. (...) Dès qu'une émeute éclate quelque part, le monde révolutionnaire roman s'exalte sans le moindre sens critique. (...) Dans toutes les questions de politique internationale, il faut se méfier au plus haut point de la sentimentalité des journaux de parti français et italiens ; nous, les Allemands, devons garder, dans ce domaine aussi, la supériorité que nous donne, dans la théorie, la manière critique d'envisager les choses". (560-561)

Résumant l'étonnant florilège qu'il a rassemblé, Papaiouannou pourra conclure : "le premier et dernier mot (de Marx et Engels) en tant que pédagogues du prolétariat international sera la guerre contre la Russie, et c'est en fonction de cet impératif, quotidiennement affirmé, rappelé, approfondi, affiné, qu'ils jugeront toute

la politique européenne" (562).

Au moins deux excellentes raisons, on le voit, de lire le livre de Kostas Papaiouannou : assister à une belle exégèse de textes trop souvent cités... et en découvrir d'autres systématiquement ignorés. Mieux vaut, après tout, peu de livres sur Marx, s'ils sont de cette tenue, que d'assister à la ré-éclosion d'une littérature par trop jacassante.

Benoît VERMANDER

Kostas Papaiouannou - De Marx et du Marxisme - Gallimard, 1983, 566 p.

(1) Cf. Kolakowski, *Main Currents of Marxism*, 3 vol., 1978. Oxford University Press ; notamment, sur le point ici évoqué, t. 1, p.263 sq.

(2) Kolakowski s'ent tient à une influence originelle et déterminante de Hegel, qui maintient Feuerbach à sa juste place : id., p. 177 sq.

(3) L'idée n'est pas absolument propre à Papaiouannou. On trouvera une application fascinante des analyses marxistes à l'étude des intellectuels dans les sociétés socialistes dans l'ouvrage de Georges Konrad et Ivan Szelenyi : *The Intellectuals on the Road to Class Power*. New-York : Harcourt Brace Jovanovich, 1979.

● Le projet paysan de Michel Debatisse

L'agriculture française se développe selon des principes qui permettent aux hommes, et au système économique dans son ensemble, de vivre en expansion. Tel est sans doute un des messages essentiels de l'ouvrage.

Le succès se mérite et s'explique : l'action est guidée par une pensée, elle même fondée sur les valeurs que le monde rural a su préserver.

La responsabilité personnelle, les mécanismes de solidarité, le sentiment d'appartenance, en sont les bases.

Ces principes, qui paraissent a priori, "naturels", et de bon sens, ont été, et devront être défendus de haute lutte. A cet égard, l'analyse de Michel Debatisse - qui n'occupe toutefois qu'une faible partie de l'ouvrage - constitue une réflexion politique de grande portée.

L'agriculture est menacée, de longue date, par les deux branches d'un même danger : le libéralisme, et le socialisme. Conscients de ces deux périls, et attachés à des valeurs qui avaient fait leurs preuves "nous avons refusé (JAC, CNJA) l'intégration dans l'agriculture de type capitaliste", où l'exploitant perd largement l'initiative, au profit des autres partenaires économiques, banques et entreprises, en amont et en aval de la production.

En permettant à l'agriculture un développement fondé sur la responsabilité, la solidarité, la famille, les dirigeants agricoles français ont favorisé l'émergence d'entreprises réellement efficaces.

A l'inverse, en cédant aux pressions intégrationnistes, les agriculteurs seraient devenus "un sous prolétariat assisté", faute de conserver le contrôle de l'outil de production et la propriété, fondement de la responsabilité.

Et l'auteur d'ajouter "Ah ! il est vrai, peut être eussions nous voté autrement, et sans doute est ce là le fond du débat". La force de cet exemple concret illustre comment le libéralisme en ruinant les structures humaines et économiques, est de nature à conduire, ou à préparer le terrain du socialisme.

La méfiance de la gauche vis à vis du monde rural, significative, est également soulignée : "l'objectif des adversaires constants de l'agriculture française, c'est la marginalisation de cette couche d'hommes qui ne peut s'assimiler à une classe. L'agriculture est une profession, mais aussi une manière d'être, de penser, de vivre, et qui fut la matrice de la société française".

A ce jour, la volonté d'expansion, respectueuse des hommes et des choix personnels, l'a emporté, dans toute la mesure du possible.

Cela permet de mieux percevoir l'attachement de nombreux dirigeants agricoles, à commencer par l'auteur, à ce qu'il est usuel d'appeler "la recherche d'une troisième voie". Le progrès se poursuit, mais dans des conditions difficiles, avec, d'une part, des partenaires hostiles ou indifférents, et d'autre part, l'absence d'impulsion nationale et européenne pour apporter un dynamisme nouveau et vital.

L'ouvrage, qui se veut très clair et didactique, souhaite contribuer à créer, autour de l'agriculture, un environnement intellectuel plus favorable.

Vis à vis de l'opinion publique, et notamment des citoyens ("cet ouvrage est écrit pour eux"), il s'agit de dissiper le vieux fond historique et passionnel (du marché à l'impôt sécheresse, en passant par les lessiveuses...) qui surgit de l'inconscient collectif à chaque occasion.

L'agriculture repose sur des équilibres extrêmement complexes et fragiles - humains, fonciers, financiers, biologiques - et aucune appréciation sérieuse ne peut être portée sans en connaître les mécanismes. Il s'agit d'un système économique tout à fait spécifique, qui défie les raisonnements économiques et financiers communs. S'adressant par exemple aux citadins, propriétaires fonciers, soucieux de la rentabilité la meilleure de leur capital, Michel Debatisse observe que "bien souvent, ils ne comprennent plus que le fermage qu'ils perçoivent est lourd pour le fermier".

L'évolution de l'attitude de l'Etat vis à vis de l'agriculture est, elle aussi, source d'inquiétudes.

L'aspect très positif de la concertation systématique, proche parfois de la cogestion, naguère pratiquée entre l'Etat et la profession, est souligné.

En revanche, on passe d'une loi d'orientation agricole (1980) qui "prend en compte" l'immense chemin parcouru, à une volonté de "prise en main et en charge" de l'ensemble de l'agriculture française, qui pourrait conduire à une sortie du marché commun... Par ailleurs, Michel Debatisse souligne que les industriels, encore très indifférents, doivent considérer l'agriculture comme un partenaire économique majeur, un véritable "secteur de pointe".

La baisse sensible de l'influence électorale, et donc politique, du monde agricole, pourrait ainsi être compensée, et au-delà, par un poids économique et stratégique croissant.

En observant les aides apportées aux secteurs dits "nobles", fondées sur des critères assez artificiels, Michel Debatisse préconise de renforcer les aides à l'exportation : "établir des têtes de pont alimentaires avec tel ou tel pays, c'est dresser les nouvelles cartes des flux commerciaux de l'an 2000".

Les industries agro-alimentaires disposent pour cela d'un atout remarquable : la confiance de nombreux pays dans le système agricole français ; la confiance, maître mot, s'il en est, en matière de commerce.

Des valeurs qui fondent l'expansion de l'agriculture française, aux projets de conquête du marché mondial, Michel Debatisse réussit à aller à l'essentiel dans ce secteur infiniment complexe.

Il traduit des faits et des intuitions largement partagées dans le monde agricole, et formule des propositions dont l'application pourrait avoir des conséquences décisives pour l'avenir de notre agriculture.

Jean OUACHÉE

Editions du Seuil

● L'Eglise et les droits de l'homme de René Coste

On se souvient que Jean-Paul II, au Bourget, en juin 1980, souleva l'enthousiasme des milliers de jeunes qui l'écoutaient, lorsqu'il affirma que la liberté et l'égalité étaient des valeurs chrétiennes. Mais les compte-rendus des médias, à cette occasion, mirent en lumière une certaine méconnaissance de la doctrine de l'Eglise en la matière. L'étude récente de René Coste "*L'Eglise et les droits de l'homme*" apporte en 100 pages, claires et denses à la fois, toutes les informations historiques et doctrinales qui peuvent être souhaitées sur cette question. Sans doute l'auteur est-il connu des lecteurs de France-Forum pour son œuvre de moraliste et de théologien ; rappelons toutefois ses œuvres antérieures car elles expliquent, en partie, comment il en est venu à présenter au public son dernier ouvrage. La recherche d'une éthique universelle apparaît dès 1965 lorsqu'il publie, chez Desclée, sa "*Morale internationale*" et il a, en 1969, traité, en théologien, de l'un des plus importants parmi les droits de l'homme dans sa "*Théologie de la liberté religieuse*". A signaler encore son article de la *Nouvelle revue théologique* (1973, p. 1094-1118) : *Le droit d'être un homme (En l'honneur du XXV^e anniversaire de la déclaration universelle des droits de l'homme)*. René Coste, on le sait, est parfaitement préparé à la tâche difficile de traiter à l'intention du grand public cultivé de l'attitude de l'Eglise à l'égard des droits de l'homme. Et il s'en est acquitté, non seulement avec science, mais aussi

avec clarté et avec une grande justesse de ton et d'analyse.

Le premier but de l'auteur est de présenter, avant de les commenter, les documents et les témoignages fondamentaux et les vingt huit tableaux placés hors-texte apportent une base documentaire solide, pour une première réflexion. Les sept chapitres qui composent l'ouvrage sont suivis de brèves bibliographies à l'intention de ceux qui voudraient approfondir le sujet. Mais il est clair que l'auteur ne s'adresse pas dans cet ouvrage seulement aux juristes et aux théologiens, mais, plus largement, à tous ceux qui souhaitent avoir à leur disposition, sur une question qui concerne tous les hommes, les éléments premiers du débat historique et doctrinal. Il est à noter que sur les vingt-huit tableaux hors-texte, onze seulement sont antérieurs à Vatican II et que le choix est largement ouvert au-delà du magistère romain. Karl Barth et le Conseil œcuménique des églises ont leur place aux côtés de Saint-Exupéry, du tchèque Jan Patočka, l'inspirateur de la charte 77, et de la lithuanienne Nijolé Sadunaïte. Et il va de soi que l'on trouve en tête des documents présentés la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789* et l'*Acte final de la Conférence d'Helsinki*, (point VII).

Au total, le livre de René Coste est un ouvrage historique utile et vivant auquel nous souhaitons tout le succès qu'il mérite ; il est publié dans la collection dirigée, chez Desclée, par Michel Launay et intitulée : *Bibliothèque*

d'histoire du christianisme. Et il s'agit bien, en effet, pour une grande part, d'un ouvrage qui relate l'histoire des attitudes de l'église à l'égard des droits de l'homme, histoire qui comporte, on le sait, "Ombres et lumières", comme le rappelle, sous ce titre, le chapitre 4, qui évoque franchement les croisades, l'inquisition, la tentation médiévale de la force, mais aussi la condamnation de la torture en 866 par le Pape Nicolas I^{er}, l'admirable figure de Bartholomé de Las Casas (1474-1566), le Père des Indiens, et la bulle "*Sublimis Deus*" (1537) du Pape Paul III, proclamant que les Indiens "ne pourront d'aucune façon être privés de leur liberté, ni de la possession de leurs biens". Histoire encore, lorsqu'au chapitre 2, l'auteur montre comment l'Eglise, malgré l'animosité manifestée à son endroit par les révolutionnaires français, a su dépasser l'hostilité de Pie VI et les condamnations de l'Encyclique de Grégoire XVI, "*Mirari vos*" (15 août 1832), ainsi que celles du fameux "*Syllabus*", annexé à l'Encyclique "*Quanta cura*" (8 décembre 1864) de Pie IX. L'auteur rappelle comment le tournant a été pris par Léon XIII, dans ses Encycliques, "*Immortale Dei*" (1885), "*Libertas*" (1888), "*Sapientiae christianae*" (1890) et enfin "*Rerum novarum*" (1891), œuvre continuée par Pie XI, avec "*Quadragesimo anno*" (1931) et "*Divini redemptoris*" (1937). Et après ces classiques rappels, René Coste souligne un point moins connu : le grand rôle de Pie XII, sans l'élaboration doctrinale duquel, dit-il, "la charte des droits de l'homme que constitue la première partie de l'Encyclique "*Pacem in terris*" (11 avril 1963) n'aurait probablement pas été possible (p.30)". C'est dans cette fameuse encyclique de Jean XXIII, qu'il cite et commente largement, que René Coste voit l'aboutissement de la longue histoire de la réconciliation de l'église et des droits de 1789, ainsi que le point de départ d'une nouvelle période.

Mais lorsque René Coste traite des sources bibliques (chapitre 3), lorsqu'à la suite de René Cassin, il va chercher dans la Bible l'une des bases historiques essentielles de la déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, et quand l'amour du prochain lui semble trouver un de ses aboutissements dans cette déclaration, l'auteur ne procède plus à un travail d'historien, mais plutôt à une lecture religieuse de l'histoire. Le véritable centre du livre, en définitive, n'est pas dans les chapitres historiques, mais dans le chapitre V : "*Pour une éthique universelle*", où s'effectue la rencontre doctrinale, d'une part, du christianisme post-conciliaire, et, d'autre part, du mouvement des droits de l'homme, c'est-à-dire de tous ceux, chrétiens ou non, qui affirment la dignité de la personne humaine. De ce chapitre clé dépendent les deux suivants "*Théologie et droits de l'homme*", bref chapitre VI consacré pour moitié à rendre hommage au théologien protestant Moltmann, et le chapitre VII, "*la mission de l'Eglise*" qui tire les conséquences des précédents sur le plan de l'action pastorale et de la promotion des droits de l'homme à l'intérieur de l'Eglise, selon le précepte : "*Médecin, guéris toi toi-même*". Mais, à vrai dire, dès la fin du chapitre II, l'auteur avait noté que, dans l'œuvre du Concile Vatican II, les efforts les plus significatifs, qui

prolongeaient les orientations de "*Pacem in terris*", étaient, en ce qui concerne les droits de l'homme, la déclaration "*Dignitatis humanae*" (1965) sur la liberté religieuse, et surtout, la première partie de la constitution pastorale "*gaudium et spes*" sur l'Eglise dans le monde de ce temps (1965), parce que, selon René Coste "du point de vue théologique, la motivation spécifique de la foi s'y articule bien plus explicitement et profondément que dans les documents ecclésiastiques antérieurs sur la recherche et la formulation d'une éthique universelle" (p.34).

Quel est le fondement de cette éthique des droits de l'homme ? Il se trouve répond l'auteur, en commentant Jean-Paul II, dans l'idée primordiale de l'homme comme image de Dieu, et dans une anthropologie qui a sa source dans la révélation, et que l'Eglise ne cesse d'approfondir et de communiquer. Et René Coste conclut : "L'engagement en faveur des droits de l'homme devient l'une des clefs de la lecture contemporaine de l'Evangile... C'est la foi même au mystère de l'Incarnation qui constitue pour les chrétiens, l'appel le plus fondamental à un engagement en faveur des droits de l'homme" (pp.78 et 80). L'auteur ne manque pas de se référer à Jacques Maritain et notamment (p.78) à ce passage d'*Evangile et droits de l'homme* : "En définitive, c'est dans l'attrait exercé par un centre transcendant, qui est Esprit et Personne, et en qui les hommes peuvent réellement s'aimer les uns et les autres, que le développement de l'humanité, ainsi animé et surélevé dans l'ordre même de l'histoire temporelle, trouve sa loi suprême". Mais les citations de Maritain m'ont semblé trop dispersées dans cet ouvrage pour que le lecteur puisse y retrouver dans toute sa clarté la distinction, entre, d'une part, le fondement chrétien des droits de l'homme, et, d'autre part, la charte des droits, susceptible de reposer, aux yeux des non-chrétiens, sur des fondements philosophiques et religieux divers. Maritain aimait à rappeler que des hommes opposés dans leurs conceptions théoriques pouvaient trouver un accord purement pratique sur les droits humains (voir notamment sur ces questions, les chapitres 4 et 5 de *l'Homme et l'Etat*). De plus Maritain affirmait nettement que pour lui le fondement philosophique des droits de l'homme était la loi naturelle. Lorsque René Coste évoque (p.66) la doctrine du droit naturel, il le fait trop rapidement à mon sens ; il ne signale pas la renaissance depuis la seconde guerre mondiale de la pensée du droit naturel et il ne s'engage pas à fond dans le débat philosophique.

Lorsque, parvenu aux derniers chapitres du livre, on jette un regard rétrospectif, depuis "*l'éthique universelle*" jusqu'aux premières réflexions sur la déclaration des droits de 1789, on ne peut manquer d'être frappé par le chemin parcouru : les droits proclamés par les rationalistes du XVIII^e siècle sont aujourd'hui placés par les Eglises au centre de leur éthique. Mais parle-t-on toujours de la même chose ? Y a-t-il homogénéité du droit et de l'éthique ? Et dès que l'on examine les étapes dans l'histoire des droits de l'homme, des nouvelles questions apparaissent. Ainsi, par exemple, on doit se demander si la notion de droit est prise au même sens dans la déclara-

tion de 1789 et dans la déclaration universelle de 1948, qui ajoute aux libertés individuelles de nouveaux droits, économiques, sociaux et culturels. L'auteur évoque, à vrai dire, le problème (p.22-23) et il répond par l'affirmative, mais sans justifier sa position : il se contente d'affirmer que la visée des nouveaux droits est juste et que les diverses sortes de droits de l'homme s'intègrent à un même "idéal mobilisateur". Certes, mais précisément on peut, comme le fait le philosophe libéral Cranston, dans son livre : "*Human rights to-day*" (Londres 1962) distinguer en nature les droits classiques de ceux, proclamés en 1948, qui ne sont en réalité que de "nobles idéaux". Ou bien l'on peut rappeler comme le fait le philosophe aristotelo-thomiste Michel Villey, dans sa "*Philosophie*

du droit" (Dalloz, 1978) qu'il est dans la nature du droit de pouvoir être revendiqué avec des chances raisonnables de succès, alors que les nouveaux droits ne constituent que "de fausses créances" et des "promesses intenable". A force d'étendre la liste des droits que rien ne garantit ne risque-t-on pas de dissoudre la notion même de droit ? Sur ces questions l'auteur a évité la discussion de fond, peut-être parce qu'en 100 pages il lui était impossible de donner à la fois un exposé clair et un examen critique des divers problèmes philosophiques sous-jacents.

Jean-Claude LAMBERTI

Desclée - Tournai 1983.

● L'Eglise sous Pie XII de Jean Chelini

Il faut un courage certain pour écrire et publier un ouvrage dont la simplicité du titre "L'Eglise sous Pie XII" (1) pourrait à lui seul conférer l'allure d'un défi. Et pourtant ce premier tome d'une histoire qui couvre la première partie (*La Tourmente 1939-1945*) du règne d'un pape dont ses adversaires ont voulu caricaturer l'action pour atteindre l'Eglise, réussit à force de vérités rappelées, à nous rendre l'image, sans complaisance mais authentique, d'un pontife discuté.

Or ce défi Jean Chélini, l'a relevé et nous propose un livre dont le contenu me fait hésiter sur le choix du terme destiné à le définir. Ce n'est ni un plaidoyer ni un réquisitoire. Je dirai plutôt un dossier dont les pièces, toutes irréfutables, permettent désormais aux lecteurs plus ou moins prévenus contre Pie XII, de mieux cerner son comportement, mais surtout d'en parler en se référant aux documents les plus officiels.

Afin de ne pas se fourvoyer, l'auteur, en véritable historien, entend conduire ses recherches à partir de données évidentes et incontestables. Sachant la haine portée par Hitler à l'Eglise catholique et sa volonté "d'exterminer le clergé, d'abolir la religion" après la victoire totale espérée, c'est précisément la situation de l'Eglise dans le monde en 1939 qu'il expose dans la première partie de son ouvrage. Partant d'une certitude : "l'Eglise n'a pas besoin d'apologie, mais de vérité", c'est à elle seule qu'il recourt pour décrire son influence et son rôle à l'égard des gouvernements et régimes différents, pour ne pas dire ennemis. Souvent, l'habileté du Saint-Siège, sa rigueur et son intransigeance, mais aussi, notamment à l'époque concernée, sa timidité et ses hésitations, ne suffisent pas à rendre compte de la complexité des problèmes auxquels il était confronté. Jean Chélini explique les comportements religieux des gouvernements "au moment où Pie XI meurt et où le monde s'apprête à sombrer dans la fureur de la seconde guerre mondiale". On doit donc retenir quelques *faits* révélateurs de situations confuses et plus souvent dramatiques. Leur étude détaillée mérite bien l'importance qui leur est donnée dans l'ouvrage de Jean Chélini.

En France, on constate un rapprochement entre l'Eglise et l'Etat (séparés depuis 1905), mais également la désunion des catholiques. Entre les deux guerres une poignée de chrétiens, évêques, prêtres ou laïcs, osent se dresser publiquement contre toutes les formes de nationalisme et condamner le fascisme, le franquisme et le marxisme ; les mêmes qui figureront parmi les premiers "résistants", non seulement à Hitler mais au gouvernement de Vichy. Le catholicisme "force structurée" en Belgique, a progressé dans les pays à majorité protestante (Hollande, Suisse, Angleterre). Je confie à la curiosité des lecteurs le soin de lire les pages consacrées à l'étude de la situation sur les continents américain, africain, asiatique.

*
* *

Sur la carte de l'Europe, voici s'étendre comme une lèpre, d'abord insidieuse et enfin sauvagement agressive les taches du fascisme italien, du franquisme espagnol, portés à leur comble par le nazisme le plus sanguinaire. Si la peste brune s'étale pour recouvrir l'Allemagne puis l'Europe, soutenue dans son entreprise littéralement démoniaque par l'U.R.S.S. de Staline, que fait, que dit le nouveau pape, le cardinal Pacelli, secrétaire d'Etat devenu Pie XII ? Officiellement rien ou à peu près. Rien que le monde put entendre. "Les premiers silences de Pie XII s'expliquent, écrit Jean Chélini, par l'impuissance où se trouve le pape de condamner le nazisme, sans atteindre les Allemands, sans sortir de l'impartialité qu'il s'est fixée, consistant à ne pas trancher entre les belligérants". Là réside la difficulté de son attitude, "l'incompréhension douloureuse qu'elle suscite hors d'Allemagne et d'Italie. Là réside probablement l'erreur d'appréciation". Tout me semble être dit sur la complexité, faite d'intelligente lucidité et de pusillanimité, de Pie XII. Pouvait-on condamner le nazisme sans atteindre les Allemands ? C'est la question lancinante, "crucifiante" à laquelle Pie XII répondit par "un choix délibéré, sans cesse remis en question mais sans cesse confirmé". On peut aujourd'hui rêver d'un choix contraire et comprendre la douleur ou la

colère des chrétiens, témoins impuissants et souvent honteux de ce silence.

La stupeur ou l'irritation étaient d'autant plus justifiées que l'homme dont on regrettait ou condamnait les hésitations est l'un, pour ne pas dire le principal auteur avec celui qui devait devenir le cardinal Béa, de l'encyclique de Pie XI "Mit brennender Sorge" (1937) volontairement écrite et publiée en allemand, dans laquelle était solennellement condamné le nazisme et affirmée l'opposition de l'Eglise au néo-paganisme. "Elle devait frapper le Führer de stupeur !" Mais pour mieux comprendre, écoutons Jean Chélini : "Pacelli, secrétaire d'Etat, suivait à Rome les progrès de la persécution informé par les évêques et par les anciens membres du Centre Catholique. Chaque mesure fut pour lui une blessure personnelle à cause de son attachement à la nation allemande et parce qu'il avait été le négociateur du Concordat..." Une justification ? Non sans doute. A coup sûr une explication de l'attitude persistante de Pie XII. Pouvait-on cependant comprendre que le chef de l'Eglise "universelle", aux prises avec une idéologie néo-païenne, pût redouter d'alarmer cette nation à laquelle il était personnellement attaché et ne pas condamner à la face du monde ses dirigeants ?

Poursuivant la narration de cette tragédie que fut la première partie du pontificat de Pie XII, Jean Chélini aborde l'époque cruciale commencée en 1939 par le martyre de la Pologne et de l'Europe sous la botte nazie. S'il regrette les faiblesses et les défaillances de trop de catholiques il n'oublie pas de rendre hommage aux sacrifices de tous ces témoins de l'Eglise qui se sont dressés contre une barbarie à peu près sans précédent dans le monde.

Sous ce qu'il nomme fort opportunément "l'ordre brun", l'auteur nous rappelle les tourments que firent subir aux populations des pays occupés en Europe, les représentants directs ou non de l'idéologie nazie. Pour ne parler que de la France, chacun relira, non sans tristesse lorsqu'il ne s'agit pas d'écœurement, les pages concernant la politique religieuse de Vichy. Pour mettre l'Eglise de France à sa dévotion, Pétain et son gouvernement lui tendirent un piège. Elle y tomba. L'Eglise de France, à l'exception de quelques-uns des plus éminents de ses représentants et surtout de simples prêtres et religieux sans parler de nombreux intellectuels catholiques, succomba à la tentation traditionnelle et simplificatrice de l'obéissance au pouvoir établi. Il est difficile d'admettre "les silences de l'épiscopat français" lorsqu'il s'agit par exemple de la légitimation (Mgr Guéry) du statut d'octobre 1940 concernant les Juifs, même en tenant compte des démarches d'hommes comme le Cardinal Gerlier, l'abbé Glasberg, le pasteur Boegner, sans oublier celles des pères Bonservin et de Lubac démontrant que le nouveau statut était "discriminatoire, insultant et illégal".

Mais, bientôt fulgurante dans la longue nuit de l'occupation, voici qu'apparaît et se développe, avec d'autres mouvements anti-nazis, la *Résistance Chrétienne* qui fait l'objet de l'étude de la dernière partie de l'ouvrage de

Jean Chélini. "Très tôt, écrit-il, un certain nombre de chrétiens refusèrent la collaboration, dénoncèrent les ambiguïtés du régime de Vichy et les erreurs doctrinales et morales du nazisme". Ces hommes, il les nomme ; il situe géographiquement leur action à Marseille, Vichy, Toulouse, Lyon "capitale spirituelle de la France". Faut-il faire une place à part aux "Cahiers du Témoignage Chrétien" fondés par le Père Chaillet ? Nommer tous ses animateurs, tels Edmond Michelet, André Mandouze, ceux qui l'appuient comme Mgr Saliège et Mgr Bruno de Solages, ceux qui le diffusent comme Simone Weil jusqu'à son départ pour les U.S.A. ? L'influence de T.C. est importante : "500 exemplaires pour les premiers numéros, puis 30 à 40.000. Au total : 410.000 exemplaires en trois ans dans la zone Sud et 140.000 dans la zone Nord".

Pour l'honneur de la chrétienté dans notre pays la parole devenait action. Ainsi de la protestation de Mgr Saliège dont la voix eut un écho extraordinaire : "... Il y a des droits, il y a une morale humaine qui impose les devoirs et reconnaît des droits... Ils viennent de Dieu... Les Juifs sont des hommes... Ils sont nos frères..." Le Cardinal Gerlier, Mgr Delay (Marseille), Mgr Mousseiron (Albi), le Conseil national de l'Eglise réformée se prononcent publiquement aussi : "L'Eglise ne peut pas oublier que c'est dans le peuple dont les Juifs sont les enfants selon la chair qu'est né le sauveur du monde !"

Jean Chélini ne manque pas de rendre hommage au rôle des chrétiens dans la lutte armée, mais également à celui des intellectuels catholiques parmi lesquels il faut évidemment citer Jacques Maritain, Georges Bernanos, Etienne Borne, Francisque Gay, directeur-fondateur de "l'Aube" et tant d'autres dont les activités et l'influence furent *déterminantes* au moment de la Libération. Puis-je, cependant, faire part ici d'un regret : celui d'avoir constaté que cet indiscutable historien qu'est Jean Chélini avait omis de citer l'action des "Jeunes Chrétiens Combattants", d'évoquer le rôle des "Cahiers de notre Jeunesse", de rappeler le sacrifice d'un jeune étudiant, Gilbert Dru, inspirateur de ce "Mouvement" que devait être le M.R.P. Fusillé à Lyon en 1944, avec le jociste Francis Chirat, il n'a pas pu assister à l'éclosion de son projet (2).

Le titre du dernier chapitre du livre de Jean Chélini "Le dilemme des chrétiens allemands" semble faire écho à la crainte de partialité, poussée jusqu'à l'angoisse, toujours éprouvée par Pie XII, au moment où le monde attendait de lui qu'il dénonçât publiquement "les barbares"... faute de pouvoir les arrêter. Sans doute Jean Chélini rappelle-t-il le soutien sans faille du pape (Radio-Vatican) à l'épiscopat allemand dressé contre Hitler et les nazis, la fermeté de l'évêque de Berlin, Mgr Von Preising, mais aussi la constante volonté de Pie XII "de ne pas quitter cette ligne d'impartialité..." qu'il s'était imposée. "Peut-on condamner le nazisme sans atteindre les Allemands ?" Pourtant il charge les évêques d'exhorter les fidèles. Il se déclare solidaire de leurs propos les moins équivoques. Mgr Von Galen, évêque de Munster, condamne en 1941 publiquement "les crimes qui allaient

amener le jugement de Dieu sur l'Allemagne et précipiter sa ruine". Un homme de Dieu... un prophète ! Pie XII l'approuve...

En tout état de cause, Jean Chélini s'autorise à écrire : "Dans les ruines de la patrie allemande, l'Eglise catholique demeure rapidement la seule institution à avoir traversé debout les années sombres sans se compromettre avec le nazisme".

*
**

Sous le titre "Les épines sans la croix", l'auteur nous propose l'image d'un pape littéralement torturé par tout ce qui lui est rapporté. De 1940 à 1945, il ne cesse de dénoncer et d'informer le monde de ce qu'il sait de cette guerre, "monstre apocalyptique", au cours de cinq radiomessages de Noël qu'il diffuse chaque année. Si l'extermination massive des Juifs devient pour les nazis de plus en plus difficile à cacher, Pie XII et le Vatican organise un "Office Central d'information du Saint-Siège". Bien avant que Rome ne tombe aux mains des nazis, la diplomatie vaticane portait secours aux Juifs d'Europe centrale. Nul ne peut plus l'ignorer.

N'ayant fait état que des pièces du dossier établi par Jean Chélini, je lui laisse le soin de nous apporter lui-même sa première conclusion concernant l'attitude de Pie XII pendant "la Tourmente" : "Ce que nous pouvons dire à la lumière de ce que nous avons appris, c'est que les nazis considéraient Pie XII et ses collaborateurs comme leurs pires ennemis et qu'inversement le pape et son entourage voyaient dans les nazis des criminels œuvrant à la perte de l'Eglise et de la civilisation. Accuser Pie XII de sympathie pour les nazis apparaît à la lumière de ces pages comme une malhonnête absurdité. Considérer que le pape aurait pu et dû condamner solennellement au milieu de la guerre, Hitler et le nazisme et dénoncer publiquement le génocide, est en revanche un jugement que l'on peut parfaitement soutenir sans insulter à la mémoire d'un pape qui était le scrupule moral fait homme. Sur ce point il s'est trompé, il l'a fait en toute bonne foi pour éviter le pire, et on ne saurait le lui imputer à crime".

Jean TEITGEN

(1) Ed. Fayard

(2) N° spécial de "France-Forum" consacré à Gilbert Dru.

● Retour sur les années de guerre 1939-1945

La rédaction de *La Tourmente*, le premier tome de *l'Eglise sous Pie XII*, (Fayard), m'a amené depuis deux ou trois ans à me plonger davantage dans la tragique histoire des années de guerre. Il me semble rétablir ainsi le fil rompu depuis ma jeunesse, comme si soudain je revivais adulte en les comprenant les événements dont de 1939 à 1945 j'avais été enfant le témoin effrayé, mais inconscient du drame qui se jouait à l'échelle du monde.

LES POISONS DU NATIONAL SOCIALISME

L'actualité de cette histoire très proche explique à la fois l'intérêt des chercheurs et les passions violentes qu'elle continue de susciter. La curiosité du public français, plus largement européen et même universel, car Russes et Américains partagent cet engouement pour les années de guerre, stimule les historiens et les incite à fouiller les cendres chaudes et à interroger les nombreux témoins encore vivants. Parfois cette quête du passé se colore d'une nostalgie de l'"ordre brun" et tend à collectionner les souvenirs du III^e Reich comme les objets d'un culte. Outre son caractère malsain, une pareille démarche ne peut qu'encourager les faussaires à "rétablir" les originaux disparus, ou à en fabriquer de toutes pièces. Le scandale récent provoqué par la publication des faux *Carnets* d'Hitler doit nous rendre encore plus prudents dans le maniement et l'étude des matériaux concernant ces années maudites. Les poisons du national socialisme flottent encore dans ces lieux du temps.

BILAN DE "LA DROLE DE GUERRE"

Gilles Ragache dans *1940 "La guerre détraquée"* (Aubier, 251 p. 55 F) analyse lucidement les incohérences

de la drôle de guerre, ces mois de 1940 où les troupes françaises gardèrent l'arme au pied laissant aux Nazis le temps de régler leurs affaires à l'Est et le choix du moment où ils attaqueraient à l'Ouest. Plus que par la nouveauté de l'information, ce livre vaut par la lecture des événements, le découpage des chapitres. Un bon développement sur le front des Alpes que Mussolini ne réussit pas à entamer du 10 juin à l'armistice. Beaucoup de fortins résistèrent au delà du 22 et ne se rendirent qu'avec les honneurs de la guerre ! Gilles Ragache rappelle avec raison que contrairement à une légende tenace qui veut que la guerre de 1939-1940 n'ait pas été meurtrière, le printemps 1940, n'a pas été un simulacre : 120.000 morts et 300.000 blessés, dans les rangs de l'armée française, 10.000 victimes civiles des bombardements aériens. Les autorités allemandes ont longtemps minimisé leurs pertes. On peut les estimer à 45.000 morts et à près de 100.000 blessés. Citons pour mémoire 1.123 avions allemands abattus, soit un sur trois des appareils engagés. Guerre détraquée certes, mais pas guerre d'opérette !

LES JUIFS D'AFRIQUE DU NORD DE 1940 A 1942

Deux ouvrages récents sur la persécution des juifs pendant l'Etat français. Le premier limité aux *Juifs d'Afrique du Nord sous Vichy*, est dû à un chercheur israélien, Michel Abitbol, maître de conférences à l'université hébraïque de Jérusalem (Edition Maisonneuve et Larose, 224 p. 92 F). L'auteur montre comment les deux statuts des Juifs de 1940 et de 1942 furent appliqués aux Israélites d'Afrique du Nord qui avaient perdu le bénéfice du Décret Crémieux dès le 7 octobre 1940, par

l'administration française, hors de toute contrainte allemande. Le second a une portée beaucoup plus générale par l'ampleur de la vision et le volume de la documentation, *Vichy-Auschwitz, le rôle de Vichy, dans la situation finale de la question juive en France, 1942* (Fayard, 543 p. 150 F) de Serge Klarsfeld.

VICHY-AUSCHWITZ DE SERGE KLARSFELD

L'auteur s'est consacré avec sa femme Beate au dépistage des criminels nazis impunis. Il a notamment obtenu en 1980 la condamnation de Kurt Lischka, l'un des organisateurs de la chasse aux Juifs en France, à dix ans de prison par la Cour d'Assises de Cologne. Il est à l'origine de l'arrestation de Klaus Barbie, le bourreau des Juifs de Lyon. L'originalité de sa démarche consiste à rassembler de véritables dossiers historiques pour étayer ses recherches et ses accusations. Dans *Vichy-Auschwitz*, Serge Klarsfeld établit de façon accablante la responsabilité des autorités de Vichy dans l'arrestation et la déportation des Juifs étrangers résidant en zone occupée comme en zone libre : celle de René Bousquet, secrétaire général de la Police après le retour de Laval et de son bras droit Jean Leguay. Si ce dernier, qui après 1945 a fait toute une carrière aux Etats-Unis, a été inculpé pour crimes contre l'humanité en 1979, Bousquet n'a jamais été inquiété sérieusement, pas plus que Darquier, le second commissaire aux affaires juives, qui est mort paisiblement en Espagne en 1980, sans que son extradition ait été demandée.

L'autre conclusion de ce livre, qui va dans le même sens que les miennes dans *La Tourmente*, met en relief le rôle du haut clergé catholique dans le coup d'arrêt donné à la chasse aux Juifs en septembre 1942. L'auteur démontre que les déclarations de Mgr Saliège, de Mgr Theas ou de Mgr Delay, ainsi que les interventions énergiques du cardinal Gerlier ont fait reculer les autorités de Vichy et les responsables allemands, à cause de l'éclat qu'elles ont suscité dans la population. L'auteur considère aussi que l'aide des diverses communautés chrétiennes en faveur des Juifs a été particulièrement efficace. Un livre remarquablement documenté et qui dissipe bien des ombres soigneusement entretenues jusqu'ici.

LA RESISTANCE DES CHRETIENS

Les affirmations de Me Klarsfeld tendent à mettre ainsi en relief le rôle actif de l'Eglise dans la lutte contre le génocide à partir de 1942. Jusqu'ici, à part des témoignages isolés comme celui de l'abbé Espinasse sur son action lors des pendants de Tulle ou du cardinal Guyon sur le martyre du jeune jociste Marcel Callo, dont il a introduit le procès en béatification, les informations sur la résistance des chrétiens de France demeuraient très fragmentaires. L'Eglise elle-même, à la différence du Parti communiste, ne réclamait aucun brevet de résistentialisme. On opposait l'attitude globalement pétainiste de l'épiscopat, à l'engagement isolé de quelques clercs ou laïcs dans la résistance. Aujourd'hui nous commençons à être mieux informés et à pouvoir analyser de manière plus exacte l'attitude du clergé français sous l'occupation.

La préparation de *La Tourmente* m'a donné l'occasion de tenter une première synthèse. J'ai publié un document unique : le rapport inédit que le Père de Lubac adresse à ses supérieurs en avril 1941 pour les mettre en garde contre le nazisme et les risques de la collaboration. Ce texte d'une extraordinaire lucidité témoigne de la clarté de vue du professeur aux Facultés catholiques de Lyon et de ses proches au Scholasticat de Fourvière, comme le Père Fessard ou le père Chaillot. L'étude que Hans Urs von Balthasar et Georges Chantraine viennent de consacrer au *Cardinal Henri de Lubac et son œuvre* (Lethielleux, Culture et Vérité, Le Sycomore, 65 F) nous donne entre autres choses très précieuses, quelques pages sur la vie et les travaux du Père de Lubac, dans ces années de feu : "Dès que le nazisme fut installé en France, il le combattit non point comme un ennemi politique, mais comme une puissance ennemie de Dieu. Plus tard, il put s'entendre dire par l'évêque de Berlin : "Nous menions le même combat". A l'autre bout de la France et dans un tout autre contexte Sœur Edwige raconte son engagement et son action dans la résistance à Calais dans *Edwige Dumas Souvenirs de guerre* (Apostolat des Editions - Editions Paulines, 170 p. sans indication de prix).

BRASILLACH AU TOMBEAU

Chez Plon paraissent coup sur coup deux rééditions de Robert Brasillach, *Comme le temps passe* de 1937 et ses *Poèmes de Fresnes*, écrits en prison et publiés pour la première fois en 1949, (318 p. 65 F et 75 p. 40 F) et correspondant à deux phases du destin tragique de ce génie fourvoyé. Le roman de René et de Florence baigne dans un esthétisme brillant et raffiné qui révèle les qualités d'écriture d'un grand artiste et correspond à la phase de succès de la vie de Robert Brasillach. A trente ans, à peine, il connaît la gloire. Sa chronique littéraire de *L'Action française* lui a valu la notoriété. En 1939, Pierre Gaxotte lui a cédé la direction de "*Je suis partout*". Brasillach s'engage à fond dans la collaboration après la défaite. Il partage l'exaltation de la jeunesse et de la force qui l'ont séduit chez les tenants de la Nouvelle Europe nazie. Il participe au néopaganisme ambiant dont Pie XII montrera les effets désastreux dans ses radiomessages de Noël de guerre. Les Poèmes de Fresnes sont d'une autre tonalité. La douleur, la proximité de la mort arrachent à Brasillach les accents émouvants d'une foi purifiée par la souffrance :

"Seigneur, voici venir les captifs de la terre,
"Seigneur, vous avez fait les libres horizons,
"Mais l'homme seul a fait la prison et la guerre
"Seigneur, ce n'est pas vous qui faites les prisons".

HITLER AU JOUR LE JOUR

L'imposante biographie d'Hitler par John Toland est désormais disponible en français dans la collection *Bouquins* chez Robert Laffont (1000 p. papier bible, 79 F) c'est un livre indispensable. D'abord parce qu'il révèle au lecteur français une toute autre méthode historique que celle qui a cours chez nous. Outre les dépôts d'archives et les sources classiques, Toland a dépouillé 250 interviews

de témoins oculaires avec l'aide de nombreux collaborateurs. Cela donne à son récit une exceptionnelle authenticité vécue. Il est à noter cependant que dans la bibliographie comme dans la liste des personnes interrogées ne figurent aucun auteur ou aucun témoin français en dehors d'André François-Poncet. C'est assez révélateur du peu d'intérêt réciproque que les Américains portent à nos travaux historiques !

L'auteur a écrit une biographie très vivante, bourrée de détails, d'une extraordinaire densité et qui est sûre-

ment très proche de la vérité. Mais à aucun moment, il ne s'élève à des conditions générales, à un portrait global du personnage : "C'est à mesure que j'écrivais que je suis parvenu aux conclusions que l'on peut trouver dans ce livre". Une œuvre minutieuse, immense, où le détail finit par forger l'ensemble, sans que pour autant, l'esprit soit vraiment satisfait de ce long cheminement en compagnie du Führer. Après en avoir tout appris, on aimerait en savoir davantage.

Jean CHELINI

● Lyautey : une prédestination pour la gloire d'André Le Révérend

La pénétrante étude d'André le Révérend sur la vie du maréchal Lyautey confond le lecteur. Derrière la façade de celui qui demeure pour l'histoire le pacificateur du Maroc, l'auteur nous brosse avec talent le portrait de "Louis Hubert Gonzalve Lyautey qui fut le premier Résident Général de France au Maroc". Une personnalité riche et ambiguë, monarchiste mais serviteur de la République, agnostique pendant longtemps mais respectueux depuis toujours des valeurs religieuses, conservateur mais épris de justice sociale. Lyautey a marqué durablement de son empreinte l'épopée coloniale de la III^e République.

"Profondément respectueux des traditions ancestrales", il gardera jusqu'au bout cet amour de la famille et du terroir lorrain qui le caractérise tant et qu'il partage si profondément avec ses proches. Le 17 novembre 1854 le voit naître à Nancy en plein Second Empire alors à l'apogée. Son grand père s'est couvert de gloire à Wagram et en Russie et a été couvert d'honneurs par Napoléon III : général d'armée, sénateur d'Empire il initie son petit-fils aux délices du pouvoir et du faste. Lyautey en conservera le goût toute son existence et aimera constamment asseoir son autorité par l'apparat. Enfant, il connaît le drame d'une demi-paralysie qui va le condamner à mener pendant une dizaine d'années une vie de reclus. Ces années pèseront lourd : il en appréciera d'autant le feu de l'action. Elles l'influenceront beaucoup : ses tantes, constamment à son chevet, lui inculqueront des principes élitistes qui ne le quitteront plus jamais.

C'est durant cette enfance, et plus tard, l'adolescence que Lyautey forgera peu à peu sa vocation militaire et ses ambitions. Une vocation d'abord bien incertaine : Lyautey hésite beaucoup avant d'embrasser la carrière des armes. Il en goûte les grandeurs mais en redoute les servitudes. Tirailé entre le catholicisme ultra-montain et son envers libéral, soucieux de justice sociale, il fréquente les cercles d'Albert de Mun. Mais le jeune élève-officier est encore trop tendre et trop velléitaire pour se lancer dans une expérience politique. Son insouciance et sa fantaisie ont besoin de beaucoup d'espace. Cet espace, Lyautey va le découvrir de manière fulgurante à la sortie de l'école d'Etat Major. A vingt-quatre ans il découvre le "pays de lumière" : l'Algérie. "A cheval, lever de soleil,

montagnes bleues et désert de pourpre, au galop sur le sable d'or, vive la vie !" Ces lignes écrites de sa main témoignent de sa passion qui le dévorera toute sa vie.

Militaire de rencontre, Lyautey ne pouvait que vivre dans l'arme coloniale. L'histoire, un jour, redonnera acte aux premiers colonisateurs. Ils ne furent pas tous d'avidés colons. Lyautey en est le vivant exemple. Dès son premier contact en 1880 avec le service colonial, il s'insurge contre ses camarades officiers vivant en Algérie comme dans une quelconque garnison de France. Il note leur distance et leur mépris de l'indigène. Il critique déjà vivement le système colonial et écrit des phrases définitives sur un chef de grande tente obligé de céder le pas devant le premier sous-préfet venu. Déjà se dessine chez lui le fond de sa politique colonisatrice : la primauté accordée au protectorat, le refus de toute intégration, la collaboration des élites locales.

Cette vocation va pourtant tarder à s'épanouir : Lyautey a quelque fois des hésitations devant le destin. Quelques chimères le hantent. Il a des velléités sociales, il nourrit des sentiments monarchistes. Il va même en 1883 rendre visite en Italie, au Prétendant, le comte de Chambord quelques semaines avant la mort de ce dernier. Il va mener pendant dix ans une vie brillante et insouciance en métropole. Aide de camp, chef d'escadron à St-Germain, il publie en 1891 un article retentissant sur le "rôle social de l'officier". Inspiré par son expérience des cercles Albert de Mun, cet article est plus le fruit d'une insatisfaction profonde que d'une volonté de réformer le cadre militaire.

Les années ont passé, Lyautey s'est épuisé et dispersé dans la société parisienne, dans des cercles divers. Il garde une frustration amère. Enfant, il souhaitait "jouer" à Louis XIV, il ne connaît que la vie creuse de garnison. L'article de la Revue des Deux-Mondes lui a fait beaucoup de tort, surtout dans le monde des bureaux soucieux de conformisme. Son avancement en souffre déjà. Il lui faut rompre. A quarante ans Lyautey sollicite et obtient un poste au Tonkin. Sa légende est en route. Sous les ordres de Galliéni, il fait l'apprentissage de la gloire. Trois ans d'Indochine vont profondément transformer le personnage. Il donne enfin sa mesure, il donne libre cours à son rôle de bâtisseur. Il est surtout loin des

tumultes de la métropole : l'affaire Dreyfus, la crise entre l'Etat et l'Eglise. Il conseillera même à ses supérieurs la constitution d'une gendarmerie mobile pour éviter à l'armée les tâches de basse police. Gallieni l'appelle à Madagascar, le voilà colonel, l'avenir lui sourit de nouveau, il est devenu un officier colonial brillant. Madagascar sera pacifié grâce à ses soins. La France rayonne dans l'Océan Indien. La renommée n'est plus loin. De retour en métropole en 1902 la chance va lui sourire. Lyautey fréquente lors de ses passages dans la capitale les cercles coloniaux. Faut-il le rappeler ? Il y a dans ces groupes beaucoup d'hommes de gauche, même des socialistes. Jaurès sera lui-même partisan de la colonisation tant qu'elle demeure pacifique. Des troubles éclatent aux confins algéromarocains durant l'année 1903. Il faut un homme capable et un "général de gauche". Lyautey passe pour tel grâce à ses amitiés coloniales. L'Histoire a quelque fois de ces détours !

Vingt ans après le voici de retour à Alger. Il organise la protection avancée d'Oran et n'hésite pas à se heurter à Delcassé, le ministre des Affaires Etrangères. Il louvoie remarquablement pour faire triompher son point de vue, sollicitant les textes, contournant le pouvoir des bureaux, s'appuyant sur des amitiés ministérielles. Clémenceau arrive au pouvoir en 1906 ; l'homme, patriote ardent, a ses préjugés. Pourtant il se convertit peu à peu à l'idée coloniale et fait de Lyautey un divisionnaire. La situation se détériore au Maroc. Il faut intervenir. Et Lyautey intervient. Nous sommes en 1907, l'opération militaire est réussie. Lyautey triomphe. Brusquement en 1911 il quitte les rivages de l'Afrique pour commander en métropole. Les orages grondent. Il pressent les ambitions allemandes en Europe où il faudra défendre le pays.

L'année 1911 voit le ministère Caillaux s'embourber. Les combinaisons parlementaires succèdent aux combinaisons parlementaires. Lyautey rêve d'un destin national. Il voit souvent Millerand le ministre de la guerre. En 1912, des troubles graves, des mutineries dans les tabors, éclatent au Maroc. Il est nommé Résident Général au Maroc, il ne quittera plus ce pays jusqu'à son retrait de la vie militaire. Il vole de victoire en victoire pacifiant tout le Maroc. Il réussit politiquement et militairement à donner une vraie consistance au protectorat du Maroc, ayant avec le sultan les meilleurs rapports du monde. Il entre à l'Académie Française, il est devenu une gloire nationale. Lorsque la guerre éclate en 1914, il maintient le Maroc calme avec des effectifs très réduits, de simples territoriaux. Il va même accroître la main-mise militaire française sur le Maroc. Il fait durant l'été 1915 une tournée des corps d'armée sur le front, et rencontre de nombreuses personnalités. C'est un peu au hasard d'une combinaison ministérielle qu'il devient en Décembre 1916, le ministre de la Guerre d'Aristide Briand. L'homme politique est trop rusé et le général trop naïf. Il est nommé ministre, mais n'a participé ni à la nomination du chef d'état-major, ni au plan d'offensive et son ministère est tronçonné en trois morceaux. Lyautey ministre, s'épuise en conférences, audiences, discours à la Chambre et au Sénat. Il finit par provoquer au bout de

trois mois la chute du gouvernement en refusant, par crainte de fuites, de donner à la tribune des indications militaires. Lyautey n'aura jamais de destin politique.

Le gouvernement suivant s'empresse de lui confirmer son poste de Résident Général où il fera de nouveau des prodiges. La guerre est gagnée et il n'a pas eu les titres de gloire d'un Foch, d'un Joffre, d'un Pétain. Pétain, colonel en 1914, qui lui voue une hostilité farouche et qui précipitera sa chute. Pour l'heure la République a soif de héros. Il va recevoir son bâton de Maréchal de France. Il peut parler en maître, s'affranchir des contraintes, critiquer les traités de paix. Il éprouvera même de la sympathie pour Mustapha Kemal et ses projets de Turquie moderne. Son amour de l'Islam l'égaré un peu. Il veut réformer l'Etat, la Nation. Il n'est plus surtout et depuis longtemps ce "général de gauche". Et le Cartel n'est pas loin ; la maladie toujours plus insidieuse lui laisse de moins en moins de répit. Les élections de 1924 ont amené Herriot au pouvoir, l'Etat-major subrepticement diminue les effectifs au Maroc. Au printemps 1925 des troubles éclatent au Rif. Lyautey doit faire face avec des effectifs réduits. Il a perdu, peut-être, le peu de souplesse d'échine qui lui restait et s'aperçoit trop tard des manœuvres du Maréchal Pétain qui veut le supplanter. Lyautey est dessaisi de cette guerre du Rif menée avec des renforts tant espérés mais amenés par Pétain. Des troupes métropolitaines mènent une guerre métropolitaine. C'est Verdun dans le désert marocain avec des blessures qui ne se refermeront jamais.

Le Maréchal Lyautey quitte alors la scène publique et se retire en Lorraine dignement, sans tapage, sans rancœur. Le gouvernement français l'a ignoré. Mais pas le jeune sultan du Maroc, qui vient lui faire une visite solennelle dans sa maison de Lorraine. Très vite, Lyautey reprend une activité s'intéressant de près au mouvement scout. Il retrouve aussi Dieu et la paix de l'âme. Raymond Poincaré, revenu aux affaires, le fait nommer Commissaire Général à l'Exposition Coloniale qui se déroulera en 1931. Pour une dernière fois, Hubert Lyautey "jouera à Louis XIV". Les plus anciens Parisiens se souviennent encore de ces féeries de couleur et d'exotisme qui ont fait le sel de l'Exposition. Paris va connaître six mois de fêtes, de spectacles folklorique, de danses, de chants. Les rues verront défiler spahis, méharistes, tabors. Le jeune ministre des Colonies eut le bon goût, le soir de dîner de gala, de faire le discours le plus bref de sa carrière : "Ce soir, la France reçoit Sa Majesté Sidi Mohammed, Sultan du Maroc en présence de Monsieur le Maréchal Lyautey. Après avoir cité ces deux noms, le représentant du gouvernement n'a qu'un devoir, celui de les saluer et de se taire". Ainsi parla Paul Reynaud. Et ainsi avait vécu "Louis Hubert Gonzalve Lyautey décédé, en 1934, dans la religion catholique dont il reçut en pleine foi les derniers sacrements" et qui "a voulu reposer en cette terre qu'il a tant aimée" selon l'épithaphe qu'il fit graver sur sa tombe en terre marocaine.

Albert KALAYDJIAN

"Lyautey" d'André Le Révérend, ed. Fayard.

La République au passé

par Etienne BORNE

Parmi les ambitions du présent règne, deux grandes pensées, l'une la décentralisation en train de passer dans les faits avec la disparition des préfets, de fâcheuse mémoire napoléonienne, et leur remplacement par des commissaires de la République, appellation de saveur plus révolutionnaire mais qui consacre, dans l'ambiguïté flamboyante du verbe, le démembrement de la chose publique au profit d'autonomies locales ; et d'autre part encore en suspens, mais la formulation n'en est pas moins grandiose, la création d'un grand service public unifié et laïque de l'éducation nationale intégrant dans l'Université républicaine un enseignement privé sous contrat dont l'équivoque irrite si fort les héritiers des Lumières qui, épris d'idées simples et claires, tolèrent mal les mélanges confus de privé et de public.

Ces propos et projets ne nous rajeunissent guère. La décentralisation devenue cheval de bataille du pouvoir actuel, illustre bien ce transfert des idées et des valeurs ou comme disent les sciences humaines, des "thématiques" entre la droite et la gauche, vagabondage qui est la croix des politologues. L'école maurassienne qui, autrefois faisait de la résurrection des provinces, tempérant et humanisant l'autorité centrale, la condition d'un heureux équilibre politique, trouve aujourd'hui des disciples imprévus chez ceux qui vénèrent comme de grands ancêtres les jacobins centralisateurs de la Révolution française. Ainsi la République se conjugue au passé.

Semblable accès de "rétrophilie" à propos de l'école. Les dates ici sont plus précises. 1924-1984. A soixante ans de distance, la gauche, une fois au pouvoir, entend faire le ménage laïque de la maison républicaine que les précédents occupants avaient encombrée de malpropretés réactionnaires et cléricales. Dans les deux cas une laïcité tombée en quenouille et qu'il importerait de venger et de faire briller dans tout son éclat. Jadis, dénonciation des relations diplomatiques entre la France et le Saint-Siège rétablies par un gouvernement de droite. Mise en question du régime concordataire dans les trois départements recouverts d'Alsace-Lorraine que leur annexion à l'Empire allemand avait privés des bienfaits de la législation laïque. Rappel aux congrégations non autorisées, et qui s'étaient reconstituées sournoisement à la faveur de la guerre, qu'elles étaient installées dans l'illégalité. Et aujourd'hui l'attentat à la laïcité, perpétré une fois encore par un ci-devant pouvoir de droite est l'octroi d'une législation contractuelle à un enseignement catholique.

Au temps du cartel des gauches, le Saint-Georges laïque n'a pas eu raison du dragon clérical, et le propos d'intégrale restauration laïque est resté à l'état de menace verbale. Il y a toujours un ambassadeur de la République auprès du Saint-Siège. Dans les provinces de l'Est, évêques et curés, pasteurs et rabbins sont rétribués par l'argent public. Et personne ne songe plus à exclure les congrégations et les ordres religieux du droit commun d'association. Il y a des analogies dans l'histoire et les causes qui ont amené l'échec de la politique laïque ou plutôt laïciste du cartel radicalo-socialiste peuvent jouer aussi dans la conjoncture actuelle, tant les situations sont comparables.

Causes d'abord extérieures. Cet esprit d'imprudence et d'erreur dans la gestion économique qui paraît être le destin malchanceux de la gauche lorsqu'elle est seule au pouvoir a pu jadis et pourra peut-être demain provoquer un recentrage politique qui, dans la majorité comme au gouvernement, a fait et ferait

succéder les modérés aux excessifs. D'où l'abandon de la radicalisation, et d'abord sous sa forme laïque. Mais les plus vraies raisons de la déconfiture en la matière du Cartel des gauches tiennent à l'idée intolérante qu'il se faisait de la laïcité et tellement en retard sur les mentalités ; le "Nous ne partirons pas" des religieux anciens combattants était accueilli avec faveur par l'opinion publique. Quel militant "laïque", si échauffé soit-il contre l'enseignement catholique, oserait soutenir que ses vœux constituent un religieux en état d'indignité civique ? Le président du conseil, animateur du cartel des gauches, était un humaniste et il a eu la sagesse de ne pas s'obstiner dans des promesses, qui, reflets du sectarisme d'autrui, étaient si contraires à ses convictions profondes. A l'instar d'Edouard Herriot, François Mitterrand est un humaniste.

L'espoir d'une issue heureuse au conflit actuel est d'autant mieux fondée que, si on s'en tient à une conception dogmatique de la laïcité, le scandale anti-laïque d'il y a soixante ans et, qui demeure aujourd'hui sans horrifier personne était bien plus horrible que les manquements à la laïcité dénoncés maintenant. La séparation de l'Eglise et d'un Etat, qui ne reconnaît et ne subventionne aucun culte, interprétée par des intégristes de la laïcité, exclurait toute survivance des temps concordataires et devrait interdire à la République toute reconnaissance par voie diplomatique permanente, de l'autorité religieuse du chef de l'Eglise. L'idée laïque, sous la forme d'un système total et idéologique ne peut que décliner, enveloppée dans le crépuscule des idéologies totalisantes. Non pas affadissement mais purification d'une laïcité qui reste valable dans la mesure où elle s'identifie avec l'esprit démocratique et perd son agressivité polémique contre les Eglises qui, partout dans le monde, défendent les libertés de l'esprit. Un Etat qui, en dépit de la parole donnée, déchirerait un contrat honoré par les deux parties et refuserait à une école les moyens de vivre parce qu'elle inclut une proposition de foi dans sa philosophie de l'éducation, ne peut se réclamer que d'une laïcité totalitaire, c'est-à-dire changée du coup en son contraire. Et cette République n'entrerait dans l'avenir qu'à reculons en ranimant les pires discordes du passé.

Evolution à contre-sens aussi d'un progrès dans le cas de la décentralisation, mais qui n'est guère consonante avec la régression qui, antidémocratiquement, supprimerait ses moyens d'exercice à une liberté essentielle. On avance qu'un enseignement privé, associé pourtant par contrat à l'Université et à l'Etat, est une dissidence insupportable dont le caractère propre doit s'effacer dans l'unité d'un grand service public ; et d'un autre côté on cède au vertige d'une décentralisation qui, multipliant les pouvoirs locaux et régionaux, assortis à chaque étage de bureaucraties superposées, fortifiera les autonomies collectives aux dépens des libertés personnelles. Le statut de l'enseignement s'en trouvera lui aussi féodalisé : des barons de département et des ducs de province pourront d'autant mieux imposer leurs idées pédagogiques, bonnes ou mauvaises, que, pour les deux premiers degrés de l'enseignement, ils tiendront les cordons de la bourse. Une unification sectaire de l'école qui nous rendrait contemporains des sordides luttes anticléricales du début du siècle. Un processus de démembrement, dégradant le pluralisme culturel qui ne peut être qu'intellectuel et spirituel, en une pluralité de dispersion, géographique, biologique, matérielle. La France au passé, hélas ! Mais à la fois deux régressions antinomiques, holà !